

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1905.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1906 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

PARTIE GÉNÉRALE.

Depuis 1895, le Gouvernement poursuit, d'un effort persévérant, la réforme budgétaire. Il croit avoir réalisé ses desiderata dans le Budget pour 1906, et il l'explique dans un Exposé des motifs clair et probant.

La Section centrale voit avec satisfaction le Gouvernement s'attacher spécialement à la mise en lumière de notre situation financière. Le moment est bien choisi.

La Belgique met à profit sa prospérité actuelle pour la consolider par de nouveaux travaux d'outillage économique, aussi multiples que financièrement importants; les charges de l'emprunt qui les rend possibles, tout comme les avantages qu'ils assureront au développement commercial et industriel, se feront sentir nécessairement sur plusieurs générations. C'est pourquoi il importe de bien fixer la base sur laquelle repose le système financier, et de s'assurer qu'elle peut supporter le poids nouveau.

C'est sous cet aspect que le Gouvernement a envisagé la situation financière, et la Section centrale trouve son exposé des plus rassurants.

* * *

Le total des recettes évaluées pour 1906 est de . . . fr. 558,863,927 90

Le total des dépenses prévues aux divers budgets est de . 557,805,483 52

La balance donne un excédent de recettes de . . fr. 1,058,444 38

(1) Budget, n° 4, 1.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. COUSOT, DALLEMAGNE, DE MEESTER, DENIS, LEFEBVRE et TIBBAUT.

Presque toutes les branches de revenus sont en progrès. Ensemble, elles produisent, d'après les prévisions pour 1906, fr. 15,289,500 90 de plus que dans l'exercice 1905; et les évaluations faites par le Gouvernement sont justifiées par un tableau détaillé.

Emprunt.

Le chiffre grandissant qui clôture les budgets a provoqué des critiques au sein de la Chambre.

Mais ces critiques semblent peu justifiées. Elles dérivent d'une appréciation erronée de la portée réelle des constatations budgétaires.

Les budgets ne constituent pas des bilans. Ils forment comme un compte de caisse dans lequel figurent toutes les dépenses et toutes les recettes annuelles à l'état brut. Il va de soi que si les affaires se développent, les chiffres du budget, qui en constatent le mouvement, devront s'élever; et le chiffre élevé des affaires peut être, chez l'État comme chez le particulier, un signe de prospérité.

Le budget, a-t-on dit avec raison, est le symbole de l'activité de l'État.

La dette augmente, et la charge qu'elle entraîne se retrouve au Budget de la Dette publique, tant pour le service des intérêts que pour le service de l'amortissement. Mais la dette qui augmente ne constate pas un appauvrissement lorsqu'elle a comme contre-valeur des travaux d'outillage économique.

Ainsi, de 1895 à 1904, près de 750 millions ont été consacrés à l'extension des chemins de fer et à son outillage; la majeure partie a été fournie par l'emprunt et a servi à augmenter de 88 % la puissance de traction, de 86 % le tonnage du matériel de transport des marchandises et de 167 % la valeur du matériel de transports des voyageurs. (Discours de M. de Smet de Nayer, 24 novembre 1905, Chambre des Représentants.)

Avec la dette s'élève l'avoir; elle ne présenterait de danger que si l'avoir nouveau devait rester stérile et si son revenu ne compensait pas le service de l'emprunt qu'il a créé.

Or, le contraire se manifeste en Belgique, et c'est là l'heureuse constatation que fait l'exposé général.

Il montre par un tableau (XXIII) que les revenus nets des capitaux sont en progrès constant.

Pour mieux connaître la portée de ce tableau, une question a été posée; et la réponse donne des chiffres détaillés des plus instructifs.

Question.

« A l'égard du tableau de la page xxiii, on désire connaître quelques-uns des éléments importants qui ont servi à le construire; c'est ainsi qu'on désire connaître le montant des recettes brutes et des recettes nettes, aussi approximativement que possible, du réseau du Grand Central depuis son rachat et pour la dernière année considérée.

» De même pour d'autres lignes rachetées. »

Réponse.

« Le relevé ci-joint donne la décomposition des chiffres portés dans les colonnes 8 et 9 du tableau inséré à la page xxiii de l'Exposé général.

» Il n'est pas possible d'indiquer séparément le montant des recettes réalisées sur les lignes rachetées par l'État : toutes les recettes du réseau national sont confondues dans la comptabilité et dans les statistiques. »

**JUSTIFICATION DES CHIFFRES FIGURANT DANS LES COLONNES 8 ET 9 DU TABLEAU PUBLIÉ
A LA PAGE XXIII DE L'EXPOSÉ GÉNÉRAL DU BUDGET DE L'EXERCICE 1906.**

Dépenses d'outillage économique directement productives.

SERVICES.	Capitaux correspondant aux dépenses d'outillage économique. Col. 8	REVENU DE CES CAPITAUX.			Observations.
		Recettes brutes.	Dépenses.	Montant du revenu net. Col. 9	
I. 31 décembre 1878 :					
Chemins de fer . . .	914,298,614 86	94,874,374 49	59,846,045 34	35,027 429 15	Non compris la part attribuée au fonds communal.
Postes	1,032,585 96	6,225,648 71	6,779,728 00	554,079 38	
Télégraphes	3,647,152 44	2,181,845 65	2,655,575 65	473,730 02	
Marine	7,092,557 85	3,256,391 67	3,348,459 22	92,047 55	
Domaine privé de l'État.	48,049,376 50	1,590,305 41	629,317 88	960,987 55	
	974,120,087 59	108,128,565 91	75,260,006 18	34,868,559 75	
II. 31 décembre 1884 :					
Chemins de fer . . .	1,189,194,958 95	120,938,333 74	78,025,938 12	42,912,397 62	Id.
Postes	1,437,735 40	8,398,420 91	8,804,625 08	406,204 47	
Télégraphes	4,960,600 42	2,719,359 24	3,335,629 73	616,270 49	
Marine	7,761,227 67	3,675,964 22	3,611,286 77	64,677 45	
Domaine privé de l'État	42,236,190 »	1,453,821 70	609,097 90	844,725 80	
	1,245,590,712 44	137,185,899 81	94,386,575 60	42,799,324 21	
III 31 décembre 1904 :					
Chemins de fer . . .	2,002,000,000 »	232,236,000 »	144,077,600 »	87,258,400 »	Id.
Postes	17,406,220 41	18,223,000 »	15,300,000 »	2,923,000 »	
Télégraphes	49,200,000 »	11,181,000 »	7,600,000 »	3,551,000 »	
Marine	22,605,193 48	5,249,439 41	7,000,000 »	1,750,560 59	
Domaine privé de l'État.	52,100,000 »	2,192,000 »	1,150 000 »	1,042,000 »	
	2,143 311,413 89	269,051,439 41	176.027,600 »	93,023,839 41	

Comme on le voit dans le tableau, le montant du revenu net s'élève de fr. 34,868,559.75 à fr. 42,799.324.21 et à fr. 93,023,839.41, et de la sorte, les charges de l'État se paient de plus en plus par les revenus des capitaux consacrés à l'outillage productif.

La somme annuelle supportée par chaque habitant du chef des charges

de la dette non couverte par les revenus nets de ces capitaux empruntés était, fin 1878, de fr. 5.14; fin 1884, elle s'élève à fr. 6.75; mais fin 1904, elle tombe à fr. 3.27.

C'est la meilleure preuve de l'emploi judicieux et de l'utilité de l'emprunt.

On ne saurait contester qu'il faille outiller le pays et le mettre en état de lutter avec les pays concurrents. Ce serait un crime que de le négliger, et il serait expié par la prompte déchéance de l'industrie et du commerce, par une diminution rapide de la richesse publique.

C'est la justification même de l'emprunt et du Budget extraordinaire, qui en est la source. Qui veut la fin veut les moyens.

Si l'État devait se contenter de ses ressources ordinaires pour réaliser l'outillage économique du pays, il n'y réussirait pas; il marcherait trop lentement et sa lenteur préparerait les crises.

Il ne sortirait pas d'un cercle vicieux; il attendrait de l'impôt de quoi s'outiller, alors que c'est l'outillage qui non seulement donne le produit de régie, mais augmente la richesse publique et la fécondité de l'impôt.

C'est là une des premières lois de l'économie politique.

Déjà en 1842, VALCONNET, *Des juges de paix de France*, pp. 16-17, rapporté par A. NEYMARK, *Finances contemporaines*, II, p. 6, disait : « L'heure est venue où les budgets, pour répondre à toutes les nécessités de l'époque, doivent atteindre un chiffre élevé. Il en est des budgets comme des dettes publiques. Il faut savoir admettre leur accroissement quand il est nécessaire, mais combattre énergiquement leur mauvais emploi ».

En France, la question des budgets a alimenté de longues controverses, et elle s'est imposée à l'attention des législateurs avec d'autant plus de force que les finances publiques luttent contre des déficits renouvelés.

On dépense trop, disait-on. C'était peut-être vrai pour les dépenses courantes des affaires publiques; mais il est des dépenses qui sont incompressibles, et il est même rare de voir un membre des Chambres législatives, en France comme ailleurs, proposer des réductions.

Mais on ne dépense pas trop lorsqu'on s'enrichit de nouveaux éléments de productivité et de richesse. On peut pécher par un défaut contraire; dépenser trop peu peut être une faute grave et irréparable.

Cette vérité a été exprimée au Parlement français par une comparaison (LÉON SAY, *Finances de la France sous la troisième République*, t. II, p. 155, Chambre de Députés, 8 décembre 1876) :

« Nous sommes comme un homme qui a trop de charges de famille; il ne peut faire que cela ne soit pas, il ne peut rétablir son équilibre qu'en gagnant davantage. D'où je conclus que tout ce qui dans nos réformes est de nature à augmenter le travail, la production, mérite seul de nous attacher en premier lieu. Nous y trouverons des résultats beaucoup plus certains, quoique indirects, que si nous nous adressons à la réforme directe, en demandant un dégrèvement, par la raison que certains impôts de consommation sont très lourds, trop lourds si vous voulez. »

C'est donc moins par une réduction de dépenses ordinaires que par une

augmentation judicieuse des dépenses extraordinaires qu'on renforce les finances publiques.

En France, on a passé par la période des réductions; on donnait aux budgets des dénominations qui en indiquaient la préoccupation : c'était le budget de liquidation, le budget de recouvrement, etc. Les circonstances spéciales pouvaient le justifier.

Mais, de nos jours, il faut avant tout un budget d'action.

C'est ce qu'en 1904 M. Caillaux, Ministre des Finances, voulait réaliser par ce qu'il appelait « l'orientation nouvelle » (NEWMARK, *loc. cit.*, p. 532).

La Belgique est dans une période d'expansion; elle se heurte de plus en plus à la concurrence des pays qui protègent leur industrie par un rempart douanier et qui la mettent ainsi en état de placer à bas prix le surplus de sa production sur les marchés étrangers.

La Belgique n'a pas un marché intérieur suffisant pour alimenter son industrie; elle doit chercher au dehors; et le moyen le plus efficace de lutte que l'État puisse lui donner est l'outillage qui facilite l'activité commerciale et industrielle et qui abaisse le prix de revient de ses produits.

Les résultats obtenus par la politique économique du pays ne peuvent qu'encourager son développement.

La preuve la plus convaincante se trouve dans le diagramme que présente le « Tableau général du commerce avec les pays étrangers pendant l'année 1904 (p. 26) ». Il nous montre le commerce général, spécial et de transit s'élevant d'un mouvement continu.

Le tableau suivant, que j'emprunte à ce recueil officiel (p. 29, note 1), fait connaître le mouvement en valeurs des échanges pendant l'année 1904 et la moyenne des résultats pour chacune des trois périodes quinquennales qui l'ont précédée. On y rappelle, pour mémoire, les chiffres du mouvement commercial de l'année 1831.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	COMMERCE général.	COMMERCE spécial.	COMMERCE général.	COMMERCE spécial.
1 ^{re} période (1883 à 1893). Millions.	3,008.8	1,628 »	2,808.5	1,428 »
2 ^e — (1894 à 1898) Id.	3,014 »	1,789 9	2,733 »	1,514.1
3 ^e — (1899 à 1903). Id.	3,855.2	2,346.8	3,450.3	1,947 2
Année 1904 Id.	4,426.4	2,782.2	3,849.1	2,183.3
Année 1831 Id.	98 »	90 »	104.6	96.6
Différence	de la 2 ^e période sur la 1 ^{re}	» % + 10 %	— 3 %	+ 6 %
	de la 3 ^e période sur la 1 ^{re}	+ 28 »	+ 44 »	+ 23 »
	de la 3 ^e période sur la 2 ^e	+ 28 »	+ 31 »	+ 26 »
	de 1904 sur la 3 ^e période	+ 15 »	+ 19 »	+ 12 »
	de 1904 sur la 1 ^{re} période	+ 47 »	+ 71 »	+ 37 »
	de 1904 sur l'année 1831	+ 4,417 »	+ 2,991 »	+ 3,589 »

La progression, on le voit, est rapide.

Dans la note préliminaire du Budget extraordinaire pour l'exercice 1900, le Gouvernement a établi par des chiffres que la Belgique occupe le premier rang dans le monde entier si l'on tient compte de la population.

Le commerce spécial dépassait alors de 20 % celui de l'Angleterre, de 172 % celui de l'Allemagne, de 177 % celui de la France et de 345 % celui des États-Unis d'Amérique. (Rapport de M. Helleputte sur le Budget des Voies et Moyens pour 1901.)

A ce mouvement n'a cessé de correspondre une augmentation des recettes du Trésor, et c'est ce qui a permis aux budgets de solder par des bonis malgré les charges nouvelles qu'ils assumaient.

Depuis 1895 jusqu'en 1903, le total des bonis, si la comptabilité ancienne avait été maintenue, se serait élevé à fr. 210,395,447.22.

J'emprunte le tableau suivant à l'exposé général précédant le Budget des Recettes et des Dépenses pour 1903, p. xiv.

Bilan des exercices 1895 à 1903.

EXERCICES.	Bonis effectifs tels qu'ils résultent de la nouvelle comptabilité budgétaire.	Dépenses exceptionnelles.	Fonds d'amortissement attribués au Budget extraordinaire.	Chiffres auxquels les bonis se seraient élevés sous l'ancienne méthode de comptabilité budgétaire.	Observations.
1	2	3	4	5	6
1895	7,316,855 05	3,885,627 24	.	11,202,460 29	
1896	6,103,286 56	14,386,988 70	3,641,094 66	24,132,270 01	
1897	5,771,014 43	23,752,150 57	5,120,600 62	34,623,765 62	
1898	12,100,049 55	10,791,145 40	5,245,708 17	28,137,805 21	
1899	17,601,156 44	16,780,364 49	2,515,828 37	36,697,349 30	(1) Le cours de la rente étant descendu au-dessous du pair, l'amortissement par rachat de titres a recommencé à fonctionner en 1899. Les sommes inscrites dans la colonne 4 à partir de 1901 ne représentent plus que l'appoint des sommes consacrées à l'amortissement.
1900	15,049,989 97	13,974,845 74	505 59	29,025,141 10	
1901	2,539,525 11	13,856,763 10	(1) 559 56	16,596,647 57	
1902	3,213,358 72	15,655,128 48	202 80	16,868,760 »	
1903 (2)	1,211,000 »	11,200,000 »	250 12	13,511,250 12	
TOTAUX . .	70,909,093 85			210,395,447 22	(2) Résultat approximatif.

Le bien-être général a progressé dans la même mesure. On peut invoquer, pour le prouver, le mouvement ascendant de l'épargne, qui, au 31 décembre 1904, atteint le chiffre énorme de 786,000,000 de francs; fr. 254,311,509.35 sont inscrits sur des livrets portant 1 à 500 francs.

J'extraits des comptes rendus de la Caisse générale d'épargne et de retraite l'aperçu général qui suit (année 1904, p. 4):

Le tableau ci-après groupe les principaux éléments de la situation, au 31 décembre des années 1894, 1899 et 1904, des trois institutions qui

forment la Caisse générale (Caisse d'épargne, Caisse de retraite et Caisse d'assurances).

	A. CAISSE D'ÉPARGNE.					B. CAISSE DE RETRAITE.		C. CAISSE D'ASSURANCES.	
	Nombre de livrets existants.	Montant des dépôts sur livrets (en millions)	Montant total des sommes déposées (en millions).	Montant nominal des dépôts sur carnets de rentes belges (en millions).	Avances aux sociétés d'habitations ouvrières et de crédit agricole (en millions).	Nombre approximatif d'affiliés.	Fonds des rentes (en millions).	Nombre d'assurés.	Fonds d'assurances (en millions).
31 décembre 1894.	1,053,699	427	440	102	8	24,700	13,1	2,477	0,59
31 décembre 1899.	1,642,778	608	623	172	31	168,800	26,4	10,762	4,72
31 décembre 1904.	2,205,052	764	786	324	63	709,000	71,8	24,703	14,50

Ce tableau permet de se rendre compte des progrès importants accomplis pendant la dernière période décennale, et plus particulièrement pendant les cinq dernières années.

* * *

Ces résultats économiques et financiers, on n'en saurait douter, sont dus en grande partie à l'outillage dont le tableau suivant donne un aperçu succinct.

Extrait du *Tableau général du commerce avec les pays étrangers pendant l'année 1904* (p. 128).

OUTILLAGE ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE.

I. — VOIES DE COMMUNICATION.

A. Routes.

La longueur totale des routes de grande voirie, au 31 décembre 1903, était, en kilomètres :

routes de l'État	7,806
routes provinciales	1,593
routes concédées.	110

Soit une longueur totale de . . . 9,509 kilomètres, ce qui représente environ 323 mètres par kilomètre carré.

Quant à la voirie vicinale, elle présentait, au 31 décembre 1903, un développement de 28,642 kilomètres (*pavés ou empierrés*), ce qui représente environ 972 mètres par kilomètre carré.

B. Chemins de fer.

1° CHEMINS DE FER DE GRANDE COMMUNICATION. — La longueur totale des lignes de chemins de fer de grande communication exploitées en Belgique à la date du 31 décembre 1904 était :

pour les lignes exploitées par l'État ou pour son compte, de	4,008 (*)	kilomètres.
pour les lignes exploitées par des Compagnies, de	531	id.
Soit ensemble	4,539	id.

2° CHEMINS DE FER VICINAUX. — La longueur totale des chemins de fer vicinaux exploités, à la date du 31 décembre 1904, était de 2,463 kilomètres.

La longueur des lignes concédées non encore ouvertes au service public s'élevait, à la même date, à 913 kilomètres, dont 381 kilomètres étaient en construction.

Le réseau total des chemins de fer belges *en exploitation* au 31 décembre 1904 avait donc un développement de 7,002 kilomètres, ce qui donne une longueur moyenne de 238 mètres par kilomètre carré.

C. — Voies navigables.

L'étendue totale des voies navigables était, au 31 décembre 1903, de 1,978 kilomètres, soit une moyenne d'environ 67 mètres par kilomètre carré.

II. — PORTS.

Les principaux ports maritimes de la Belgique font l'objet de notices et de relevés insérés aux pages 511 et suivantes du Tableau général. (Anvers, Ostende, Gand, Bruxelles, Bruges.)

III. — TÉLÉGRAPHES.

La longueur des lignes télégraphiques était, au 31 décembre 1904, de 7,406 kilomètres; celle des fils conducteurs, de 39,472 kilomètres.

IV. — TÉLÉPHONES.

La longueur des fils téléphoniques était, au 31 décembre 1904, de 108,003 kilomètres.

Chemins de fer vicinaux.

Pour donner une idée de l'action économique qu'exerce l'extension des moyens de transport, nous transcrivons une note faite par la Société nationale des chemins de fer vicinaux, ainsi que les diagrammes joints au Rapport de 1904 (loi du 24 juin 1885, modifiée par celle du 14 avril 1898).

La situation des opérations de la Société nationale des chemins de fer vicinaux se présente actuellement comme suit :

Concessions accordées, 145 lignes, représentant 3,550 kilomètres.

(*) Antérieur rectifié.

Le réseau en exploitation comprend 120 lignes, d'une longueur totale de 2,680 kilomètres.

Les capitaux de premier établissement de l'ensemble des lignes concédées s'élèvent à 213,320,000 francs.

Ce résultat, acquis en vingt ans, est à signaler dans un pays où les grandes lignes de chemin de fer comportent déjà un développement considérable eu égard à la population et à l'étendue du territoire.

Outre la plus-value donnée aux terrains et à la propriété bâtie, l'établissement de ces lignes a eu pour conséquences principales :

1° De créer des relations plus rapides et plus économiques entre les campagnes et les villes au grand profit de l'agriculture; la durée du trajet est diminuée généralement de plus de moitié par les trains vicinaux, qui offrent plus de confort que les anciennes malles-postes et voitures publiques.

Les tarifs actuels sont de 7 centimes en 1^{re} classe et de 5 centimes en 2^{de} classe, tandis que la taxe en diligence est de 10 centimes par kilomètre.

Des abonnements de semaine, à des conditions très favorables, permettent à l'ouvrier de faire journellement deux fois le voyage entre sa résidence et l'usine. Des abonnements scolaires, à très bon marché, contribuent à répandre l'instruction dans les campagnes; il y a de plus des billets aller et retour avec 20 % de réduction.

2° De développer les affaires commerciales et industrielles : les marchés des villes sont devenus plus prospères, les gens des campagnes environnantes y arrivent plus facilement et les relations d'affaires de tous genres se sont multipliées.

Grâce aux transports économiques des boues et des fumiers des villes, la fertilisation des terres s'est développée, notamment dans la Campine anversoise.

La culture maraîchère s'est considérablement accrue aux environs des villes, des trains de marché circulant de grand matin y amènent les produits. Le transport du lait également a pris un grand développement; sur certaines lignes, on transporte 50,000 litres de lait par jour.

Un autre élément important pour l'agriculture se rencontre dans l'énorme développement pris par la culture de la betterave, le long des lignes vicinales, dans des régions où antérieurement elle était impossible, faute de moyens de transport.

D'anciennes carrières de pierre de taille, qui avaient été abandonnées, ne pouvant plus lutter contre les carrières reliées au réseau ferré, se sont rouvertes et développées, notamment dans les centres carriers de Sprimont et de Ouffet (Liège);

3° De remplacer, dans une large mesure, le voiturage par axe, toujours si coûteux, des matières pondéreuses;

4° D'amener un abaissement du prix de tous les objets de consommation rendus à destination : farines, sons, charbons, chaux, engrais, etc., au grand avantage du public;

5° De provoquer l'établissement d'industries nouvelles là où il n'y en avait pas encore et d'assurer ainsi du travail aux ouvriers;

6° De donner de la valeur à des matières qui n'en avaient pas auparavant et d'en permettre l'exploitation. Ainsi les carrières ont pu se débarrasser des

stocks considérables de déchets qui les encombraient. D'une matière inerte, encombrante et sans valeur, le vicinal a permis de faire un produit utile en permettant aux communes de l'acquérir à bon marché, pour l'amélioration de leur voirie. Les quantités transportées annuellement s'élèvent à plus de 150,000 tonnes;

7° D'augmenter dans une large mesure les recettes des grands chemins de fer, particulièrement dans les stations où aboutissent des lignes vicinales.

* * *

Ces éléments de fait démontrent en quels rapports se tiennent les emprunts, les travaux d'outillage, la prospérité économique et budgétaire. Critiquer en principe l'emprunt, c'est critiquer la prospérité elle-même qu'il a créée, ou tout au moins favorisée.

Cette prospérité est attestée par l'étranger lui-même, qui, par la valeur attribuée à la rente belge, reconnaît la solidité de notre crédit.

Le tableau comparatif ci-dessous est d'autant plus suggestif que le prix n'est pas influencé en Belgique, autant que dans d'autres pays, par la conversion obligatoire de certains fonds en fonds d'État. Il place la rente belge au tout premier rang.

*Cours des principales rentes européennes à 3 %
à la date du 4 décembre 1905.*

3 % belge, 2 ^e série.	fr. 99 60	} Déduction faite du prorata.
3 % française	98 77	
3 % pays-bas.	90 83	
3 % allemand	88 12	
3 % russe.	73 47	

La comptabilité budgétaire. — Réforme.

L'exposé général s'applique à justifier la comptabilité budgétaire, telle qu'elle a été améliorée depuis 1895.

La réforme porte sur quatre points : l'amortissement, les dépenses exceptionnelles, le renouvellement de l'outillage des régies, l'inscription des annuités à l'ordinaire.

1° Amortissement.

La loi du 24 avril 1902, modifiée par la loi du 26 décembre 1904, règle l'amortissement. La pratique administrative, longtemps hésitante, a désormais une voie nettement tracée.

L'amortissement constitue une obligation attachée à toute dette. Il ne peut être éludé ou atténué. Il doit être opéré dans tous les cas, alors même que l'État s'engage dans de nouveaux emprunts et que le taux de la rente empêche le rachat des titres.

Dans plusieurs pays, la dette publique s'éteint par des amortissements stipulés dans les clauses de l'émission; l'amortissement est attaché au titre.

En Belgique, la dette est représentée par une rente perpétuelle, et l'amortissement s'opère à l'aide d'un fonds alimenté par le budget.

Si le cours de la rente le permet, le fonds disponible est appliqué au rachat de titres, et, dans ce cas, l'amortissement est normal, opérant par le double effet du fonds d'amortissement proprement dit et des intérêts correspondant aux titres rachetés.

Si le cours de la rente est trop élevé, le montant des fonds d'amortissement reste disponible. Avant 1895, il était porté comme recette au Budget ordinaire. La réforme consiste à le porter, comme recette anormale, au Budget extraordinaire, à le faire servir aux dépenses d'outillage et à opérer ainsi un amortissement indirect, par équivalence.

De plus, une dotation de 3.50 % sur les sommes portées en recettes au Budget extraordinaire vient s'ajouter à la dotation ordinaire. Elle représente la part d'intérêt qui aurait accru le fonds d'amortissement si les titres avaient été rachetés.

De la sorte, le service de l'amortissement s'accomplit toujours, avec une complète efficacité, quelles que soient les conditions du marché financier. C'est une garantie de stabilité et de solidité pour le crédit public.

La loi du 26 décembre 1904, en fixant à fr. 0.50 % le taux de la dotation d'amortissement, amène l'extinction de la Dette en quatre-vingt-un ans.

Le Budget pour 1906 comprend une somme de 11,850,000 francs comme fonds d'amortissement.

Le tableau ci-joint, extrait de l'Exposé général précédant le Budget des Voies et Moyens pour 1905, donne le mouvement des fonds d'amortissement de 1896 à 1905.

EXERCICES.	MONTANT DES FONDS D'AMORTISSEMENT		Observations.
	attribués au Budget extraordinaire.	employés au rachat de titres.	
1896	3,641,994 86		Dotation de 20 %.
1897	5,120,600 62		
1898	5,245,708 17		
1899	2,515,828 37	(1) 4,051,056 88	
1900		5,962,421 67	
1901		6,786,796 80	
1902		5,998,535 61	
1903		7,406,296 46	
1904	Montant du crédit (chiffre rond).	10,560,000 "	Dotation de 30 %.
1905	Id. id.	11,130,000 "	

(1) Depuis 1899, le cours de la rente est descendu au-dessous du pair.

2° et 3° Dépenses exceptionnelles et renouvellement de l'outillage des régies.

La réforme budgétaire, établit d'une part, la nécessité de couvrir, d'une façon générale, par les ressources ordinaires, à l'exclusion de l'emprunt, les

dépenses, même exceptionnelles, qui ne touchent pas à l'outillage économique directement ou indirectement productif, d'autre part, la nécessité de pourvoir, avec les ressources ordinaires, à l'entretien et aussi, dans une large mesure, au renouvellement du matériel dans les exploitations faites en régie.

Ces deux règles se justifient par leur seul énoncé. L'État, tout comme le particulier qui recourrait à l'emprunt soit dans le but de pourvoir aux besoins annuels, même irréguliers ou exceptionnels, des services publics, soit dans le but de réparer et de renouveler le matériel industriel, s'engagerait dans une voie funeste. Son passif augmenterait sans contre-partie à l'actif, et le déséquilibre conduirait à la ruine.

L'exposé général fait le relevé des dépenses exceptionnelles prélevées de 1895 à 1906 sur les ressources ordinaires du Trésor; elles sont portées à chaque budget dans une section spéciale; elles atteignent le chiffre global de 168 millions de francs.

Le Budget des Chemins de fer, depuis 1895, comprend une allocation de 1,000,000 de francs applicable aux dépenses prévues au Budget extraordinaire pour reconstruction de bâtiments, ouvrages d'art et autres installations fixes. Depuis 1899, une partie du crédit global portée au Budget pour l'entretien, les réparations et le renouvellement du matériel roulant, est spécialement affectée au renouvellement du matériel de traction et de transport (locomotives, tenders, voitures, fourgons et wagons); cette allocation, primitivement fixée à 2,500,000 francs, est portée à 3,000,000 de francs au Budget pour 1906.

4° Inscription des annuités à l'ordinaire.

Les annuités peuvent se rattacher à des obligations de nature différente.

Lorsque l'État fait un emprunt, par exemple, pour la création d'une ligne de chemin de fer, le crédit figure au Budget extraordinaire, et le service annuel de l'intérêt et de l'amortissement afférent à la dette contractée se fait par le Budget de la Dette publique, qui inscrit les annuités.

Mais l'État peut procéder autrement. Il le fait notamment pour la participation aux opérations de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. Il n'emprunte pas directement mais il souscrit des annuités à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. C'est le procédé de l'emprunt indirect, qui est très suivi en France.

Le service de ces annuités doit se faire tout comme s'il s'agissait d'un emprunt direct, et elles doivent être portées directement à la Dette publique et payées sur les ressources ordinaires. Elles ne pourront plus figurer au Budget extraordinaire. C'est la portée de la réforme réalisée aujourd'hui.

La réponse à la 7^e question marque l'importance de ces annuités.

* * *

La réforme, dans son ensemble, fait supporter au Budget ordinaire de 1906 un supplément de charges de 26,880,000 francs.

Elle a pu se réaliser aisément, grâce à la prospérité de nos finances publiques.

La Section centrale ne peut qu'approuver ces efforts faits pour asseoir le

Budget sur des bases irréprochables. Ils lui donneront un caractère de sécurité qui n'est pas dépassé dans d'autres pays.

Ils réaliseront l'idée exprimée, dans l'Exposé général du Budget de 1898, dans les termes suivants : « Dans la pensée du Gouvernement, le Budget » extraordinaire, qui doit s'alimenter par l'emprunt, ne peut comprendre en » principe que des dépenses ayant pour objet d'accroître le capital écono- » mique de la nation. La règle doit être de porter aux budgets ordinaires » toutes les dépenses qui n'ont pas ce caractère. »

Renseignements complémentaires pour apprécier la situation financière.

Les budgets, malgré leur sincérité, ne permettent pas d'embrasser la situation financière dans son ensemble.

Comme nous le faisons remarquer, ils ne constituent — le titre le porte — que des mouvements de fonds, en *recettes et dépenses annuelles*.

Ils n'indiquent ni l'actif ni le passif constitués.

Le Budget extraordinaire lui-même, quoique réservé, d'après la réforme budgétaire, aux dépenses d'outillage, ne donne que des indications incomplètes à celui qui voudrait rechercher les capitaux représentés par l'outillage. Il ne mentionne que les capitaux empruntés et non ceux qui sont formés par les annuités, tels ceux affectés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

Pour se renseigner sur le passif et l'actif, il faudrait consulter la situation du Trésor public publié annuellement par le Ministère des Finances et les éléments de l'inventaire qui reposent dans les comptes des divers services publics. Mais cela n'est pas aisé.

Il semblerait plus logique de joindre régulièrement aux budgets, d'une part, les principales annexes qui font suite à la situation générale du Trésor public et qui donnent tous les détails, la nature et la consistance de la dette existante, d'autre part, un inventaire de la contre-valeur de la Dette publique. Ce sont là les éléments indispensables d'un bilan qui permettent d'établir la situation, non plus par voie de déduction, mais par le procédé direct de la balance du passif et de l'actif.

Ces idées ont été exprimées à plusieurs reprises au sein de la Chambre.

D'une part, M. Graux, dans son essai de réforme budgétaire, avait ajouté à son bilan unique pour 1884 les annexes à la situation du Trésor; ils faisaient l'objet d'un chapitre spécial (IV).

D'autre part M. Cooreman, dans son rapport sur le projet de loi relatif à l'amortissement de la Dette publique (Chambre des Représentants. *Doc.*, 1900-1901, p. 631), s'exprime comme suit :

« Le Gouvernement ferait œuvre de haut intérêt en dressant l'inventaire » des divers éléments de contre-valeur de la Dette publique; la Section » centrale émet le vœu que ce travail soit effectué dans le plus bref délai » possible et annexé à l'exposé de la situation générale du Trésor public, au » 1^{er} janvier 1902. Il serait ensuite tenu à jour et reproduit dans les situations » annuelles du Trésor.

- » L'inventaire pourrait être ramené à trois grandes catégories :
- » Exploitation industrielle, commandites et participations de l'État (capitalisation des recettes nettes du chemin de fer, de la poste, du télégraphe, du téléphone; du revenu des actions diverses; de la participation dans les bénéfices annuels et de la bonification sur la circulation des billets de la Banque Nationale);
- » Domaine immobilier, comprenant : le domaine économique (routes, canaux, rivières et ports); le domaine forestier (forêts et plantations); le domaine administratif (palais, hôtels, maisons, bureaux, universités, écoles normales, musées, conservatoires de musique, etc.); le domaine militaire (terrains des fortifications et forts, établissements, casernes et hôpitaux militaires);
- » Avoir mobilier, comprenant, d'une part, le mobilier incorporel représenté par les créances diverses de l'État, d'autre part le mobilier proprement dit; — les objets d'art, tableaux, sculptures, collections, bibliothèques, archives; — les armes, munitions et matériel militaires, les objets d'habillement, d'équipement et de logement des troupes, les chevaux et le harnachement.
- » Nous croyons pouvoir répéter que la valeur actuelle et réelle de cette contre-partie dépasse notablement le capital emprunté et que son rendement, au profit du Trésor et de l'activité nationale, dépasse de beaucoup les charges de la Dette publique. »

Le rapport fait par M. Léon d'Andrimont sur le Budget des Finances pour l'exercice 1883 (*Doc. parl.*, Ch. des Repr., 1882-1883, p. 154) constate qu'il n'avait été publié jusqu'alors que le tableau des propriétés forestières de l'État, déposé sur le Bureau de la Chambre, le 1^{er} décembre 1875 (pièce n° 29).

L'Exposé des motifs qui précède ce document, intitulé « Statistique des propriétés nationales » et qui est signé par M. Malou, Ministre des Finances, débute comme suit :

« STATISTIQUE DES PROPRIÉTÉS NATIONALES, 1^{er} fascicule.

» *Forêts domaniales.*

» MESSIEURS,

- » Aux termes de l'article 48 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité, il doit être dressé un tableau des propriétés de l'État.
- » Néanmoins, l'inventaire de la fortune immobilière nationale n'a pas été formé jusqu'à présent.
- » Ce travail vient d'être entrepris. Il est divisé comme suit, etc. »

M. d'Andrimont constate avec raison que, de 1875 à 1883, le travail n'a pas marché bien vite, puisqu'il n'a pas fourni de documents complémentaires.

En 1903, on peut faire la même constatation, malgré les nouvelles instances faites en 1901.

Budget unique.

Des controverses ont surgi sur l'utilité du budget unique.

Faut-il réunir, dans une seule loi du budget général, toutes les recettes et les dépenses, les ordinaires comme les extraordinaires? C'est le procédé suivi par la plupart des pays européens, et il a été essayé en 1884 par M. Graux.

Est-il préférable au système belge, qui consiste à soumettre à la législation treize projets de loi distincts, formant le Budget général des Recettes et des Dépenses, un quatorzième projet de loi portant le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, qui n'est qu'un compte ouvert par l'État à lui-même, et enfin, un quinzième, contenant le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires?

La phrase lapidaire de M. Thiers semble dominer tout le débat : « Le budget unique, c'est la lumière ». (Discours du 3 juillet 1868).

Mais les considérations qu'on a invoquées en sa faveur sont plutôt d'ordre théorique.

L'unité, dit-on, devait permettre d'avoir une vue d'ensemble, de faire un examen simultané des recettes et des dépenses, de mieux se rendre compte de leur équilibre et de la situation financière du pays.

L'unité, a-t-on ajouté, facilite le prompt examen et le vote du budget (1).

L'essai qui a été fait en Belgique, en 1884, n'a pas fait constater ces avantages. Il n'a plus été renouvelé. Le budget unique de M. Graux resta quatorze mois sur le métier.

M. Malou, dans son discours du 17 décembre 1884, disait, à ce sujet, avec infiniment d'esprit :

« C'était une innovation admirable de faire un seul budget de ces budgets » divisés; mais je cherche encore quelle utilité réelle il y a à cela : je le » disais au Sénat, en discutant la même question : il y a la différence de » quelques cahiers épars ou de quelques cahiers reliés, il y a une ficelle de » plus.

» On ne voit pas l'ensemble, dit-on, mais voyait-on l'ensemble sous le » budget général? On le voyait au début de la discussion, mais il disparaissait » ensuite; ce budget général et unique de 1884, je défie qui que se soit » d'avoir vu ses métamorphoses, ses transformations. »

L'honorable M. Beernaert définissait exactement la situation dans son discours prononcé à la séance du 5 février 1893 :

« Voici nos budgets divisés. Pour connaître la situation dans son ensem- » ble, n'est-il pas vrai qu'il suffit de les prendre un à un, d'en additionner les » totaux et de rapprocher le résultat de cette addition du montant du » Budget des Voies et Moyens? Or, cette peine si mince, on a voulu l'éviter. » L'Exposé général résume les budgets et les rapproche. Il n'y a plus qu'à » prendre la peine de les lire. Entre le système de M. Graux et celui d'autre-

(1) ERNEST DUBOIS, *Étude sur le système belge en matière de budget de l'État*, 1894. Bruxelles, Lamertin.

B. STOURM, *Le budget*, 1900. Paris, Guillaume et C^{ie}.

DALLOZ, *Supplément*, V^o Trésor public, n^o 4 et suiv.

» fois, auquel nous sommes revenus, l'honorable M. Malou a pu dire un jour
 » qu'il n'y a absolument d'autre distance que l'épaisseur d'une ficelle. On
 » s'était borne à réunir en un seul fascicule des cahiers qui se trouvent
 » aujourd'hui séparés et de mettre à la fin de ce qui n'était plus ainsi que
 » des chapitres, une addition que la Chambre trouve aujourd'hui au com-
 » mencement de l'Exposé général, dont nous faisons précéder le dépôt des
 » divers budgets.

» C'est à ce point la même chose que, lorsque, en 1885, nous avons voulu
 » substituer des budgets divisés au budget unique, tel qu'il avait été préparé
 » par M. Graux, il nous a suffi de... couper la ficelle et de substituer plu-
 » sieurs additions à une seule. En réalité, nous n'avons, *tout comme vous*,
 » qu'un budget unique, mais il est voté par fragments. »

Dans l'examen d'un budget unique, volumineux, énorme, le travail ne semble pas devoir se faire avec beaucoup plus d'unité que dans l'examen de budgets distincts. La section unique est condamnée à pratiquer la division du travail pour venir à bout d'une tâche écrasante; et ainsi se rétablit, en fait, la disjonction qu'on condamne en principe.

Au surplus, le vote des budgets est réservé à la Chambre, qui décide, non plus divisée en sections, mais en corps, de sorte que l'unité de vue, facilitée par l'exposé général, est réalisée au moment de la décision.

Un reproche a été fait souvent avec raison au système des budgets distincts : c'est le retard dans le dépôt du Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires.

En Belgique, des protestations répétées se sont élevées contre ce retard, qui devient chronique. Il serait aisé d'y porter remède.

En France, le budget distinct pour recettes et dépenses extraordinaires a succombé par l'abus qu'on en faisait. A l'extraordinaire s'inscrivaient bien des dépenses ordinaires. On a espéré y porter remède en établissant l'unité; mais les abus sont possibles dans tous les systèmes. Il ne semble pas que le remède ait corrigé le mal ⁽¹⁾.

Nous le répétons, la valeur des budgets dépend moins de sa forme générale que de la sincérité et du groupement rationnel des éléments qui y sont inscrits.

Il est même plus pratique de grouper à part et de présenter à un examen séparé les recettes et les dépenses extraordinaires.

Les éléments qui le composent sont autres que les éléments d'un budget général des recettes et dépenses ordinaires. Ils sont plus variables.

Il vaut mieux additionner des éléments similaires, d'une part les recettes et les dépenses ordinaires, d'autre part les recettes et les dépenses extraordinaires. On peut mieux juger de leur marche normale en les envisageant séparément.

M. Demeur, dans son remarquable rapport sur le règlement définitif des budgets des exercices 1878, 1879 et 1880 (Ch. des Repr., *Doc*, 1883-1884, p. 315), signale ce que la confusion d'éléments dissemblables apporte d'obscur dans ce règlement définitif, où l'ordinaire figure à côté de l'extraordinaire.

(1) FÉLIX FAURE, *Les Budgets*.

La réforme des impôts.

L'exposé général compare les résultats de la législation sur l'alcool et de la législation sur le sucre.

Le relèvement du droit sur l'alcool a contribué à en abaisser la consommation; elle était de 9198 par tête d'habitant en 1894, elle tombe à 5194 en 1904; elle plaçait la Belgique précédemment au quatrième rang, elle la classe maintenant au huitième.

Si ce résultat était durable et pouvait s'améliorer, ce serait un triomphe incontestable pour l'hygiène sociale.

Il serait difficile de critiquer le moyen qui l'a amené, c'est-à-dire le relèvement du droit. Toute lutte contre l'alcoolisme devra se traduire nécessairement par le relèvement du prix de l'alcool. Monopole de la fabrication ou monopole de la vente aboutissent également à la limitation du produit; et le produit limité augmente en prix. On retrouve indirectement par les autres procédés le relèvement du prix dont le Gouvernement s'est servi comme moyen direct dans sa lutte contre la lèpre de l'alcoolisme.

L'industrie de la distillerie trouve une compensation à la diminution de la consommation d'alcool de bouche dans le développement de l'exportation, des usages industriels de l'alcool et de la production de la levure.

L'abaissement du droit sur le sucre, sa réduction de fr. 51,13 à 20 francs aux 100 kilogrammes, ainsi que la suppression des droits de douane pour le cacao, le thé et le café, ont contribué aussi à la lutte antialcoolique, en favorisant la consommation d'une denrée alimentaire de première valeur. La quantité de sucre mise en consommation s'est élevée en 1904 à 83,078,000 kilogrammes, alors qu'elle n'était, l'année précédente, que de 60 millions de kilogrammes.

La législation combinée sur l'alcool, sur le sucre, le cacao, le thé et le café s'inspire d'idées sociales et démocratiques. Elle marque un progrès incontestable.

*
* * *

Les impôts de consommation, dans leur ensemble, ont été étudiés dans le rapport remarquable, fait par l'honorable M. Helleputte au nom de la Section centrale, sur le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1901.

Il n'est pas sans intérêt de constater une fois de plus que la Belgique est, sans conteste, le pays où la vie est la moins chère. C'est un fait qu'il n'est pas besoin de démontrer par des statistiques, il est connu du monde entier.

Toutefois, il n'est pas inutile de mentionner que nos lois douanières laissent entrer en franchise de droits les principaux éléments de consommation populaire.

Le tableau ci-joint, dressé par l'Administration, montre que les matières alimentaires importées en 1904 en franchise de droits atteignent la valeur de près de 600 millions. Pour la majeure partie, elles sont représentées par des produits du sol et entrent en concurrence avec les produits de notre agriculture.

*Tableau indiquant, en QUANTITÉS et VALEURS, les matières alimentaires
importées POUR LA CONSOMMATION en Belgique pendant l'année 1904*

DÉSIGNATION DES MATIÈRES ALIMENTAIRES.	QUANTITÉS IMPORTÉES (commerce spécial).		Observations.
	Poids	Valeurs	
	(Kilogr)	(Francs.)	

1^o Matières alimentaires importées en franchise de droits d'entrée (*).

A. — Produits directs du sol.

Légumes.	Chicorée (racines vertes ou sèches) .	564,093	95,896	
	Pois, lentilles, fèves, haricots, fève- roles et vesces.	48,756,909	9,751,582	
	Pommes de terre	78,555,574	5,498,890	
	Non dénommés	25,595,961	4,065,354	
Fruits. .	Pommes fraîches	4,097,556	614,635	
Grains. .	Froment.	1,740,566,878	504,599,204	
	Épeautre et méteil	665,151	86,470	
	Seigle	70,026,555	9,455,582	
	Orge et escourgeon.	548,499,858	54,888,728	
	Maïs	494,512,191	58,105,182	
	Sarrasin	8,594,585	1,455,262	
	Riz en paille ou non pelé	50,986,709	5,732,541	
	Riz pelé	44,631,544	10,488,415	
Végétaux.	Betteraves	125,572,487	2,762,504	
	Graines {	d'arachide	10,477,370	4,757,244
		de coton.	6,729,898	1,110,435
		de sésame	52,864,691	9,037,790
	Houblon	2,189,174	9,851,285	
	Noix palmistes	2,290,755	725,472	
TOTAL		5,081,985,695	495,036,353	

B. — Graisses, huiles et viandes provenant d'animaux abattus

Matières animales brutes. Graisses	Oléo-margarine	3,600,282	4,052,516
	Saindoux naturel	11,526,400	12,679,010
	Autres (comprenant les autres graisses et les huiles animales)	21,706,491	14,109,219
A REPORTER		36,833,175	50,840,525

(*) Il arrive fréquemment que pour se soustraire aux formalités inhérentes au transit, le commerce déclare pour la consommation des marchandises libres de droits d'entrée, sauf à les déclarer ultérieurement pour l'exportation. Il en est ainsi en ce qui concerne la plupart des produits libres de droits compris dans le présent tableau.

DÉSIGNATION DES MATIÈRES ALIMENTAIRES.	QUANTITÉS IMPORTÉES (commerce special).		Observations.
	Poids. — (Kilogr.)	Valeurs. — (Francs.)	

1° Matières alimentaires importées en franchise de droits d'entrée (suite).

B. — Graisses, huiles et viandes provenant d'animaux abattus (suite).

	REPORT . . .	30,833,173	30,820,575
Animaux vivants	Conserves en boîtes, etc., de viande simplement cuite, fumée ou salée.	720,801	1,163,026
	Conserves importées autrement qu'en boîtes, etc., et préparées à l'aide de substances exemptes de droits de douane et d'accise . .	1,580,783	2,520,253
	Non dénommées (jambons et langues de bœuf salés ou fumés, lard, etc.)	11,028,460	11,028,460
	TOTAL . . .	0,160,507	45,541,314

C. — Autres produits.

Animaux vivants.	Poules, poulets, poulettes, poussins, coqs et coquelets	494,350	973,186	Nombre de pièces: 220,892,817.
	Autres propres à l'alimentation de l'homme (espèce caprine, gibier.	297,595	314,780	
	Crème	815,911	122,387	
	Fromages communs, mous et blancs	2,337,983	651,255	
	Oeufs de volaille	15,314,575	18,267,836	
	Denrées alimentaires non dénommées (féculé de pomme de terre, sagou, arrow-root, etc.)	12,195,227	5,048,807	
	Chicorée brûlée, préparée ou moulue.	5,902,762	1,475,090	
	Pain et biscuit de mer.	685,714	274,286	
Huiles végétales	d'arachide	755,884	485,766	
	de coton	5,558,894	2,668,269	
	d'olive	1,995,244	2,793,542	
	de palme et de palmiste	9,008,853	5,641,289	
	de sésame	685,793	499,169	
Poissons.	Huitres	1,824,717	1,035,594	
	Moules et autres coquillages pleins non dénommés	23,326,074	1,166,303	
	harengs	19,204,010	5,450,721	
	Conserves autres qu'en boîtes, etc., préparées à l'aide de substances exemptes de droits de douane et d'accise	12,048	7,229	
	non dénommés	16,482,501	17,065,926	
	TOTAL	114,986,533	60,797,835	
	TOTAL GÉNÉRAL A, B, C.	3,247,130,335	599,375,502	



Une réforme qui s'impose depuis longtemps à l'attention des législateurs est celle relative à l'impôt foncier.

Dans plusieurs sections, on a fait ressortir l'urgence de la revision cadastrale.

Mais si ce moyen fait disparaître l'inégalité dans l'application de l'impôt, il faut d'une manière plus générale alléger l'impôt foncier, surtout là où il entrave la constitution, la libération et la conservation de la petite propriété.

Dans plusieurs sections, on s'est intéressé au projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété, etc.

Une partie seulement, celle relative aux actes de partage, a été votée; elle est devenue la loi du 13 mai 1903, et, comme on pouvait s'y attendre, elle donne pleine satisfaction : le Gouvernement le constate dans une de ses réponses.

Le projet dans son ensemble a été soumis aux discussions de la Chambre; mais l'examen en a été suspendu. Il serait à souhaiter qu'il pût être repris sans retard. Le Gouvernement, dans une de ses réponses, annonce des amendements qui vraisemblablement faciliteront la discussion.

Il n'est pas d'économiste qui ne critique l'exagération de l'impôt foncier.

Il n'en est pas qui ne souhaite la libération de la propriété immobilière et la constitution de la petite propriété.

Or, le projet de loi propose diverses mesures dans ce sens, notamment celle de réduire de moitié le droit d'enregistrement et de transcription lorsque l'acquisition a pour but la constitution d'une propriété dont la valeur ne dépasse pas 10,000 francs.

Cette solution, qui comporte l'élargissement du système de la loi sur les habitations ouvrières du 9 août 1889, présentée par l'honorable M. Beernaert, est ardemment désirée, non seulement par les économistes, mais aussi par les hommes d'œuvre. La Conférence nationale des habitations ouvrières, tenue cette année à Liège, a exprimé le vœu unanime qu'elle soit adoptée au plus tôt par le législateur

DEUXIÈME PARTIE.

TITRE I^{er}.

Dispositions fiscales.

PREMIÈRE SECTION.

Contributions directes. — Douanes. — Enregistrement. — Timbre.

ART. 1 et 2.

Les articles 1 et 2, qui se complètent, nous reportent à une époque où des mesures fiscales pouvaient exercer une grande influence sur l'état électoral des citoyens.

Les lois du 25 août 1883 et du 26 août 1878, dans leur article 3, s'occupaient du cheval mixte. La première fixe à 20 francs le taux de la contribution personnelle due pour les chevaux mixtes agricoles, c'est-à-dire pour les chevaux servant à la selle ou à l'attelage des voitures suspendues employés principalement et habituellement pour l'exercice de leur profession par les cultivateurs dont les travaux agricoles nécessitent l'emploi de chevaux de labour. La seconde exempte de la contribution personnelle (6^e base) les chevaux tenus par des personnes qui, indépendamment de la taxe qu'elles auraient à payer pour ces chevaux, versent au trésor de l'État une somme inférieure à fr. 42.32 d'impôts directs (cens électoral); toutefois, ajoute la loi, cette exemption n'est pas applicable aux chevaux de luxe.

L'exposé des motifs de la loi du 26 août 1878, signé par M. Charles Graux, Ministre des Finances, et par M. Rolin-Jacquemyns, Ministre de l'Intérieur, montre que cette exemption avait pour but de déjouer des fraudes électorales ⁽¹⁾.

(1) *Doc. parl.*, Chambre des Repr. Exposé des motifs, séance du 1^{er} août 1878. Le texte des articles 42 et 46 de la loi du 28 juin 1822, tel qu'il est interprété généralement par nos cours de justice, a ouvert une porte tellement large à la fraude en permettant de créer un cheval mixte par un seul fait d'équitation ou d'attelage, et, d'autre part, il est si difficile de trouver une définition du cheval mixte qui empêche de faire passer pour tels des chevaux qui sont de pures bêtes d'agriculture, qu'il faut, pour déjouer toute ruse, abolir radicalement l'impôt sur les chevaux d'une nature douteuse, dans le cas où leur détenteur pourrait être tenté de changer, dans des vues électorales, la qualification à laquelle ils ont réellement droit.

En ne frappant d'impôt que les chevaux possédés par des citoyens déjà électeurs sans le secours de leur écurie, on verra le goût de l'équitation revenir, dans nos campagnes, à ses propositions normales.

La selle banale déposée chez l'agent électoral, désormais sans objet, sera vendue. Les chevaux

Des cultivateurs, alléguait-il, qui n'étaient pas électeurs censitaires se servaient de selles et de voitures et donnaient ainsi prise à l'impôt visant le cheval mixte, dans l'unique but d'atteindre le cens électoral.

Nul impôt n'est devenu plus impopulaire dans les campagnes que l'impôt sur le cheval mixte agricole. Il se ressentait, à coup sûr, de l'aspect peu équitable que prend une loi lorsque, pour le même objet, elle taxe ou elle exempte suivant l'état électoral du contribuable. L'impôt a une base objective, il vise le cheval agricole, à usage mixte, et il n'a pas à considérer si le détenteur du cheval est ou non électeur.

On comprend des exemptions d'impôts lorsqu'elles sont justifiées par la pensée de ne pas atteindre des catégories de personnes dont les ressources sont trop réduites pour les supporter; telle l'exemption de la contribution personnelle établie sur les trois premières bases: la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier, que la loi du 18 juillet 1893, modifiant l'article 10 de la loi du 9 août 1889, accorde « aux ouvriers et anciens ouvriers incapables de travail qui, n'étant pas propriétaires d'immeubles autres que celui qu'ils habitent et celui qu'ils cultivent, occupent soit en propriété, soit en location de bailleur non habitant, une habitation d'un revenu cadastral », gradué suivant les populations des localités.

Mais pareille considération d'équité était totalement étrangère à la législation fiscale concernant le cheval mixte agricole.

Le régime électoral censitaire, qui l'avait inspirée, a disparu et, avec lui, le motif invoqué à l'appui de la loi fiscale de 1878.

La mesure proposée par le Gouvernement est radicale. Elle comporte la suppression de tout impôt pour le cheval de labour, tenu par le cultivateur proprement dit, même lorsqu'il est employé accessoirement à la selle ou à l'attelage de voitures suspendues.

Il va de soi que si le cultivateur tenait un cheval principalement pour son agrément, il ne bénéficierait pas de l'exemption.

Il en est de même des personnes qui ont des professions propres (brasseur, distillateur, médecin, etc.) et qui s'occupent en même temps de culture.

Bien des considérations justifient la proposition de loi.

On comprend aisément à quelles difficultés donne lieu l'examen des conditions d'exigibilité de la taxe de 20 francs pour les chevaux de labour.

L'agriculteur se servait-il d'une voiture pour conduire à une réunion de

de labour jouiront le dimanche, devant leur humble crèche, d'un repos bien mérité. On ne les en tirera plus pour qu'en passant, gauchement montés, devant les divers cabarets du village, ils servent à l'accroissement du contingent électoral local.

On a tenté de justifier les efforts faits ainsi pour augmenter, à tout prix, la proportion des électeurs campagnards, par la considération que l'industrie agricole, exonérée de tout impôt sur son capital d'exploitation ou sur le travail de ses chefs, ne fournissait pas au corps électoral un contingent proportionné à sa richesse indéniable et à son activité. Si l'observation était fondée, le remède à cette situation serait dans les mains de ceux qui s'en plaignent; ils n'auraient qu'à proposer de frapper d'impôts directs, proportionnels à leur valeur et à leurs profits l'outillage, et le personnel de l'agriculture, comme sont frappés ceux de l'industrie et du commerce; immédiatement toute disproportion entre le contingent électoral des villes et celui des campagnes disparaîtrait.

famille, à une cérémonie civile ou religieuse, sa femme, ses enfants, ses parents, qui étaient empêchés de faire le trajet à pied par l'infirmité, le mauvais état des routes, les intempéries de la saison, les grandes distances, le fisc se livrait à des enquêtes et élevait ses prétentions à la taxe.

Qui ne voit que c'était là non seulement une source de tracasseries, mais aussi une gêne pour l'évolution des opérations agricoles ?

L'élevage de chevaux a pris un développement considérable et est devenu l'une des branches les plus florissantes de l'agriculture belge. Or, il ne suffit pas d'élever le cheval, il faut encore le dresser et le rendre apte à tous les usages. Un impôt indirect sur la selle ou sur la voiture suspendue ne peut qu'entraver cette mise en valeur rationnelle.

A ces considérations d'ordre domestique et économique vient s'ajouter une considération d'équité et de justice distributive.

L'agriculture a été de tous temps l'industrie la plus durement traitée par les lois fiscales (1).

Par ses immeubles, elle offre à l'impôt une base facile à atteindre, et c'est pourquoi on la met le plus largement à contribution pour alimenter le Trésor public.

Les valeurs mobilières sont plus souples, elles se cachent et se mettent en fuite lorsque l'impôt les menace, et c'est le motif pour lequel le fisc les ménage.

C'est par la contribution foncière qu'a été inauguré le système fiscal moderne, et c'est parce que l'agriculture était déjà suffisamment atteinte qu'on a exempté la profession agricole du droit de patente.

La loi du 21 mai 1819, sur le droit de patente, met ce fait en relief par les « observations explicatives des motifs du projet ».

« Dans un État, dit l'exposé, où les revenus des biens-fonds contribuent » d'une manière sensible à augmenter les ressources du Trésor, les bénéfices » que procurent les capitaux employés d'une autre manière ne peuvent » demeurer exempts de contribuer aux besoins de l'État. »

On le voit, on commence par les biens-fonds, et ce n'est qu'après les avoir mis à contribution qu'on s'adresse aux autres capitaux.

Lourdement chargée d'impôts non seulement par les contributions foncières mais aussi par le droit d'enregistrement, l'agriculture n'a pas reçu dans notre système douanier la même protection que les autres industries. Elle est l'industrie la moins protégée par les droits d'entrée. Si la protection est la règle pour tout produit industriel ou manufacturé, elle est l'exception pour les produits agricoles. (Voir plus haut le tableau des importations.)

Ce n'est là qu'une simple constatation de nature à justifier tout allègement aux charges pesant sur l'agriculture.

Aucune objection de principe n'a été faite contre la proposition de loi dans l'examen fait par les Sections.

(1) Rapport de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété : chapitre A, *Meilleure répartition de l'impôt, Actes de société*. (Doc. parl., Ch. des Repr., 1905-1904, p. 270)

La Section centrale l'a approuvée à l'unanimité moins une abstention.

Un membre, sans se prononcer aucunement contre l'abrogation de cette disposition, déclare s'abstenir pour protester contre le retard que subit la transformation complète de la contribution personnelle du mobilier et contre des réformes purement fragmentaires de cette imposition.

ART. 3.

Aucune objection n'a été faite contre les mesures douanières proposées en faveur des bananes, des boutons en porcelaine et des tissus caoutchoutés doublés ou non de feutre.

Les bananes intéressent l'alimentation. Aucun motif spécial de protection ne justifie le droit de 10 ou 12 francs aux 100 kilogrammes qui, actuellement, les frappe à l'entrée. C'est avec raison que le Gouvernement propose d'abaisser le droit au taux uniforme de 5 francs les 100 kilogrammes.

Les boutons en porcelaine ne sont pas fabriqués en Belgique, mais servent à la fabrication des *bouchons mécaniques*. En proposant d'abaisser le droit de 10 % ad valorem à 5 % (régime des produits divers pour l'industrie), le Gouvernement fait de meilleures conditions à l'industrie belge.

Les tissus caoutchoutés, doublés ou non de feutre, sont classés actuellement parmi « les machines mécaniques et outils, en cuivre ou en toute autre matière », passibles du droit de 12 francs les 100 kilogrammes. Ils ne sont pas fabriqués en Belgique, de sorte que le droit, au lieu de favoriser une industrie belge, pèse sur les industriels qui sont obligés de les introduire. Le Gouvernement propose la suppression complète du droit d'entrée pour les tissus, spécialement fabriqués pour la confection de rubans de cardes.

Il le fait à la demande des industriels eux-mêmes, représentés notamment par la Chambre de commerce de Verviers.

ART. 4.

La vente des biens nationaux a été l'objet de faveurs fiscales octroyées par l'article 6 de la loi du 15 floréal an X et par l'article 5 de l'arrêté royal du 16 octobre 1824. Elle bénéficiait de la réduction de la moitié des droits d'enregistrement.

Il est inutile de faire remarquer que ce privilège n'a plus aucune raison d'être. Il encombre notre législation fiscale, qui a tout intérêt à subir cet élagage de dispositions inutiles.

La simplification du droit d'enregistrement ouvre la voie à la codification, qui est dans tous les vœux.

ART. 5.

Cette disposition est empruntée au projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété, etc., dont la discussion à la Chambre des Représentants a été suspendue.

Elle formait l'article 20 du projet, amendé par le Gouvernement, joint au

rapport de la Section centrale. (Exposé des motifs, *Documents parlementaires*, session 1902-1903, n° 89. — Rapport avec texte amendé par le Gouvernement, *Documents parlementaires*, session 1903-1904, n° 75.)

Je reprends le rapport de la Section centrale qui la justifiait en ces termes :

« L'article 20 a pour but de faire disparaître un privilège injustifié, dont jouissaient les rentes sur l'État et de soumettre au droit commun leur circulation juridique.

» Rien n'est plus rationnel que d'exempter de l'impôt, l'État, qui le perçoit, et, dans ce sens, l'article 70, § 3, n° 3, de la loi de frimaire an VII, a bien fait d'exempter de la formalité de l'enregistrement « les inscriptions sur le grand livre de la Dette publique » et les opérations matérielles de « transfert et de mutation » qui doivent s'y faire, lorsque les titulaires changent à la suite de conventions ou de successions, ainsi que « les quittances des » intérêts qui en sont payés et tous les effets de la Dette publique inscrits » ou à inscrire définitivement ».

» Tout cela se rapporte aux rapports de l'État avec les emprunteurs.

» Mais lorsqu'un créancier de l'État dispose de sa créance, la fait passer, soit par convention, soit par testament, dans le patrimoine d'un tiers, cette circulation de richesse est une transmission de créance ordinaire, de droit commun, et il ne saurait exister de motif sérieux pour lui assurer un privilège en l'exemptant des droits proportionnels d'enregistrement.

» C'est cependant ce qui se présente actuellement. La doctrine et la jurisprudence ont interprété, d'une façon très large, les termes « transfert et mutation » des inscriptions sur le grand livre de la Dette publique; ils ne les ont pas limités à l'opération matérielle qu'accomplit l'État sur ses livres, mais ils les ont appliqués au fait juridique, à la convention des parties, qui la provoquent en faisant passer juridiquement la rente inscrite d'un patrimoine dans l'autre.

» On comprend que, par là, des abus sont possibles; ainsi, pour prêter de l'argent, je puis vendre à réméré des titres de rente qui devront être restitués, par exemple, après dix ans, avec un intérêt ou des coupons; on l'a déjà fait et on a prétendu qu'en vertu de l'article 70 le droit proportionnel n'était pas dû.

» Cette faveur ainsi étendue n'a pas de raison d'être.

» Le crédit de l'État peut vivre du droit commun; il ne lui faut pas ce privilège, qui d'ailleurs n'existe plus au point de vue du droit de successions (loi du 27 décembre 1817) et qui, en France, a été supprimé, sans inconvénients, par une loi de 1850.

» L'article 20 place, au point de vue des droits de transmission, les rentes sur l'État sur le même pied que les autres valeurs mobilières; elles subissent le droit proportionnel lorsque leur transmission est constatée dans un acte présenté à l'enregistrement.

» L'Exposé des motifs aussi complet que clair dispense de tout commentaire. »

La Section centrale a approuvé la disposition proposée à l'unanimité moins une abstention.

ART. 6.

Plusieurs lois prennent des dispositions de faveur pour les ventes publiques et *aux enchères*. Tel est le cas de la loi du 31 mai 1824, qui, dans son article 13, réduit à fr. 0.65 le droit d'enregistrement des « ventes » publiques et *aux enchères* de marchandises réputées telles dans le commerce, de bois sur pied, de récoltes pendantes et de fruits non encore recueillis ».

Tel est aussi le cas de la loi du 5 juillet 1860, qui par son article 1^{er} autorise, sous certaines conditions, l'enregistrement gratis des « ventes faites volontairement et *aux enchères* publiques de marchandises réputées telles dans le commerce et non prévues à l'article 2 de la loi du 20 mai 1846 ».

Il est des ventes qui, tout en étant publiques, ne se font pas *aux enchères*, suivant l'interprétation rigoureuse de ce mot. Elles se font soit au rabais, soit à prix fixe proclamé. Or le fisc a prétendu que ces ventes ne peuvent pas être assimilées aux ventes aux enchères, auxquelles la loi réserve ses faveurs. De là notamment une perception plus lourde tentée par l'administration pour les ventes de bois sur pied, faites à cri public, mais au rabais. Elle a été signalée à la Chambre, dans la séance du 9 décembre 1904, par l'honorable M. Rosseeuw ; le Gouvernement a promis de faire droit au grief.

L'article 6 propose de modifier les trois lois qui intéressent les ventes publiques aux enchères d'objets mobiliers, et de le rendre applicable à toutes les ventes à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé.

Il porte donc non seulement sur les lois indiquées plus haut et qui ne touchent qu'au droit fiscal, mais aussi sur la loi du 22 pluviôse an VII, dont l'article 1^{er} consacre au profit de certains officiers ministériels un monopole pour la vente publique et par enchères de meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers.

La Section centrale approuve la modification proposée aux lois fiscales ; mais elle fait des réserves au sujet de la modification de la loi du 22 pluviôse an VII.

Comporte-t-elle une extension du monopole des officiers ministériels ? Des explications ont été demandées au Gouvernement. On les trouvera plus loin à la sixième question.

ART. 7.

L'article 7 propose la suppression de l'arrêté-loi du 8 juillet 1814, qui concernait la cession de rentes et créances dues par les villes de la Belgique et qui n'a plus aucune raison d'être.

Dans son article 2, cet arrêté assimile, au point de vue du droit d'enregistrement, les « mutations de ces rentes, qui se font à titre gratuit ou par décès », aux « ventes et mutations à titre onéreux ».

Dans son article 3, il exempte de tout droit d'enregistrement « ces mutations lorsque les rentes n'auront pas été payées pour les termes échus dans les trois dernières années ».

On comprend que cette législation de circonstance n'a plus aucune raison d'être.

Les créanciers des villes n'ont plus besoin de mesures de protection spéciale. Ils peuvent se contenter du droit commun.

Ces anomalies du régime fiscal peuvent disparaître avec les motifs qui les avaient créées.

ART. 8.

Les articles 55 et 56 du Code du timbre (loi du 25 mars 1891) soumettent à un régime différent au point de vue du timbre les affiches suivant qu'elles sont imprimées ou non en Belgique.

C'est le fait d'afficher qui, en équité, devrait être atteint par l'impôt du timbre; l'article 56 en décide ainsi pour les affiches imprimées à l'étranger. « Elles ne peuvent être *apposées* en Belgique avant leur timbrage ou l'emploi » du timbre adhésif. »

L'article 55 en décide autrement pour les affiches imprimées en Belgique. Il vise non plus l'apposition, mais l'impression. « Les affiches ne peuvent » être *imprimées* avant le timbrage du papier ou l'emploi du timbre » adhésif. » L'imprimeur, en contrevenant à cette disposition, est frappé d'une amende de 100 francs. Il a beau marquer sur les affiches qu'elles ne sont pas destinées à l'affichage, que l'affichage en est prohibé; il est en faute par le seul fait d'avoir imprimé sur du papier non timbré.

Ce traitement plus sévère pour les Belges que pour les étrangers nuit à l'industrie nationale; il ne se comprend pas.

L'article 8 fait disparaître un grief sérieux de l'imprimerie en supprimant toute distinction et en ne visant, pour le droit de timbre, que l'apposition dans un lieu public.

La responsabilité pénale des imprimeurs est ainsi remplacée par la responsabilité de celui qui pratique l'apposition.

Il est à remarquer que le mode de paiement du droit n'est pas modifié; il est réglé par les articles 2, dernier alinéa, 5 et 6 de la loi de 1891 et par l'article 13 de l'arrêté royal d'exécution.

La Section centrale approuve la proposition de loi à l'unanimité

Toutefois elle a posé au Gouvernement la question suivante :

« Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet des peintures murales servant de réclame? Cette matière est-elle visée par l'article 8? » La réponse se trouve plus loin sous la 4^e question.

ART. 9.

Cette disposition a pour but de faire disparaître l'inégalité de traitement auquel étaient soumis, au point fiscal, les pensionnés, suivant que les pensions dépendent ou non de l'État.

Le Code du timbre (loi du 25 mars 1891), dans son article 62, n° 24, exempte du timbre « les certificats de vie et les actes notariels et certificats » délivrés pour pensions à charge de l'État ou des caisses des veuves et » orphelins dont le service est fait par l'État, n'excédant pas 2,000 francs » annuellement, et ceux pour toutes autres pensions de 600 francs et » au-dessous ».

La justification d'une faveur fiscale ne peut se faire que par la modicité des rentes et la condition modeste de ceux qui sont censés en jouir.

C'est une mesure d'équité que propose l'article 9 en supprimant la limite de 600 francs et en accordant l'exemption du timbre au profit de toutes les pensions ne dépassant pas 2,000 francs.

Elle a été approuvée unanimement.

DEUXIÈME SECTION

Fonds communal et fonds spécial.

ART. 10 et 11.

La création du fonds communal par la loi du 18 juillet 1860 marque une étape importante dans l'histoire économique du pays.

Son organisation était rationnelle et simple, s'inspirant d'idées larges et généreuses ; mais elle était susceptible d'améliorations ; les circonstances les ont amenées.

Un rapide coup d'œil sur son histoire nous permettra de nous en rendre compte.

Nous examinerons successivement deux de ses éléments essentiels : les ressources qui alimentent le fonds et la base de leur répartition entre les communes.

A. — *Ressources qui alimentent le fonds communal.*

En supprimant les impôts indirects communaux, nommés octrois, qui avaient élevé comme septante-huit barrières douanières intérieures, faisant obstacle au commerce et à l'industrie, la loi de 1860 supprimait du même coup les ressources des villes qui les avaient créés.

Pour leur assurer dans l'avenir la recette perdue, il fallait constituer un fonds alimenté par les ressources du Trésor public.

« Le seul moyen d'obtenir ces ressources, dit l'Exposé des motifs, consiste à les demander à un service exploité par l'État et à des impôts généraux dont le Gouvernement opère la perception et qui pèsent, dans certaines proportions, même sur les habitants des communes où il n'existe pas d'octroi...

» ...D'un autre côté, les droits d'octroi sont imposés sur des objets de consommation, et, pour déranger le moins possible l'économie de notre système financier, il est désirable que des objets de consommation fournissent aussi la plus forte partie de la somme nécessaire pour supprimer les octrois...

» ... Cependant, il est indispensable qu'en abolissant les octrois, on reporte principalement sur des consommations de luxe ou de fantaisie les taxes communales qui pèsent actuellement sur des objets de première nécessité, tels que la viande, le pain, le combustible ; l'intérêt du plus grand nombre, celui du pays lui-même, l'exige impérieusement. »

C'est pour réaliser ces idées que l'article 2 de la loi de 1860 « attribue aux » communes une part de 40 % dans le produit brut des recettes de toute » nature du service des postes, de 75 % dans le produit des droits d'entrée » sur le café et 34 % dans le produit des droits d'accise, fixés par le cha- » pitre II, sur les vins et eaux-de-vie provenant de l'étranger, sur les eaux- » de-vie indigènes, sur les bières et vinaignes et sur les sucres ».

La loi du 20 décembre 1862, dans son article 2, porte respectivement ces parts de 40 et 34 à 41 et 35, en consacrant le bénéfice de l'augmentation à la constitution d'une réserve destinée à régulariser le service du fonds communal.

Ces dispositions de la loi répondent-elles d'une façon adéquate à la pensée de leur auteur et devaient-elles être à jamais mises à l'abri de modifications?

La négative est certaine. Alors que Frère-Orban entendait atteindre les consommations de luxe, il frappait le sucre, qui apparaît de plus en plus aux économistes et hygiénistes comme un aliment de première nécessité. Il est aussi utile que l'alcool est nuisible; et la juxtaposition de ces deux produits montre que la source des revenus du fonds communal n'était pas aussi rationnelle que semblait le souhaiter l'Exposé des motifs.

La loi de 1860 répondait aux idées économiques de son époque; elle ne peut se soustraire au changement que ces idées subissent elles-mêmes. Jamais son auteur n'a pu penser que le législateur fût tenu de garder intactes les bases du fonds communal, et qu'il dût s'interdire d'élever le droit sur l'alcool dans le but d'en combattre la consommation et de supprimer ou d'abaisser le droit sur le café et le sucre dans le but d'en favoriser l'emploi.

Le fonds communal, représentant la collectivité des communes, était en droit de compter sur la part du revenu normal des impôts qui y avaient été affectés. Mais si ces impôts étaient supprimés ou si ces impôts étaient modifiés pour des motifs d'intérêt général, il voyait nécessairement changer les conditions mêmes de son existence.

En droit, il ne pouvait ni réclamer le revenu d'un impôt supprimé, ni exiger une part dans le rendement que devait donner l'élévation du taux de l'impôt affecté.

En équité, le législateur était tenu d'assurer au fonds communal l'accomplissement de sa mission, qui consistait à soutenir financièrement les communes, et de modifier à cet effet les conditions de son fonctionnement.

Dès 1883, un des impôts alimentant le fonds communal reçut des modifications qui amenèrent le législateur à modifier aussi la répartition de son rendement.

La loi du 30 juillet 1883 releva les droits sur l'alcool, et, dans son article 7, elle stipula que « la quote-part annuelle de l'État dans le produit de l'accise et » des droits d'entrée sur les eaux-de-vie est fixée à 24,000,000 de francs au » minimum, sans que pour les années 1883, 1884 et 1885 la somme à attri- » buer au fonds communal puisse, par suite de cette disposition, descendre » au-dessous de la moyenne des sommes qui lui ont été allouées pour les » années 1880, 1881 et 1882 ».

Ainsi, à côté du minimum de recettes spéciales stipulé au profit de l'État, apparaît un minimum de recettes générales garanti aux communes.

La loi du 18 juillet 1887 sur la fabrication des eaux-de-vie, dans son article 129, élève ce minimum de l'Etat à 23,173,000 francs, « sauf à déduire de cette somme la part de l'Etat dans le produit des droits d'entrée sur le vinaigre et de l'acide acétique et de l'accise sur le vinaigre de bières ».

La loi du 2 avril 1889, concernant la prise en charge dans la fabrication du sucre, attribua au fonds communal l'excédent annuel des recettes sur le minimum légal (6,000.000).

C'est en 1889 qu'un nouvel organisme vient se joindre au fonds communal. La loi du 19 août 1889 créa « le fonds spécial destiné à augmenter » les ressources des communes et qui sera réparti d'après le chiffre de leur » population (art. 1). c'est-à-dire, suivant l'article 15 de la population de droit » telle qu'elle est constatée par le recensement décennal publié avant le » 1^{er} janvier ».

Elle attribua à ce fonds :

1^o Le produit du droit de licence créé par la même loi et 2^o le produit du droit d'entrée sur le bétail et sur les viandes.

Elle ajouta dans son article 2 :

« Tant que le produit de ces impôts n'atteindra pas un chiffre suffisant » pour allouer aux communes une quote-part calculée à raison de 1 franc » par habitant, la somme nécessaire pour parfaire ce chiffre sera prélevée » sur le produit des droits d'entrée. »

On voit ici coexister l'attribution d'un revenu déterminé mais aléatoire et la garantie de l'Etat engageant le produit de ses douanes sans limites. Ce principe s'élargira; on le retrouvera plus tard à la base du fonds communal.

La loi du 30 décembre 1896 reprend l'élément de garantie de la loi de 1883.

Par l'article 16, elle « attribue à chaque commune, à titre de minimum de » quote-part dans la répartition annuelle du fonds communal, une somme » égale à la quote-part qu'elle a touchée pendant l'année 1893 ». L'année 1893 était celle où le fonds communal avait atteint son rendement le plus élevé, soit fr. 35,196,004 90.

Cette loi, comme on le verra plus loin, modifia profondément la base de la répartition, en répartissant l'excédent du minimum garanti d'après la population.

En 1896, le droit sur l'alcool fut porté à 100 francs, et ainsi se trouve de nouveau modifié l'un des impôts dont le rendement contribuait au fonds communal.

Tout comme en 1883, une modification fut apportée aux conditions du fonds communal de façon à ne pas enlever au Trésor le supplément de ressources que devait donner le supplément d'impôt, c'est-à-dire l'élément nouveau de l'impôt existant.

L'article 5 de la loi du 17 juin 1896 limita la quote-part du fonds communal dans le produit de l'alcool à 13,750,000 francs.

En 1903, le droit sur l'alcool fut relevé de nouveau et porté à 150 francs l'hectolitre; mais en même temps fut supprimé le droit de douane sur le café non torréfié.

La loi du 18 février 1903 atteignait ainsi à la fois deux sources de revenus du fonds communal. Elle supprimait l'une, mais elle renforçait l'autre.

Quelle devait en être la conséquence financière?

On était réduit à des suppositions, et l'on était généralement d'accord pour prédire un accroissement considérable du rendement de l'alcool; au cours de discussions parlementaires, on parla même de 30,000,000 de francs.

Le Gouvernement estimait le supplément de recettes à 15,000,000 de francs, dont il fit la répartition entre le fonds d'amortissement de la Dette publique (fr. 8,000,000), le fonds des pensions de vieillesse (fr. 3,000,000) et le fonds communal (fr. 3,250,000).

C'est à la suite de cette prévision et pour compenser la perte que faisait le fonds communal par la suppression des droits sur le café que la loi de 1903, dans son article 4, releva à fr. 17,000,000 (soit 13,750,050 + 3,250,000) le maximum attribué au fonds communal dans les droits sur l'alcool.

Les prévisions furent trompées : l'alcool produisit moins; et le Gouvernement fut amené ainsi à redresser les conséquences de son erreur de prévision, en réduisant au chiffre antérieur de 13,750,000 francs le maximum du fonds communal dans le produit annuel des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie. C'était le but de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1904.

Ces circonstances avaient mis en relief les mouvements brusques qui peuvent se produire dans l'alimentation du fonds communal et les désagréments qui en résultent pour les administrations communales.

C'est pour ce motif que la loi de 1904 introduisit un élément de garantie et de stabilité en disposant dans l'article 3, § 1^{er} : « A partir de l'année 1904, » la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne » pourra être inférieure à la somme répartie en 1903, augmentée suivant » une progression annuelle de 700,000 francs ».

Les ressources nécessaires à cet effet ne devaient être demandées que partiellement au fonds de réserve, de telle sorte qu'il gardât un maximum de 10,000,000 de francs. Elles devaient être éventuellement prélevées sur la caisse du Trésor (§ 2 de l'article 3).

Toutefois, le § 3 de l'article 3 disposait que cette garantie s'arrêtait « à partir » de l'année où, pour la seconde fois, la partie du revenu normal du fonds » communal distribuée aux communes aura dépassé le montant garanti ». Et cette éventualité semblait devoir se réaliser pour 1906.

L'article 11, qui est proposé par le Gouvernement, a pour but de prolonger jusqu'au 1^{er} janvier 1914 cette garantie de la progression annuelle minima de 700,000 francs.

Nul ne contestera que les finances communales ne trouvent un avantage considérable dans la régularité et la stabilité données ainsi à la distribution des ressources du fonds communal.

On a discuté le quantum garanti, 700,000 francs, et pour le critiquer, on a cherché des chiffres dans des exercices ou des groupes d'exercices exceptionnels. D'autres exercices et d'autres groupes d'exercices peuvent y être opposés.

Le quantum, d'ailleurs, n'est qu'un minimum garanti par l'État et qui peut être dépassé par le jeu normal du fonds communal.

Le tableau ci-joint donne la marche du fonds communal depuis son origine. Il est détaché du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre de l'exercice 1906 (p. 37).

ANNÉES.	REVENU BRUT.	INDÉMNITÉS pour les traitements d'attente.	FONDS DE RÉSERVE.			SOMME à répartir entre les communes. (TOTAL des col. 11, 12 et 13.)	MONTANT DES CONTRI (de l'année précéd servant de base à la répartition du		
			Retenue sur le revenu du FONDS communal.	Prélèvement au profit du FONDS communal.	MONTANT au 31 décembre.		Communes à coteirs.	Communes sans coteirs.	
1.	2.	3.	4	5.	6.	7.	8.	9.	
1860 (164 jours)	6,721,511 48	229,470 66	•	•	•	6,491,840 82	9,372,595 51	7,606,887 02	
1861	15,255,570 57	580.637 55	•	•	•	14,872,952 82	9,475,462 60	7,694,848 32	
1862	15,795,568 82	550,940 44	•	•	•	15,444,428 58	9,548,093 23	7,778,737 93	
1863	16,357,282 51	170,727 04 (pour 201 jours)	184,796 98	•	184,796 98	15,995,757 30	9,624,334 03	7,884,452 44	
1864	16,443,952 67	•	407,246 25	•	595,573 25	16,036,706 42	9,747,546 79	8,009,877 70	
1865	17,522,980 27	•	429,791 61	•	1,050,252 54	16,895,188 66	9,887,309 53	8,140,614 35	
1866	17,936,590 93	•	446,926 79	•	1,542,291 65	17,489,664 14	10,044,307 87	8,289,559 20	
1867	18,378,568 34	•	452,712 87	•	2,052,440 67	17,925,655 47	10,157,882 73	8,436,136 19	
1868	17,752,716 08	•	510,546 66	•	2,442,325 86	17,436,169 42	10,237,819 26	8,559,524 95	
1869	19,089,221 58	•	474,660 60	•	3,000,685 25	18,614,560 98	10,812,311 85	9,014,288 88	
1870	22,592,848 40	•	5,592,848 40	•	6,698,759 15	19,000,000 •	10,981,755 96	9,229,513 82	
1871	18,946,640 94	•	•	1,003,359 06	7,425,157 49	19,950,000 •	11,184,146 16	9,421,868 47	
1872	21,498,476 29	•	550,976 29	•	6,750,142 •	20,947,500 •	11,359,915 56	9,599,652 42	
1873	23,459,041 46	•	592,105 92	•	7,576,594 01	22,866,935 54	11,740,588 24	9,944,378 53	
1874	23,483,850 01	•	389,211 26	•	8,306,229 11	25,094,618 75	11,960,463 09	10,204,189 14	
1875	25,045,770 98	•	637,711 57	•	9,298,615 97	24,408,059 41	12,311,321 30	10,599,586 27	
1876	25,390,910 18	•	•	70,906 99	9,594,078 37	25,461,817 17	12,615,573 12	10,950,298 98	
1877	24,703,442 34	•	•	1,954,643 69	8,107,166 14	26,058,086 03	12,944,498 58	11,355,960 63	
1878	23,774,678 20	•	•	1,754,642 67	8,445,836 11	25,509,320 87	13,176,174 70	11,751,585 27	
1879	25,790,268 96	•	•	86,139 07	7,106,619 44	25,876,408 03	13,481,300 89	12,157,082 38	
1880	25,666,900 39	•	•	347,704 59	7,518,992 39	26,014,604 98	13,735,281 41	12,341,795 69	
1881	26,815,065 48	•	675,071 76	•	7,978,455 33	26,159,993 72	14,029,599 04	12,643,855 81	
1882	27,507,295 52	•	374,267 44	•	8,670,111 85	27,133,028 08	14,285,684 15	12,901,810 74	
1883	27,398,111 50	•	•	205,785 06	8,809,756 06	27,603,894 62	14,543,934 87	13,161,599 15	
1884	28,372,745 99	•	•	586,226 15	8,589,960 69	26,958,972 14	14,792,917 44	13,411,754 10	
1885	29,351,848 33	•	111,304 63	•	9,077,521 64	29,240,545 70	15,215,592 43	13,894,055 73	
1886	26,729,337 29	•	•	1,205,152 87	8,227,856 84	27,954,470 16	15,567,641 42	14,059,805 51	
1887	28,581,450 96	•	536,768 96	•	9,276,254 35	28,044,662 •	15,488,592 76	14,219,839 80	
1888	28,058,123 94	•	•	548,434 68	9,269,785 44	28,406,558 62	15,635,559 54	14,417,748 06	
1889	26,885,762 67	•	•	1,242,800 92	8,430,766 99	28,128,563 59	15,835,573 17	14,633,301 50	
1890	28,555,066 59	•	561,805 19	•	9,151,928 03	28,193,261 40	16,043,569 49	14,889,517 59	
1891	32,407,343 •	•	•	76,084 06	9,414,264 85	32,483,427 06	15,667,745 03	14,528,991 41	
1892	32,506,175 73	•	24,924 06	•	9,867,250 23	32,481,251 67	15,779,108 32	14,669,258 88	
1893	32,565,947 20	•	196,562 95	•	10,350,882 24	32,569,384 25	16,002,845 66	14,854,379 13	
1894	33,990,160 58	•	85,600 37	•	10,814,895 89	33,904,560 21	16,446,003 11	15,791,679 08	
1895	34,967,294 90	•	•	228,710 •	10,972,799 57	35,196,004 90	16,665,656 18	16,052,359 70	

RUBRIQUES (dents) fonds communal.		MONTANT DES SOMMES RÉPARTIES ENTRE			Mars le franc de la répartition annuelle.	NOMBRE de communes dont LA QUOTE-PART		Observations.
TOTAL.		les anciennes communes à octroi		les autres communes		est égale au revenu de l'octroi en 1859.	dépasse le revenu de l'octroi en 1859.	
		à titre de minimum.	proportionnellement au montant des contributions.					
10.		11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.
16,070,482 53		5,164,588 55	52,177 25	1,295,275 22	0.38000764	69	9	
17,170,311 01		11,510,410 65	97,037 14	3,203,485 05	0.421572289	67	11	
17,526,831 16		11,485,773 51	138,586 56	3,820,068 51	0.49109101	65	13	
17,508,786 47		11,425,002 15	220,595 34	4,350,159 90	0.58178290	59	19	
17,757,424 49		11,409,311 95	256,296 81	4,591,007 66	0.54821032	58	20	
18,027,925 86		11,351,821 06	342,884 74	5,198,482 86	0.63858606	55	25	
18,333,847 16		11,275,048 95	459,917 89	5,754,801 50	0.69423556	49	29	
18,594,018 92		11,250,210 00	554,501 79	6,160,748 78	0.73628080	46	32	
18,797,544 21		11,292,713 50	434,088 34	5,709,507 58	0.66791991	50	28	
19,826,600 71		11,161,698 28	658,805 47	6,704,057 25	0.75569861	44	34	
20,211,007 78		9,765,906 89	2,086,462 55	7,147,650 58	0.77488763	41	37	
20,606,014 63		9,619,065 04	2,498,101 58	7,831,952 48	0.83143523	37	42	
20,939,505 98		9,486,438 24	2,892,205 80	8,568,855 96	0.89269563	33	46	
21,684,066 77		5,786,880 82	7,135,397 73	9,944,647 99	1.000998694	20	59	
22,164,032 25		8,064,256 54	4,320,604 17	10,100,778 04	0.93986532	22	57	
22,910,707 57		5,365,330 50	8,121,467 72	10,921,261 35	1.05036733	18	62	
23,563,872 10		5,365,330 36	8,545,598 07	11,550,887 84	1.05484080	18	62	
24,300,459 21		3,600,452 19	10,721,147 08	12,276,486 76	1.08106106	15	65	
24,927,759 97		5,351,138 01	8,451,894 51	11,706,288 55	0.99614548	17	63	
25,638,383 27		5,351,138 01	8,557,559 85	11,967,710 17	0.98442289	17	63	
26,077,075 10		5,351,138 01	8,649,418 58	12,014,048 59	0.97544499	17	63	
26,073,564 85		5,365,318 66	8,077,060 76	12,007,614 50	0.95679787	18	62	
27,187,494 80		3,595,552 19	10,872,001 94	12,665,473 95	0.98168189	13	68	
27,705,554 02		3,415,244 98	11,272,064 52	12,016,585 32	0.98158419	12	69	
28,204,671 54		3,770,166 13	10,617,246 26	12,571,559 75	0.95785388	14	67	
29,109,358 16		2,679,087 32	12,722,005 94	15,830,450 44	0.96606988	9	72	
29,427,446 95		3,429,425 63	11,354,472 95	13,160,571 58	0.93554757	13	68	
29,708,542 56		3,429,425 63	11,363,004 14	13,232,252 23	0.93054721	13	68	
30,053,507 60		3,415,244 98	11,533,299 99	13,458,013 65	0.93343582	12	69	
30,468,674 73		3,415,244 98	11,395,038 08	13,517,680 55	0.91009404	12	69	
30,932,887 08		3,869,996 71	10,948,406 81	13,574,857 88	0.89827342	14	67	
30,196,734 44		551,377 90	16,318,111 13	15,013,938 05	1.00746746	3	78	
30,448,367 20		551,377 90	16,297,508 05	15,652,305 72	1.065650681	3	78	
30,857,224 70		551,377 90	16,254,974 52	15,563,032 05	1.017706666	3	78	
32,257,682 19		551,377 90	16,755,105 90	16,598,016 41	1.0510609	3	78	
32,718,015 88		105,693 29	17,829,872 19	17,280,459 42	1.0728587	2	79	

ANNÉES.	FONDS COMMUNAL.							
	REVENU BRUT.	FONDS DE RÉSERVE.			SOMME répartie entre les communes.	MINIMUM de quote-part. — QUOTES-PARTS de 1895.	POPULATION servant de base à la répartition de l'excédent des recettes du fonds communal.	EXCÉDENT des recettes sur le minimum. — DIFFÉRENCE entre les col. 6 et 7.
		RETENUE sur le revenu du fonds communal.	PRÉLÈVEMENT au profit du fonds communal.	MONTANT au 31 décembre.				
1	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8	9
1896	35,407,555 71	"	475,559 34	11,568,100 35	35,881,115 05	35,196,004 90	0,241,829	685,110 15
1897	36,008,041 87	210,844 56	"	11,064,051 13	35,798,097 51	35,196,004 90	0,343,454	602,092 41
1898	36,374,598 88	"	170,203 45	11,875,024 14	36,753,802 35	35,196,004 90	0,429,710	1,557,797 45
1899	38,110,578 15	"	227,501 56	12,048,112 74	38,338,070 71	35,196,004 90	0,524,354	3,142,074 81
1900	38,311,460 25	"	140,798 15	12,321,108 81	38,461,267 40	35,196,004 90	0,617,244	3,265,262 50
1901	39,825,385 52	"	129,900 17	12,617,016 60	39,955,375 69	35,196,004 90	0,701,696	4,759,570 70
1902	40,560,479 85	"	66,017 04	12,972,746 98	40,632,496 87	35,196,004 90	0,606,259	5,436,491 97
1903	40,786,102 40	"	177,092 45	13,227,682 22	40,964,004 91	35,196,004 90	0,710,993	5,768,090 01
1904	41,600,508 59	"	163,923 74	13,505,774 16	41,764,492 33	35,196,004 90	0,770,103	6,568,487 45

MONTANT des sommes réparties entre les		FONDS SPÉCIAL.				Observations.
		SOMME répartie d'après la population de droit à raison d'un franc par habitant.	EXCÉDENT de la population de fait sur celle de droit	SUPPLÉMENT du chef de l'excédent de population mentionnée dans la colonne précédente.	TOTAL des sommes réparties du chef du fonds spécial (col. 12 et 14).	
anciennes communes à octrois.	autres communes.	12	13.	14.	15.	16.
10.	11.					
18,125,616 75	17,755,498 50	6,009,521 "	172,508	172,508	6,241,829 "	
18,103,555 04	17,694,764 27	6,009,521 "	274,115	274,115	6,345,434 "	
18,535,857 28	18,569,065 05	6,009,521 "	560,595	560,595	6,429,716 "	
18,835,566 64	19,502,513 07	6,009,521 "	455,013	455,013	6,524,534 "	
18,884,881 68	19,576,585 72	6,009,521 "	547,923	547,923	6,617,244 "	
19,302,689 55	20,652,086 16	6,009,521 "	632,375	632,375	6,701,896 "	
19,471,518 04	21,160,978 85	6,603,810 "	2,449	2,449	6,606,259 "	
19,559,125 55	21,404,900 38	6,603,810 "	17,183	17,183	6,710,993 "	
19,762,513 11	22,001,979 22	6,603,810 "	76,555	76,555	6,770,565 "	

La situation de la réserve, dont le minimum ne peut descendre en dessous de 10,000,000 de francs, intéresse aussi l'étude de la question du fonds communal.

Il est également emprunté au Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre de l'exercice 1906 (p. 27) :

Situation de la réserve au 31 décembre 1904.

Retenues sur le revenu du fonds communal . . .	1864 à 1903. 8,690,480 45	1904. ,	8,690,480 43	21,218,907 63
Bénéfice sur la vente de titres	1864 à 1903. 656,471 13	1904. ,	656,471 13	
Intérêts encaissés sur les capitaux placés, après déduction des intérêts avancés sur achats de titres. . .	1864 à 1903. 11,429,940 41	1904. 442,015 68	11,871,956 09	

A déduire :

Prélèvements sur la réserve au profit des communes.	1864 à 1903. 7,562,905 85	1904. 177,992 45	7,540,898 30	7,549,209 75
Perte sur la vente de titres.	1864 à 1903. 8,511 45	1904. ,	8,511 45	

RESTE fr. 15,669,697 90 ⁽¹⁾

Cette somme dépassant le maximum de la réserve (art. 2, § 3, de la loi du 20 décembre 1862), qui est de ⁽²⁾. 13,505,774 16

il y a lieu d'attribuer la différence au fonds communal, soit fr. 163,923 74

B. — Répartition entre les communes.

La répartition des ressources constitue un autre élément essentiel du fonds communal, auquel le législateur avait consacré un examen approfondi.

Elle était réglée, par l'article 3, en ces termes :

« Le revenu attribué aux communes par l'article 2 est réparti chaque année » entre elles, d'après le rôle de l'année précédente, au prorata du principal » de la contribution foncière sur les propriétés bâties, du principal de la

(1) Non compris la plus-value des titres en portefeuille.

(2) Sommes réparties pendant les trois dernières années :

1901.	fr. 39,955,375 69
1902.	40,652,408 87
1903.	40,964,004 91
ENSEMBLE.	fr. 121,551,907 47
MOYENNE.	40,517,322 49
1/3 OU MAXIMUM	13,505,774 16

Le montant de la réserve ne peut dépasser le tiers de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années (art. 2, § 3, de la loi du 20 décembre 1862)

» contribution personnelle et du principal des cotisations de patente, établi
 » en vertu de la loi du 21 mai 1819, de la loi du 6 avril 1823 et des articles 1
 » et 2 de la loi du 22 janvier 1849 »

La Section centrale de la Chambre des Représentants, par son rapporteur M. Van den Peereboom, justifiait cette règle en ces termes (Pasinomie, 1860, p. 264) :

« Quoi qu'il en soit, il paraît rationnel que le revenu, étant pris principa-
 » lement sur des objets de consommation, doive aussi être réparti en raison
 » de la consommation des objets; en d'autres termes, le *quantum* de la répar-
 » titition doit être l'équipollent du *quantum* de la participation. Or, le Gou-
 » vernement croit, et nous croyons avec lui, que la consommation des objets
 » sur lesquels pèsent les impôts qui fourniront un revenu aux communes
 » est en proportion du degré d'aisance de celles-ci et que, en général, le
 » signe le plus apparent, le plus stable et le moins trompeur de l'aisance
 » d'une localité, c'est le montant du principal des trois contributions
 » indiquées à l'article 3. »

Mais, au cours même des discussions parlementaires, ces bases de répartition étaient critiquées, avec une grande force, par M. Pirmez. Et l'on voyait poindre déjà la notion plus juste de l'élément population, qui est venu corriger, dans la suite, le défaut des autres éléments.

Voici cet extrait du discours que M. Pirmez a prononcé à la séance du 2 juin 1860 :

« M. le Ministre des Finances motive le choix des bases sur une considé-
 » ration en elle-même très vraie; les consommations, dit M. le Ministre,
 » sont en rapport avec l'aisance; l'aisance est en rapport avec les trois bases
 » de contribution qu'on indique, ou plutôt les trois bases qu'on indique ont
 » été calculées sur l'aisance; elles sont donc en rapport avec la consommation
 » et, partant, elles doivent servir à la répartition.

» Je suis parfaitement d'accord avec M. le Ministre des Finances sur tout
 » ce raisonnement; mais je crois que s'il est juste, il en est fait une fausse
 » application.

» Si l'on s'occupe de toutes les consommations quelconques, de toutes,
 » sans aucune espèce d'exception, des consommations voluptuaires comme
 » des consommations utiles, et des consommations utiles comme des
 » consommations nécessaires, M. le Ministre des Finances est parfaitement
 » dans le vrai. Mais, remarquez bien que les impôts qui alimentent le fonds
 » communal n'atteignent pas toutes les espèces de consommations; ils ne
 » frappent que très peu les choses de luxe et beaucoup les choses qui sont
 » plutôt nécessaires que superflues.

» Or, si l'on peut admettre que le système de M. le Ministre des Finances
 » soit parfaitement juste, lorsqu'on considère toutes les consommations pos-
 » sibles, il devient complètement inexact quand on l'applique à des impôts
 » frappant des choses consommées par toutes les classes de la société, comme
 » la bière, le café, le genièvre.

» Permettez-moi, Messieurs, de vous faire saisir de plus près encore ce

» que je veux établir. Supposez un impôt sur les pommes de terre et sur le
 » pain, c'est-à-dire à tout ce qui est indispensable à la subsistance. Serait-il
 » possible de soutenir que la consommation des pommes de terre et du pain
 » soit en rapport avec les trois bases indiquées? Évidemment non. Un
 » homme ayant 400 francs de revenu par an consomme autant de pommes
 » de terre et de pain qu'un autre homme ayant 500 ou 600 francs de revenu,
 » car ce sont des objets de consommation dont l'aisance ne développe pas
 » l'usage.

» La richesse peut même produire un résultat diamétralement opposé, en
 » permettant de remplacer ces aliments les plus communs, pour une partie
 » du moins, par des choses meilleures dont elle rend l'accès possible.

» Supposez maintenant une personne ayant 5,000 francs de revenu;
 » elle pourra, avec cette somme, se procurer toutes les choses d'un usage
 » ordinaire; attribuez-lui un revenu double, la consommation des choses
 » imposées par le projet n'augmentera guère pour elle; cet accroissement
 » de rente sera employé dans une bien plus forte proportion que ce qu'elle
 » avait d'abord, en achat d'objets de luxe, meubles, tentures, vases, tableaux,
 » que sais-je, toutes choses que l'impôt de consommation n'atteint pas.

» Je crois avoir démontré que les bases adoptées par M. le Ministre des
 » Finances n'atteignent pas le but qu'on se propose. Elles seraient inexactes
 » si elles s'appliquaient à toutes les consommations; elles ne le sont pas
 » n'étant appliquées qu'aux consommations qui forment le revenu principal
 » du fonds communal.

» Il y aurait, je pense, moyen de remédier à ce défaut : ce serait de faire
 » entrer la population pour une part dans les bases de la répartition. Les
 » observations que j'ai présentées prouvent suffisamment qu'elle influe
 » comme l'aisance sur la consommation des choses utiles ou nécessaires
 » à la subsistance ou au moins d'une utilité commune et générale. »

Ce sont ces idées qui guidèrent l'honorable comte de Smet de Naeyer dans la confection de la loi du 30 décembre 1896.

Il n'entendait pas supprimer la répartition telle qu'elle avait été créée par la loi de 1860; mais il y adjoignit l'élément population pour corriger ce qu'elle avait de défectueux.

Dans l'Exposé des motifs, il s'énonça comme suit :

« On sait que le Gouvernement poursuit la réforme de la contribution fon-
 » cière et de la contribution personnelle et que, partant, des modifications
 » importantes seront apportées prochainement aux deux premières bases de
 » répartition énumérées ci-dessus. Or, plus des sept neuvièmes des produits
 » qui alimentent le fonds communal sont répartis d'après ces bases.

» Si la loi de 1860 était maintenue dans son intégralité, les modifications
 » auxquelles il vient d'être fait allusion ne pourraient être réalisées sans jeter
 » le trouble dans la situation budgétaire de la plupart des communes. En
 » effet, à chaque exemption de 1 franc accordée à un contribuable corres-
 » pondrait une diminution de fr. 1.07 de la quote-part revenant à la com-
 » mune.

» Déjà à l'occasion de la réforme assez accessoire introduite dans notre

» législation sur la contribution personnelle par la loi du 11 avril 1893, des
 » réclamations ont été provoquées par les effets de cette loi sur les finances
 » de certaines communes industrielles. »

L'article 16 de la loi du 30 décembre 1896 assure « à chaque commune, à
 » titre de minimum de quote-part dans la répartition annuelle du fonds
 » communal, une somme égale à la quote-part qu'elle a touchée pendant
 » l'année 1893 ».

Cette disposition respecte les droits acquis. Elle maintient l'ancienne base pour la répartition de ce que le fonds communal distribuait en 1893. Mais l'article 18 répartit l'excédent d'après la base de la population, empruntée à la loi du 19 août 1889 créant le fonds spécial de 1 franc par habitant. Il s'énonce comme suit : « L'excédent des recettes du fonds communal
 » sur le total des sommes attribuées aux communes à titre de minimum de
 » quote-part, déduction faite éventuellement de la retenue au profit du
 » fonds de réserve, est réparti, en même temps que le produit du second
 » semestre du fonds spécial communal, d'après les bases de répartition insti-
 » tuées pour ce dernier fonds. »

Cette modification, comme on pouvait le prévoir, fut accueillie par la Chambre et par le pays avec une réelle satisfaction. Elle profitait surtout à ces centres industriels où la masse de la population ouvrière pèse sur les finances communales d'un poids très lourd.

L'article 15 de la loi du 30 décembre 1896 vint aussi modifier, dans un sens favorable aux communes, l'article 15 de la loi du 19 août 1889, qui, pour la répartition du fonds spécial, ne considérait que « la *population de droit*,
 » telle qu'elle est constatée par le recensement décennal publié avant le
 » 1^{er} janvier ». Il permet aux communes d'invoquer, pour la répartition, la population de fait chaque fois que celle-ci s'est accrue d'une manière notable et dépasse de 10 % la population de droit.

Voici les termes du nouveau texte que l'article 15 de la loi du 30 décembre 1896 substitue à l'article 15 de la loi du 19 août 1889 :

« Il en est de même de la population mentionnée à l'article 1^{er}; toutefois,
 » à partir de 1896, la population de fait au 31 décembre de l'année qui pré-
 » cède celle de la répartition sera substituée à la population de droit, chaque
 » fois qu'au cours d'une période décennale la première excédera la seconde
 » de plus de 10 %. »

Personne ne contesta la justice de la nouvelle mesure, mais personne, non plus, ne songea à l'abus auquel elle pouvait conduire.

La population de fait est un élément bien incertain fourni, presque sans contrôle, par les administrations communales. Elle ne présente pas la garantie du recensement décennal.

Le plus ou moins de soins apportés par les administrations pour surveiller la population, pour suivre son élément changeant, pour rayer des registres de la population les personnes qui changent de domicile, peut influencer considérablement les relevés annuels. L'exactitude est presque impossible, même pour celles qui y portent une attention consciencieuse; les communes

souvent se touchent par l'aggloméré, la population des ouvriers, des servantes, des domestiques va de l'une à l'autre, le plus souvent sans s'inquiéter des modifications à faire apporter à leur inscription, avec une insouciance qu'explique l'instabilité de leurs situations professionnelles.

Il est certain que la population de fait ne saurait être constatée avec des garanties de précision suffisantes, même par les administrations diligentes; on voit aisément ce qui en advient en cas de négligence.

Or, il est dangereux de conserver, pour la répartition du fonds communal, une base incertaine. C'est une tentation pour la fraude.

Il ne faut pas nécessairement supposer que les communes feraient intentionnellement des relevés inexacts et pratiqueraient systématiquement l'omission des radiations.

Il suffit que la négligence puisse procurer un avantage financier pour qu'il faille supprimer une source de profits qui place les administrations entre leur conscience et leur intérêt.

Ces considérations se trouvent justifiées pleinement par les faits. L'Exposé des motifs du Budget des Voies et Moyens constate que 163 communes ont bénéficié de la répartition sur la base de la population de fait, alors que la population constatée au 31 décembre 1900 était inférieure à celle constatée au 31 décembre 1890, augmentée de 10 %. Elles ont reçu, pour plusieurs ou pour chacune des années de la période de 1870 à 1901 inclusivement, une somme supérieure à celle qui leur était légalement due, et ce au préjudice du plus grand nombre des communes du pays.

Ce fait suffit pour condamner le système. Il révèle un mal que seule la mise en pratique de la loi a pu mettre en relief. La négligence qui s'assure des avantages financiers peut conduire au système de fraude; et, dans tous les cas, elle est un pernicieux exemple qu'il faut supprimer sans retard.

C'est le but de l'article 10.

La Section centrale l'a adopté par cinq voix contre une et une abstention; mais elle a été unanime pour reconnaître non seulement les défauts de la statistique actuelle de la population, mais aussi les grandes difficultés pour y porter remède.

La statistique de la population devrait être réorganisée; elle devrait présenter plus de garanties d'exactitude. L'intérêt qu'elle offre n'est pas limitée à la répartition du fonds communal et du fonds spécial. Elle est à la base de la science démographique.

C'est ce qui a décidé la Section centrale à demander au Gouvernement s'il ne pourrait fixer son attention sur cette question.

Conclusion.

Le fonds communal, complété par le fonds spécial, n'a pas manqué son but.

Son organisation, quelle que fût sa perfection relative, a dû évoluer avec la législation fiscale et économique; et l'on peut dire qu'elle est meilleure aujourd'hui qu'au temps de sa création.

Ses ressources, d'abord irrégulières et instables, ont la garantie d'une pro-

gression annuelle de 700,000 francs jusqu'en 1914, et les communes obtiennent ainsi pour leurs finances une sécurité, qui leur permet de projeter des travaux d'ensemble et de sortir de l'indécision provoquée par l'incertitude du lendemain.

La répartition, basée à la fois sur le rendement de certains impôts et sur la population, suit une règle d'autant plus juste qu'elle soulage spécialement les communes les plus lourdement chargées, celles qui comptent la population ouvrière la plus nombreuse.

TITRES II ET III.

Voies et Moyens.

ARTICLES 12 ET 14 (lisez 13).

La Section centrale a approuvé les dispositions par six voix contre une.

Travail des Sections.

Dans le travail des Sections, l'attention des membres a porté sur divers points.

Un membre a demandé que le projet de loi sur la patente des sociétés étrangères soit discuté en même temps que le Budget des Voies et Moyens.

Un membre a soulevé la question du prix des abonnements téléphoniques.

Plusieurs membres se sont plaints du droit de licencié. Aux questions posées, l'année dernière, à ce sujet, le Gouvernement a répondu que la matière est à l'examen d'une Section centrale dont le rapport n'est pas encore déposé.

L'ensemble du projet de loi a été adopté :

Dans la 1^{re} Section, par 10 voix et 2 abstentions.

— 2 ^e	—	11 voix et 1 abstention.
— 3 ^e	—	11 voix.
— 4 ^e	—	8 voix et 1 abstention contre 2 voix.
— 5 ^e	—	8 voix et 2 abstentions contre 2 voix.
— 6 ^e	—	9 voix.

Questions.

Plusieurs questions ont été suggérées par les Sections et posées par la Section centrale. Elles se suivent dans l'ordre dans lequel le Gouvernement a fait parvenir les réponses.

1^{re} Question.

Le Gouvernement peut-il donner déjà des renseignements au sujet de l'application de la récente loi sur les actes de partage?

Réponse.

L'application de la loi du 15 mai 1905 ne paraît soulever aucune difficulté sérieuse et semble se poursuivre à la satisfaction générale.

2^e Question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet du projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété?

Pourquoi le Gouvernement a-t-il détaché des parties de ce projet pour les introduire dans le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens?

Réponse.

En détachant du projet de loi de 1903 portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété, les dispositions qui font l'objet des articles 4, 5 et 7 du projet actuel, le Gouvernement n'a eu d'autre but que de hâter la réalisation de quelques petites réformes qui ne paraissent pouvoir soulever aucune objection et ne doivent, toute compensation faite, exercer aucune influence sur les recettes du Trésor.

Quant à la partie restante du projet de 1903, le Gouvernement saisira le moment opportun pour présenter aux Chambres les modifications que lui aura suggérées un nouvel examen.

3^e Question.

Quel est le produit présumé à provenir des articles 4, 5 et 7?

Réponse.

ART. 4. — Il a été perçu du chef des ventes de biens domaniaux, savoir :

Pour droits d'enregistrement à 2.70 % :

En 1902	fr. 15,367 32	
En 1903	18,532 46	
En 1904	14,516 28	
		48,216 06

Pour droits de *transcription* à 0.65 % :

En 1902	fr. 2,538 51	
En 1903	4,277 23	
En 1904	3,752 45	
		10,568 19
		58,784 25

REPORT . . . fr. 58,784 25

Aux taux ordinaires, le produit des mêmes années aurait été :

Pour les droits d'enregistrement à fr. 5.50 %,	
de	fr. 98,217 90
et pour les droits de transcription à fr. 1.25 %,	
de	fr. 20,523 44
	118,541 34
soit une augmentation de	fr. 59,757 09
pour trois ans, ou une moyenne annuelle de	19,919 03

L'augmentation annuelle peut donc se chiffrer à une vingtaine de mille francs, mais cette augmentation est plus apparente que réelle, car, à l'exception des ventes de gré à gré, généralement peu importantes, autorisées par la loi du 16 mars 1886 (art. 1^{er}, lettre A), les aliénations de biens domaniaux se font avec la stipulation, à forfait, de 10 % pour tous frais.

D'une part, le produit des droits d'enregistrement et de transcription sera augmenté d'une somme annuelle de 20,000 francs environ; mais, d'autre part, le produit net des droits d'encan, qui figure parmi les recettes domaniales, sera diminué d'une somme à peu près équivalente.

ART. 5. — Les statistiques officielles ne permettent pas d'établir le montant des droits qui auraient été perçus, dans ces dernières années, sur les actes portant transmission de rentes sur l'État, si ces actes avaient été soumis aux droits ordinaires.

Mais il résulte d'un travail de dépouillement fait dans tous les bureaux du pays que ce montant eût été, savoir :

Pour l'année 1903, de	fr. 8,653 53
Et pour l'année 1904, de	fr. 28,873 63
TOTAL . . .	fr. 37,527 16
MOYENNE . . .	fr. 18,763 58

Si tel est le résultat donné par les actes enregistrés sous le régime de la gratuité, il serait téméraire de fixer à plus de 10,000 francs le produit annuel des actes qui seront présentés à la formalité, lorsqu'il leur sera fait application du droit commun.

ART. 7. — En fait, les dispositions de l'arrêté-loi du 8 juillet 1814 ont, depuis longtemps, cessé de recevoir une application quelconque.

4^e Question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet des peintures murales servant de réclame?

Cette matière est-elle visée par l'article 8?

Réponse.

La loi du 23 mars 1894 n'assujettit à l'impôt du timbre que les papiers, les parchemins, les toiles et autres tissus susceptibles de recevoir l'empreinte du timbre. Les peintures murales ne sont donc pas visées par l'article 8. L'étude d'ensemble dont parle la note préliminaire a notamment pour objet la recherche du traitement auquel il convient de soumettre ce genre de réclame.

5^e Question.

N'y a-t-il pas moyen de supprimer le droit de quittance comme le proposait le projet de loi sur la petite propriété présenté par le Gouvernement en 1903?

Réponse.

Le Gouvernement estime que la suppression du droit de quittance, qui se traduirait par l'abandon d'une recette annuelle de plus de 400,000 francs, ne peut prendre place dans une œuvre de revision plus ou moins générale de la législation sur la matière, telle que celle qu'il a entreprise dans le projet de loi auquel il est fait allusion.

6^e Question.

L'article 6, dans l'intention de M. le Ministre des Finances, a-t-il pour but ou pour objet d'étendre le monopole de certains officiers ministériels?

Réponse.

J'ai l'honneur de vous faire savoir, en réponse à la lettre que vous m'avez adressée au sujet de l'article 6 du projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens, que, par l'effet de cette disposition, les ventes publiques, au rabais ou à prix fixe proclamé des objets mentionnés dans l'article 1^{er} de la loi du 22 pluviôse an VII ne pourront avoir lieu, comme les ventes aux enchères, qu'avec l'assistance d'un officier public. Théoriquement, on ne voit, en effet, aucune raison pour que les ventes publiques des mêmes objets soient traitées différemment selon qu'il y est procédé de l'une ou de l'autre façon; la disposition proposée met, de ce point de vue, l'article 1^{er} de la loi de pluviôse, l'article 13 de la loi du 31 mai 1824 et l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1860 en harmonie avec l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1846; dans aucun de ces cas, il n'y a de motif pour que la forme l'emporte sur le fond.

De fait, l'article 6, quelle que soit l'étendue de ses termes, ne doit pratiquement avoir d'autre résultat, en tant qu'il modifie la loi de pluviôse, que de soumettre obligatoirement aux prescriptions de cette loi *de rares ventes au rabais qui, déjà aujourd'hui, se font par le ministère d'officiers ministériels et subissent le droit d'enregistrement.*

Il ne faut, en effet, pas perdre de vue : 1° que les ventes visées par la loi de pluviôse impliquent l'annonce préalable qu'une vente aura lieu tel ou tel

jour (art. 3), le concours non fortuit mais provoqué de plusieurs personnes et, enfin, le fait matériel d'une adjudication (art. 3), ce qui exclut les ventes faites par les marchands établis, les marchands forains, les colporteurs; 2° que, suivant une doctrine constante, qui a existé de tout temps et sur laquelle il n'est pas question de revenir, les ventes de comestibles, de poissons, etc., faites dans les halles et marchés, ne tombent pas, de quelque manière qu'elles s'opèrent, sous l'application de la loi de pluviôse.

7° Question.

Est-il possible d'indiquer le total :

1° Des annuités déjà payées par l'État pour le service des obligations des Compagnies de chemins de fer, dont il a racheté la concession?

2° Y a-t-il, en dehors des annuités souscrites pour la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux, des annuités du même genre souscrites pour d'autres opérations?

Quel est le total des annuités déjà payées?

Réponse.

Les diverses annuités payées par l'État antérieurement à l'année 1906, c'est-à-dire depuis 1857 jusqu'à la fin de 1903, peuvent être divisées en cinq groupes différents, savoir :

A. Rachat des concessions de chemin de fer;

B. Service, repris par l'État, des actions privilégiées et des obligations émises par des Compagnies de chemins de fer, dont les concessions ont été rachetées;

C. Rachat des concessions téléphoniques;

D. Intervention de l'État dans la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux;

E. Participation de l'État dans la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.

Le tableau ci-annexé fait ressortir les paiements qui ont eu lieu, annuellement, pour chacun des cinq groupes mentionnés ci-dessus; il montre également que les dépenses totales, depuis 1857 jusqu'en 1903, se sont élevées :

<i>A.</i> Pour le premier groupe, à	fr. 539,388,700.58
<i>B.</i> Pour le deuxième groupe, à	79,702,327.44
<i>C.</i> Pour le troisième groupe, à	4,183,582.56
<i>D.</i> Pour le quatrième groupe, à	15,143,400.50
<i>E.</i> Pour le cinquième groupe, à	3,150,000.00

TOTAL : fr. 441,570,011.18

Le montant des annuités portées au Budget de la dette publique de l'exercice 1906 s'élève, pour ces cinq groupes, à fr. 16,815,869.29.

Seules les annuités se rapportant à l'intervention de l'État dans la forma-

tion du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux, ainsi qu'à sa participation dans la Société du Canal et des installations maritimes de Bruxelles, étaient autrefois portées au Budget extraordinaire. Elles s'élèvent respectivement, pour 1906, à 2,370,000 francs et à 330,000 francs, soit ensemble à 2,720,000 francs.

Ainsi qu'il est dit au second alinéa du 4° de la page xix de l'Exposé général, elles sont compensées en grande partie par les recettes transférées au Budget des Voies et Moyens de l'exercice 1906, à concurrence de 2,300,000 francs.

Annuités payées par l'État depuis 1857 jusqu'en 1905.

ANNÉES	A. — Pour le rachat de concessions de chemins de fer	B. — Pour le service repris par l'Etat des titres des sociétés.	C. — Pour le rachat de concessions téléphoniques.	D. — Pour formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux.	E. — Pour participation dans la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.	TOTAL.
1857	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1858	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1859	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1860	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1861	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1862	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1863	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1864	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1865	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1866	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1867	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1868	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1869	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1870	672,350 »	»	»	»	»	672,350 »
1871	6,212,460 95	»	»	»	»	6,212,460 95
1872	7,127,976 42	»	»	»	»	7,127,976 42
1873	7,829,118 28	»	»	»	»	7,829,118 28
1874	7,694,281 44	4,077,505 »	»	»	»	11,771,786 44
1875	7,781,564 07	4,077,710 »	»	»	»	11,859,274 07
1876	9,520,396 55	4,077,560 »	»	»	»	13,597,956 55
1877	9,413,133 13	4,077,295 »	»	»	»	13,490,428 13
1878	8,647,126 52	4,076,770 »	»	»	»	12,723,896 52
1879	8,770,353 24	4,087,845 »	»	»	»	12,858,198 24
1880	8,895,579 96	4,076,845 »	»	»	»	12,970,424 96
1881	9,016,806 68	4,077,745 »	»	»	»	13,094,551 68
1882	9,140,033 40	4,077,230 »	»	»	»	13,217,263 40

ANNÉES.	A. — Pour le rachat de concessions de chemins de fer.	B. — Pour le service repris par l'État des titres des sociétés.	C. — Pour le rachat de concessions téléphoniques.	D. — Pour formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux.	E. — Pour participation dans la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.	TOTAL.
1883	9,263,260 12	4,077,925 "	"	"	"	13,341,185 12
1884	9,386,486 84	4,077,300 "	"	"	"	13,463,786 84
1885	9,509,713 56	3,508,400 "	"	"	"	13,018,113 56
1886	9,632,940 28	23,375 "	"	"	"	9,656,315 28
1887	9,756,167 "	15,300 "	"	"	"	9,771,467 "
1888	9,756,167 "	15,250 "	"	391,860 "	"	10,163,277 "
1889	9,756,167 "	15,200 "	"	298,655 "	"	10,070,022 "
1890	9,756,167 "	15,150 "	"	334,775 "	"	10,106,092 "
1891	9,756,167 "	11,430 "	"	351,176 "	"	10,118,795 "
1892	9,756,167 "	8,375 "	"	404,985 "	"	10,169,527 "
1893	9,756,167 "	8,350 "	854,500 "	459,529 "	"	11,078,546 "
1894	9,756,167 "	8,925 "	884,500 "	506,580 "	"	11,155,972 "
1895	9,756,167 "	8,275 "	892,000 "	551,333 "	"	11,207,775 "
1896	9,756,167 "	1,283,245 "	962,195 20	570,277 "	"	12,577,884 20
1897	9,756,167 "	3,562,383 06	63,908 24	679,759 50	550,000 "	14,412,218 70
1898	10,526,167 "	3,994,940 98	81,038 03	785,809 "	550,000 "	15,757,955 01
1899	9,756,167 "	3,117,010 "	72,352 35	907,722 "	550,000 "	14,203,251 35
1900	10,708,454 69	3,118,130 "	62,514 79	1,081,531 "	550,000 "	15,320,630 48
1901	10,802,454 69	3,118,600 "	62,514 79	1,277,535 "	550,000 "	15,611,104 48
1902	10,802,454 69	3,253,675 "	62,514 79	1,388,696 "	550,000 "	15,857,340 48
1903	10,802,454 69	3,249,687 50	62,514 79	1,507,814 "	550,000 "	15,972,470 98
1904	10,815,504 69	3,250,955 "	62,514 79	1,632,016 "	550,000 "	16,110,990 48
1905	10,805,354 69	3,253,920 "	62,514 79	2,007,548 "	550,000 "	16,479,337 48
TOTAUX.	339,388,700 58	79,702,327 44	4,185,582 56	15,143,400 50	3,150,000 "	441,570,011 08

8^e Question.

La Section centrale demande un tableau comparatif indiquant tous les droits de consommation perçus depuis 1884 ?

Réponse.

Le tableau ci-joint indique le montant des droits d'accise perçus annuellement, de 1884 à 1904, sur les divers produits soumis à cet impôt, ainsi que le montant des droits de douane perçus sur les mêmes produits.

Tableau indiquant le montant des droits ⁽¹⁾ de consommation

PRODUITS.		1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892
Bières.	accise .	14,192,299	13,611,849	13,620,200	14,341,752	14,474,332	14,993,985	15,075,275	14,906,629	15,155,213
	douane .	600,164	664,287	618,805	506,482	421,323	368,764	352,307	316,638	292,311
Eaux-de-vie	accise .	27,611,151	54,945,685	32,410,807	34,607,232	33,632,230	32,365,993	33,565,663	37,456,005	36,497,288
	douane .	1,110,995	1,538,944	1,257,563	1,307,236	1,394,282	1,428,972	1,590,461	1,754,072	1,729,032
Glucoses	accise .	298,175	355,748	393,070	429,188	518,586	489,206	567,772	528,027	531,564
	douane .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Margarine et autres beurres artificiels	accise .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	douane .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Sucres.	accise .	3,892,250	4,580,230	5,423,074	5,586,748	5,781,821	5,510,023	6,257,900	5,793,070	5,683,793
	douane .	3,342,321	1,590,052	614,687	387,709	239,601	244,023	228,556	207,930	621,981
Tabacs étrangers.	accise .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	douane .	2,168,422	4,935,375	6,255,118	6,220,293	6,159,272	6,330,183	6,485,304	6,616,262	6,378,086
Tabacs indigènes.	accise .	270,981	719,757	963,611	752,862	810,041	774,969	822,607	855,507	796,640
	douane .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Vinaigres et acides acétiques liquides.	accise .	18,927	17,724	20,776	16,987	23,722	53,331	118,996	102,483	65,219
	douane .	231,489	217,062	211,704	571,508	612,622	548,702	453,298	589,205	339,671
Vins étrangers	accise .	4,548,370	4,619,144	4,356,600	4,464,531	4,635,494	4,767,424	5,000,657	5,722,548	5,547,434
	douane .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vins de fruits secs	accise .	"	"	180	"	"	"	6	1,626	2,277
	douane .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vins mousseux	accise .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	douane .	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	accise .	50,852,151	58,848,117	57,170,318	60,199,280	59,876,226	58,754,931	61,406,876	65,366,595	64,279,430
	douane .	7,455,591	8,745,720	8,957,875	8,993,228	8,827,100	8,920,644	9,095,986	9,284,107	9,361,081
TOTAUX GÉNÉRAUX		58,285,542	67,593,837	66,128,193	69,192,508	68,703,326	67,675,575	70,502,862	74,650,702	73,640,511

(1) Sans déduction de la part attribuée au fonds communal dans la recette de certains de ces droits.

(accise et douane) perçus de 1884 à 1904 sur les produits soumis à l'accise.

1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
15,590,945	15,824,486	16,515,085	17,396,492	17,890,055	18,514,510	19,410,584	19,548,452	20,603,258	18,925,714	19,555,054	20,098,181
346,145	418,635	454,465	490,744	625,825	679,194	705,420	748,133	762,460	754,138	809,414	859,775
57,548,407	57,408,268	58,972,455	42,145,000	61,022,468	49,458,596	52,662,922	55,801,756	60,881,844	57,672,708	47,528,015	50,834,458
1,706,715	1,918,745	1,956,457	2,552,900	1,968,805	2,009,673	1,973,472	2,240,908	2,883,445	1,955,980	1,857,772	2,068,013
535,919	579,647	616,149	775,445	791,565	956,437	1,121,670	1,200,774	974,549	952,868	867,840	858,735
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	29,087	528,265	407,855	451,636	511,413	551,376	541,559	520,834	488,268	451,297
..	..	207,965	66,680	10,559	5,415	3,018	849	1,180	1,049	510	544
5,536,295	6,182,002	6,202,112	6,242,984	5,504,770	4,500,087	5,479,378	5,617,581	10,740,489	11,617,583	8,490,882	16,558,042
483,267	345,285	297,888	262,226	210,762	263,355	269,248	377,550	503,456	517,850	577,401	268,467
..	..	..	..	649,478	1,298,045	1,376,247	1,417,244	1,371,564	1,315,551	1,409,568	1,651,861
6,282,723	6,096,010	5,861,549	6,808,895	5,736,076	5,252,746	5,534,357	5,727,129	5,518,600	5,525,970	5,695,525	6,481,618
865,546	1,025,364	..	..	47,759	485,021	482,261	517,157	654,116	661,620	671,167	627,826
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115,215	74,318	80,193	120,603	152,452	121,653	109,144	93,607	155,074	174,575	225,419	208,113
360,475	505,100	290,555	279,066	289,669	267,135	275,996	257,007	257,536	185,053	150,186	152,448
5,000,985	5,665,909	6,110,864	7,089,519	6,069,553	6,537,605	6,869,655	7,751,629	7,849,987	7,855,267	8,421,552	7,755,858
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1,448	3,296	10,646	19,554	12,577	917	5,250	1,470	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	24,950	24,188	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64,090,850	66,761,290	68,545,569	74,115,752	92,458,119	82,529,457	88,053,698	92,501,026	103,752,000	99,676,720	87,657,525	98,962,551
9,179,323	9,081,861	9,028,655	10,260,511	8,841,474	8,457,514	8,759,500	9,351,576	9,906,657	8,520,040	9,088,696	9,810,665
74,170,175	75,843,151	77,574,224	84,376,263	101,279,593	90,766,971	96,813,198	101,852,602	113,658,657	108,196,760	96,746,221	108,775,016

9° Question.

Quels sont depuis 1890 les accroissements annuels de la consommation de la bière par habitant et quelle est la proportion d'alcool à 50° que la bière renferme en moyenne?

Réponse.

Le tableau ci-joint indique la quantité de bière consommée en Belgique par habitant pendant chacune des années 1890 à 1904.

La bière généralement consommée renferme de 5 à 5 1/2 p. c. d'alcool absolu, soit de 6 à 7 % d'alcool à 50°.

Tableau indiquant la quantité de bière consommée en Belgique par habitant pendant chacune des années 1890 à 1904.

ANNÉES.	CONSUMMATION PAR HABITANT.
	Hectolitres.
1890.	1.78
1891.	1.76
1892.	1.77
1893.	1.83
1894.	1.84
1895.	1.93
1896.	2.00
1897.	2.03
1898.	2.11
1899.	2.18
1900.	2.21
1901.	2.19
1902.	2.14
1903.	2.17
1904.	2.22

10° Question.

Un membre demande de pouvoir prendre connaissance de la correspondance qui a été échangée entre le Département des Finances et la Cour des Comptes à propos de l'excédent disponible des recettes tenues en réserve sur le produit des droits d'entrée et d'accise sur les sucres.

Réponse.

Cette demande est sans rapport avec le projet de Budget des Voies et

Moyens de 1906, lequel ne prévoit aucune recette dérivant des excédents reportés en comptabilité en vertu de la loi du 11 septembre 1895. La Chambre trouvera dans le cahier d'observations, qui lui sera présenté très prochainement par la Cour des Comptes, les explications relatives à l'attribution de l'excédent visé dans la question.

La Section centrale a adopté l'ensemble du projet de loi par six voix contre une.

Le Rapporteur,
E. TIBBAUT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

(59)

TABLE DES MATIÈRES.

PARTIE GÉNÉRALE.

	Pages.
Emprunt	2
La comptabilité budgétaire	10
Renseignements complémentaires pour apprécier la situation financière.	15
Budget unique	15
La réforme des impôts	17

DEUXIÈME PARTIE.

Titre I. — Dispositions fiscales.

PREMIÈRE SECTION. — Contributions directes. — Douanes. — Enregistrement. —	
Timbre (art. 1 à 9).’	21
DEUXIÈME SECTION. — Fonds communal. — Fonds spécial (art. 10 et 11)	
	28
Titres II et III. — Voies et Moyens (art. 12 à 14).	41
Travail des Sections	41
Questions	41



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 DECEMBER 1905.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN VOOR HET DIENSTJAAR 1906 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

ALGEMEEN GEDEELTE.

Sedert 1895 zet de Regeering met volharding de hervorming der begrooting voort. Zij meent hare verlangens te hebben verwezenlijkt voor de Begrooting van 1906, en legt dit uit in eene heldere en afdoende Memorie van toelichting.

Met genoegen ziet de Middenafdeeling dat de Regeering er zich inzonderheid op toelegt om onzen geldelijken toestand in een helder daglicht te stellen. Het oogenblik is daartoe goed gekozen.

België neemt zijnen huidige voorspoed te baat om hem nog te vergrooten door nieuwe werken ten behoeve van 's lands toerusting op economisch gebied, en die werken zijn zoo talrijk als geldelijk gewichtig; de lasten der leeningen, die ze mogelijk maken, zullen, zoowel als de voordeelen, die zij moeten aanbrengen voor de ontwikkeling van handel en nijverheid, noodzakelijk door onderscheidene geslachten worden gevoeld. Daarom hoeft de grondslag, waarop het financieel stelsel berust, duidelijk te worden bepaald, en dient men te onderzoeken of hij den nieuwen last dragen kan.

In dat opzicht ging de Regeering den geldelijken toestand na en de Middenafdeeling acht haar betoog uiterst geruststellend.

* * *

In 't geheel zijn de ontvangsten voor 1906 geraamd op fr.	558,863,927	90
De uitgaven, voor elke begrooting voorzien, op	557,805,483	52

Dus een overschot van	fr.	1,058,444	38
---------------------------------	-----	-----------	----

⁽¹⁾ Begrooting, n° 4, I.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren COUSOT, DALLEMAGNE, DE MEESTER, DENIS, LEPÉVRE en TIBBAUT.

Nagenoeg al de ontvangsten nemen toe. Zij leveren, naar de raming voor 1906, te zamen fr. 15,289,500.90 meer op dan in het dienstjaar 1903; en de raming der Regeering is gestaafd op eene omstandige tabel.

Leeningen.

In de Kamer werd geklaagd over het toenemend cijfer waarmede de begrootingen sluiten.

Doch die klachten schijnen weinig gegrond. Zij zijn het gevolg van eene verkeerde opvatting der wezenlijke strekking van wat de begrootingen vaststellen.

Begrootingen zijn geene balansen, maar wel als 't ware eene kasrekening, waarin alle jaarlijksche uitgaven en ontvangsten ruw worden opgegeven. Het spreekt vanzelf, dat, zoo de zaken uitbreiding nemen, de cijfers der begrooting, waaruit dezer gang blijkt, moeten verhoogen, en het hooge cijfer der zaken kan, bij den Staat evenals bij bijzondere personen, een bewijs van voorspoed zijn.

Terecht heeft men gezegd dat de begrooting het symbool is van Staats bedrijvigheid.

De schuld neemt toe, en de daardoor verwekte lasten vindt men terug in de Begrooting der Openbare Schuld, zoo voor den dienst der interesten als voor den dienst der uitdelging. Doch de toenemende schuld is geen bewijs van verarming, wanneer zij door inrichtingen ten behoeve van 's lands toerusting op huishoudkundig gebied wordt opgewogen.

Van 1893 tot 1904 werden nagenoeg 750 miljoen besteed ter uitbreiding van de spoorwegen en hun materieel; het meerendeel daarvan kwam voort uit leeningen en diende om de trekkracht te vermeerderen met 88 %, de tonnemaat van 't materieel voor het vervoer van koopwaren met 86 % en de waarde van 't materieel voor reizigersvervoer met 167 %. (Redevoering van den heer de Smet de Naeyer, ter Kamer der Volksvertegenwoordigers, den 24ⁿ November 1905.)

Met de schuld neemt ook het bezit toe; zij zou slechts dan gevaar opleveren, zoo de nieuwe bezitting onvruchtbaar moest blijven en zoo haar inkomen niet opwoog tegen de interesten van de leening, waardoor zij tot stand kwam.

Het tegendeel ziet men in België, en dat doet de algemeene toelichting gelukkig uitschijnen.

Door eene tabel (XXIII) bewijst zij dat de zuivere inkomsten der kapitalen gestadig toenemen.

Ten einde de strekking van die tabel beter te bevatten, werd eene vraag gesteld, en het antwoord geeft uiterst leerrijke omstandige cijfers op.

Vraag.

- « Naar aanleiding der tabel op bladzijde xxiii, verlangt men eenige der gewichtige bestanddeelen te kennen, waarmede zij is opgemaakt; zóó verlangt men zoo nabijkomend mogelijk het bedrag te kennen van de ruwe ontvangsten en de zuivere ontvangsten van 't net van den Grand Central, sedert het werd genaast en voor het laatste in overzicht genomen jaar.

» Eveneens voor andere genaaste lijnen. »

Antwoord.

« De hier bijgevoegde opgave bevat de uiteenzetting der cijfers, opgenomen in de kolommen 8 en 9 van de tabel die voorkomt op bladzijde xxiii der Algemeene Toelichting.

» 't Is niet mogelijk, het bedrag der ontvangsten van de genaaste lijnen afzonderlijk op te geven, dewijl al de ontvangsten van 's lands spoorwegnet gezamenlijk voorkomen in de boeken en statistieken. »

STAVING DER CIJFERS UIT DE 7^e EN 8^e KOLOM DER TABEL, VOORKOMENDE OP BLADZIJDE XXIII VAN DE ALGEMEENE TOELICHTING DER BEGROTING VOOR HET DIENSTJAAR 1906.

*Uitgaven voor 's lands toerusting op economisch gebied,
die rechtstreeks winstgevend zijn. -*

DIENSTEN.	Kapitalen overeenkomend met de uitgaven voor toerusting op economisch gebied. Kol. 8	INKOMEN VAN DIE KAPITALEN			Aanmerkingen.
		Ruwe ontvangsten.	Uitgaven.	Bedrag van het zuiver inkomen Kol. 9	
I. 31 December 1878 :					
Spoorwegen. . . .	914,298,614 86	94,874,374 49	59,846,945 34	35,027,429 15	Het aandeel van het gemeentefonds niet inbegrepen.
Posterijen	1,032,585 96	6,225,648 71	6,779,728 09	554,079 38	
Telegraaf	5,647,152 44	2,181,845 63	2,655,575 65	473,730 02	
Zeewezen	7,092,357 83	3,256,391 67	3,348,430 22	92,047 55	
Staats privaat domein .	48,049,576 80	1,590,305 41	629,317 88	960,987 53	
	974,120,087 59	108,128,565 91	73,260,906 18	34,868,559 73	
II. 31 December 1884 :					
Spoorwegen. . . .	1,189,194,958 95	120,938,333 74	78,025,956 12	42,912,397 62	Id.
Posterijen	1,437,755 40	8,398,420 91	8,804,625 08	406,204 17	
Telegraaf	4,960,600 42	2,719,559 24	3,335,629 73	616,270 49	
Zeewezen	7,761,227 67	3,675,964 22	3,611,286 77	64,677 45	
Staats privaat domein .	42,256,190 »	1,453,821 70	609,097 90	844,723 80	
	1,245,590,712 44	137,185,899 81	94,386,575 60	42,799,324 21	
III. 31 December 1904 :					
Spoorwegen. . . .	2,002,000,000 »	232,236,000 »	144,977,600 »	87,258,400 »	Id.
Posterijen	17,406,220 41	18,223,000 »	15,300,000 »	2,923,000 »	
Telegraaf	49,200,000 »	11,151,000 »	7,600,000 »	3,551,000 »	
Zeewezen	22,605,193 48	5,249,439 41	7,000,000 »	4,759,560 59	
Staats privaat domein .	52,100,000 »	2,192,000 »	1,150,000 »	1,042,000 »	
	2,145,511,413 89	269,051,439 41	176,027,600 »	93,023,839 41	

Zooals uit deze tabel blijkt, stijgt het bedrag van het zuiver inkomen van fr. 34,868,559.73 tot fr. 42,799,324.21 en tot fr. 93,023,839.41, en op die wijze worden Staats lasten van lieverlede alle betaald door de inkomsten der kapitalen, aangewend voor de winstgevende toerusting.

De som, die jaarlijks door iederen inwoner wordt betaald tot het bestrijden van de lasten der schuld, niet gedekt door de zuivere inkomsten van die ontleende kapitalen, beliep einde 1878, fr. 5.14; einde 1884, fr. 6.75; doch einde 1904, daalt zij tot fr. 3 27.

Ziedaar het beste bewijs dat de ontleende sommen oordeelkundig en nuttig worden aangewend.

't Valt niet te betwisten dat het land dient te worden toegerust en in staat gesteld om met andere landen mede te dingen. Dat te veronachtzamen, ware eene misdaad, die geboet zou worden door dadelijk verval van nijverheid en handel en door eene snelle afneming van 's lands rijkdom.

Die omstandigheid zelve staaf de leeningen en de buitengewone begrooting, waaruit zij voortspruiten. Wie het einde wil, moet ook de middelen willen.

Kon de Staat enkel over zijne gewone middelen beschikken, om het land op economisch gebied toe te rusten, dat zou hem niet slagen; hij zou te traag vooruitgaan, en dat zou crisissen uitlokken.

Hij zou verkeerd te werk gaan, wilde hij zich toerusten door middel van belastingen, terwijl het de toerusting is, die niet alleen de middelen tot het beheer oplevert, maar ook den openbaren rijkdom vermeerderd en de belasting vruchtbaar maakt.

Dat is eene der eerste wetten in staathuishoudkunde.

Reeds in 1842 zegde VALCONNET, *Des juges de paix de France*, blz. 16-17, aangehaald door A. NEYMARK, *Finances contemporaines*, II, blz. 6: « Thans » is het oogenblik gekomen, waarop de begrootingen, willen zij beantwoorden aan al de behoeften van den tijd, een hoog cijfer moeten bereiken. Met » de begrootingen is het gesteld als met de openbare schulden. Men moet » kunnen toegeven dat zij aangroeien waar het noodig is, doch hunne ver- » keerde aanwending krachtadig bestrijden. »

In Frankrijk, werd lang geredetwist over het vraagstuk der begrootingen, en de wetgevers hoefden daarop des te meer hunne aandacht te vestigen, daar Staats financiën te kampen hadden tegen steeds toenemend tekort.

Er wordt te veel verteerd, zegde men. Dat was wellicht waar voor de loopende uitgaven ten behoeve van 's lands zaken; doch sommige uitgaven zijn niet te besnoeien, en zelden zal een lid der Wetgevende Kamers, in Frankrijk of elders, vermindering voorstellen.

Doch er wordt niet te veel uitgegeven, zoo men nieuwe middelen tot voortbrengende kracht en tot rijkdom verwerft. Men kan ook mank gaan aan een tegenovergesteld gebrek; te weinig uitgeven kan een erge en onherstelbare misslag zijn.

Deze waarheid werd in het Fransch Parlement door eene vergelijking uitgedrukt (LÉON SAY, *Finances de la France sous la troisième République*, d. II, blz. 155, Kamer der Afgevaardigden, 8 December 1876):

« Wij verkeerden in den toestand van iemand die te veel familielast heeft; » dat kan hij niet verhelpen en zijn evenwicht is slechts te herstellen door » meerdere winst. Daaruit leid ik af, dat wij ons in de eerste plaats enkel » hebben op te houden bij alles wat door onze hervormingen den arbeid en » de voortbrenging kan vermeerderen. Daarin zullen wij veel stelligere, of- » schoon onrechtstreeksche, uitslagen vinden, dan door rechtstreeksche

» hervormingen, door ontheffing van lasten, gesteund op deze reden, dat
 » sommige verbruiksbelastingen zeer zwaar en, zoo gij wilt, te zwaar
 » drukken. »

Staats financiën worden dus minder versterkt door besnoeiing van gewone uitgaven dan door eene oordeelkundige verhooging der buitengewone uitgaven.

In Frankrijk heeft men een tijdvak van verminderingen beleefd; de begrootingen voerden eenen naam die hare strekking aanduidde: ver-effeningsbegrooting, opnemingsbegrooting, enz. Dat kon gestaafd worden door bijzondere omstandigheden.

Doch heden ten dage is er vooral eene handelingsbegrooting noodig.

Dat wilde de heer Caillaux, Minister van Financiën, in 1901 verwezenlijken, door hetgeen hij de « nieuwe richting » heette (NEYMARK, *loc. cit.*, blz. 532).

België beleeft een uitbreidingstijdvak; het strijdt steeds meer tegen mededingende landen, die hunne nijverheid beschermen door tolrechten en ze daardoor in staat stellen het overschietende van hare voortbrenging tegen lagen prijs aan den man te brengen op uitheemsche markten.

In België is geen toereikende inlandsche markt voor de nijverheid; het hoeft buitenlandsche vertierwegen te zoeken; en het doelmatigst middel, daartoe door den Staat te verschaffen, is de toerusting die de handels- en nijverheidsbedrijvigheid vergemakkelijkt en de kostende prijzen zijner voortbrengselen verlaagt.

De uitslagen, verworven door 's lands economische politiek, moedigen dezès uitbreiding aan.

Het meest overtuigend bewijs is te vinden in het diagram, getrokken uit de « Algemeene tabel van 's lands handel met vreemde landen in 1904 (blz. 26) ». Het leert ons dat de algemeene en bijzondere handel, alsmede de doorvoerhandel gestadig toeneemt.

Onderstaande tabel, door mij ontleend aan dat ambtelijk stuk (blz. 29) nota 1), geeft de waarde aan van de ruilingen in 't jaar 1904, en de gemiddelde uitslagen voor elk der drie voorgaande vijfjarige tijdvakken. Daarin worden voor memorie opgegeven de cijfers van het handelsverkeer in 1831.

	INVÖER.		UITVOER.	
	ALGEMEENE handel.	BIJZONDERE handel.	ALGEMEENE handel.	BIJZONDERE handel.
1 ^e tijdvak (1883 tot 1893) Millioen.	3,008.8	1,628 "	2,808.5	1,428 "
2 ^e — (1894 tot 1898) Id.	3,014 .	1,789.9	2,753 .	1,514.1
3 ^e — (1899 tot 1903) Id.	3,855.2	2,346.8	3,450.3	1,947.2
Jaar 1904 Id.	4,426.4	2,782.2	3,849.1	2,185.3
Jaar 1831 Id.	98 "	90 "	104.6	96.6
Verschil	van het 2 ^e tijdvak met het 1 ^e	• % + 10 %	— 3 %	+ 6 %
	van het 3 ^e tijdvak met het 1 ^e	+ 28 "	+ 44 "	+ 36 "
	van het 3 ^e tijdvak met het 2 ^e	+ 28 "	+ 31 "	+ 29 "
	van 1904 met het 3 ^e tijdvak	+ 15 "	+ 19 "	+ 12 "
	van 1904 met het 1 ^e tijdvak	+ 47 "	+ 71 "	+ 53 "
	van 1904 met 1831	+ 4,417 .	+ 2,991 .	+ 3,589 .

Hieruit blijkt eene snelle toeneming.

In de inleidingsnota voor de Buitengewone Begrooting dienstjaar 1900, bewijst de Regeering met cijfers dat België, in verhouding tot zijne bevolking, in de gansche wereld den eersten rang bekleedt.

Toen was de bijzondere handel 20 % grooter dan die van Engeland, 172 % grooter dan die van Duitschland, 177 % grooter dan die van Frankrijk, en 345 % grooter dan die der Vereenigde-Staten van Amerika. (Verslag van den heer Helleputte over de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1901.)

Die beweging kwam steeds overeen met eene toeneming van de ontvangsten der Schatkist, en zoo kon men de begrootingen sluiten met een batig slot, ondanks de nieuwe lasten die zij hadden te dragen.

Van 1895 tot 1903, zou, indien de vroegere boekhouding ware behouden, het batigslot fr. 210,395,447.22 hebben bedragen.

Onderstaande tabel ontleen ik aan de Algemeene Toelichting der Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor 1903, blz. xiv.

Balans der dienstjaren 1895 tot 1903.

DIENSTJAREN.	Werkelijke boni's zooals zij voortspruiten uit de nieuwe begrotings- comptabiliteit.	Uitzonderlijke uitgaven.	Amortisatie- gelden toegekend aan de Buitengewone Begrooting.	Cijfers waartoe de boni's zouden geklommen zijn onder de vroegere wijze van begrotings- comptabiliteit.	Aanmerkingen.
1	2	3	4	5	6
1895	7,316,833 05	5,885,627 24		11,202,460 29	
1896	6,105,286 56	14,386,988 79	5,641,994 66	24,152,270 01	
1897	5,771,014 43	23,752,150 57	5,120,600 62	34,625,765 02	
1898	12,100,949 55	10,791,145 40	5,245,708 17	28,157,803 21	
1899	17,601,156 44	16,780,564 49	2,515,828 57	56,697,349 30	
1900	15,049,980 97	15,974,845 74	505 59	29,025,141 10	(1) Daar de koers der rente beneden pari gedaald is, zoo heeft de amortisatie bij inkoop van titels op nieuw aangevangen in 1899.
1901	2,550,525 11	13,856,765 10	559 56	16,596,647 57	De sommen voorkomende in de 4 ^{de} kolom vertegenwoordigen, van 1900 af, slechts het bijkomend der tot de aflossing gebruikte sommen.
1902	3,215,558 72	15,655,128 48	292 80	16,868,760 »	
1903 (2)	1,211,000 »	11,200,000 »	250 12	15,511,250 12	(2) Benaderende uitslag.
TOTALEN. .	70,909,093 85			210,395,447 22	

De algemeene welvaart nam in dezelfde mate toe. Om dat te bewijzen, kan men zich beroepen op de toeneming van de spaargelden, die op 31 December 1904 het overgroot cijfer van 786,000,000 frank bedragen; fr. 254,314,569.35 komen voor op spaarboekjes van 1 tot 500 frank.

Aan de verslagen over de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas ontleen ik onderstaand algemeen overzicht (jaar 1904, blz. 4):

In de navolgende tabel zijn vereenigd de voornaamste bestanddeelen van den toestand op 31 December der jaren 1894, 1899 et 1904, voor de drie

instellingen die tot de Algemeene kas behooren (Spaar-, Lijfrente- en Verzekeringskas).

	A. SPAARKAS.					B. LIJFRENTEN- KAS.		C. VERZEKE- RINGSKAS.	
	Getal bestaande spaarboekjes.	Bedrag der stortingen op boekjes (millioenen).	Algemeen bedrag der gestorte sommen (millioenen).	Nominiaal bedrag der stortingen op Belgische rentebekjes. (millioenen).	Voorschotten aan maat- schappijen (tot het bouwen van werkmanswoningen en voor landbouwkrediet (millioenen).	Nabijkomend getal aangesloten.	Fondsen der renten (millioenen).	Getal verzekerten.	Verzekeringsfondsen (millioenen).
31 December 1894.	1,053,699	427	440	102	8	24,700	15,1	2,477	0,50
31 December 1899.	1,642,778	608	623	172	31	168,800	26,4	10,762	4,72
31 December 1904.	2,205,052	764	786	324	63	709,000	71,8	24,703	14,50

Uit deze tabel is af te leiden welke aanzienlijke vooruitgang in de laatste tien jaren werd verwezenlijkt, inzonderheid tijdens de laatste vijf jaren.

*
* *
*

Deze economische en financieele uitgaven zijn onbetwistbaar grootendeels te wijten aan de inrichting, waarvan onderstaande tabel een beknopt overzicht geeft.

Uittreksel uit de *Algemeene tabel van den handel*
met vreemde landen (blz. 128).

BELGIE'S TOERUSTING OP ECONOMISCH GEBIED.

I. — GEMEENSCHAPSWEGEN.

A. Wegen.

De gansche lengte der groote wegen bedroeg op 31 December 1903 :

Staatswegen	7,806 kilometer
provinciale wegen	1,593 —
vergunde wegen	110 —

Dus te zamen 9,509 kilometer, of nagenoeg
323 meter per vierkanten kilometer.

De buurtwegen hadden op 31 December 1903 eene lengte van 28,642 kilometer (*gekasseide of besteende*), dus nagenoeg 972 meter per vierkanten kilometer.

B. Spoorwegen.

1^o GROOTE VERKEERWEGEN. — De gansche lengte der spoorwegen voor groot verkeer, den 31ⁿ December 1904 in België in gebruik, bedroeg :

Voor de lijnen beheerd door den Staat of voor zijne rekening	4,008 (*) kilometer.
Voor de lijnen door Maatschappijen beheerd	531 id.
Dus te zamen	4,539 id.

2^o BUURTSPOORWEGEN. — Op 31 December 1904, waren 2,463 kilometer buurtspoorwegen in gebruik.

913 kilometer vergunde lijnen waren toen nog niet ten dienste van het publiek gesteld, doch daarvan waren 381 kilometer in aanleg.

Dus bedroeg het Belgisch spoorwegnet, *in gebruik* op 31 December 1904, 7,002 kilometer, wat gemiddeld 238 meter per vierkanten kilometer uitmaakt.

C. — Bevaarbare wegen.

Op 31 December bestonden 1,978 kilometer bevaarbare wegen, dus gemiddeld 67 meter per vierkanten kilometer.

II. — HAVENS.

Over de voornaamste zeehavens van België staan aantekeningen en opgaven op bladzijde 511 en volgende der Algemeene tabel (Antwerpen, Oostende, Gent, Brussel, Brugge).

III. — TELEGRAFEN.

Op 31 December 1904, waren er 7,406 kilometer telegraaflijnen, met 39,472 kilometer overseiningsdraden.

IV. — TELEPHONEN.

Er bestonden 108,003 kilometer telefoondraden op 31 December 1904.

Buurtspoorwegen.

Om een denkbeeld te geven van den invloed der uitbreiding van de voermiddelen, nemen wij eene nota over, door de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen opgesteld, alsmede de diagrammen, gevoegd bij het Verslag over 1904 (wet van 24 Juni 1885, gewijzigd door die van 14 April 1898).

Ziehier den huidige toestand der verrichtingen van de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen :

Toegestane vergunningen, 145 lijnen, die 3,500 kilometer bedragen.

(*) Terechtgewezen vroeger cijfer.

Het in gebruik zijnde net bedraagt 120 lijnen, ter gansche lengte van 2,650 kilometer.

De kapitalen voor het aanleggen van al de vergunde lijnen beloopten 213,520,000 frank.

Deze uitslag, verworven in twintig jaren, verdient te worden aangestipt, in een land waar de groote spoorweglijnen reeds eene aanzienlijke uitbreiding hebben in vergelijking met de bevolking en de uitgestrektheid des grondgebieds.

Behalve de meerdere waarde, gegeven aan de gronden en den bebouwd en eigendom, had het aanleggen dezer lijnen tot voornaamste gevolgen :

1^o Het ontstaan van sneller en goedkoper verkeer tusschen platteland en groote steden, tot groot voordeel van den landbouw; de afstand wordt doorgaans meer dan de helft verkort door de buurtspoorwegen, gemakkelijker dan de vroegere postkoetsen en openbare rijtuigen.

De tarieven bedragen 7 centiemen in de eerste en 5 centiemen in de tweede klasse, terwijl de prijs per diligencie 10 centiemen per kilometer beloopt.

Zeer goedkope weekkaarten veroorloven den werkman, tweemaal daags de reis tusschen zijne verblijf- en zijne werkplaats af te leggen. Uiterst goedkope abonnementen voor schoolgaande kinderen dragen bij tot verspreiding van het onderwijs ten plattelande; daarenboven worden kaarten voor gaan en keeren afgeleverd met 20 % vermindering.

2^o Het uitbreiden van handels- en nijverheidszaken : de stedelijke markten werden bloeiender, de lieden uit het omliggend platteland geraken daar gemakkelijker en allerhande zaken namen er toe.

Dank zij het goedkoop vervoer van slijk en mest uit de steden, werden de landerijen gemakkelijker bemest, inzonderheid in de Antwerpsche Kempen.

De teelt van moeskruiden nam aanzienlijk toe in de omstreken van groote steden, waarheen vroege treinen de voortbrengselen vervoeren. Ook het vervoer van melk breidde zich sterk uit; op sommige lijnen worden dagelijks 50,000 liter melk verzonden.

Een ander gewichtig bestanddeel voor den landbouw is de overgroote uitbreiding der beetwortelenteelt langs de buurtspoorwegen, in streken waar zij vroeger, bij gemis van vervoermiddelen, onmogelijk was.

Oude steengroeven, verlaten omdat zij niet langer konden mededingen met diegene welke aan den spoorweg waren verbonden, werden opnieuw ontgind en uitgebreid, namelijk in de streken Primont en Ouffet (Luik);

3^o In ruime mate het vervangen van het vervoer van zware goederen per as, wat steeds zoo duur kost;

4^o Het verlagen van den prijs van alle te huis bestelde verbruiksvoorwerpen : meel, zemelen, kolen, kalk, meststoffen, enz., tot groot voordeel voor het publiek;

5^o Het tot stand brengen van nieuwe nijverheden daar waar nog geene bestonden, en alzoo werk aan de arbeiders verzekeren;

6^o Het geven van waarde aan stoffen, die er vroeger geene hadden, en veroorloven deze aan te wenden. Zoo konden de steengroeven zich ontmaken van den overgrooten afval, die ze hinderde. Door den buurtspoorweg kon men eene doode, belemmerende en waardelooze stof een nuttig voort-

brengsel maken, hetwelk de gemeenten zich goedkoop kunnen aanschaffen om hare wegen te verbeteren. Jaarlijks worden daarvan meer dan 150,000 ton vervoerd;

7^o De ontvangsten der groote spoorwegen merkelyk te verhoogen, inzonderheid in statien waar buurtlijnen uitloopen.

* * *

Uit deze feiten blijkt welk verband er bestaat tusschen leeningen, toerustingswerken, vooruitgang op economisch gebied en in zake van begrootingen. Zoo men het beginsel van leening bestrijdt, dan is men tegen den voorspoed zelven, die daardoor werd in 't leven geroepen of ten minste bevorderd.

In den vreemde zelf wordt die voorspoed bevestigd : door de waarde, aan de Belgische rente toegekend, wordt daar de zekerheid van ons krediet erkend.

Onderstaande vergelijkende tabel is des te leerrijker, daar in België niet zoozeer als in andere landen, het verplicht omzetten van sommige fondsen in Staatsfondsen, invloed uitoefent op den prijs. Zij plaatst de Belgische rente op den voorgrond.

*Koers der voornaamste Europeesche renten 3 %
op 4 December 1905.*

3 % Belgische, 2 ^o recks	fr. 99 60	} Het prorata afgetrokken.
3 % Fransche	98 77	
3 % Nederlandsche.	90 83	
3 % Duitsche	88 42	
3 % Russische	73 47	

Boekhouding voor de Begrooting. — Hervorming.

De algemeene toelichting rechtvaardigt de boekhouding voor de Begrooting, zooals zij sedert 1895 werd verbeterd.

De hervorming omvat vier punten : uitdelging, uitzonderlijke uitgaven, hernieuwing van de noodige werktuigen der beheeren, inschrijving der annuïteiten op den gewonen dienst.

1^o Uitdelging.

De wet van 24 April 1902, gewijzigd door de wet van 26 December 1904, regelt de uitdelging. Lang aarzelde het bestuur, doch voortaan volgt het eenen goed afgebakenden weg.

Aflossing is eene verplichting, aan elke schuld verbonden. Zij kan ontweken noch verzacht worden. Zij moet in elk geval geschieden, zelfs wanneer de Staat nieuwe leeningen sluit en de stand der rente den afkoop der titelen verhindert.

In vele landen wordt de openbare schuld gedelgd door aflossingen, bedongen bij de uitgifte; de aflossing is verbonden aan den titel.

In België is de schuld verlegenvoordigd door eene eeuwigdurende rente en geschiedt de delging door middel van een fonds, in stand gehouden door de Begrooting.

Zoo de stand der rente zulks veroorlooft, dan wordt het beschikbaar fonds

aangewend tot den afkoop van titelen, en in dat geval is het eene gewone delging, door het tweevoudig uitwerksel van het eigenlijke delgingsfonds en van de interesten welke overeenkomen met de afgekochte titelen.

Staat de rente te hoog, dan blijft het bedrag van het delgingsfonds beschikbaar. Vóór 1893 werd het als ontvangst op de Gewone Begrooting gebracht. De hervorming bestaat hierin, dat zij als onregelmatige ontvangst op de Buitengewone Begrooting wordt gebracht, dient tot uitgaven voor toerusting en op die wijze eene onrechtstreeksche delging bij gelijkwaardigheid is.

Daarenboven wordt eene dotatie van 3.50 % op de ter Buitengewone Begrooting opgenomen ontvangsten, gevoegd bij de gewone dotatie. Zij vertegenwoordigt het aandeel interest, waardoor het delgingsfonds vermeerderd zou zijn, waren de titelen afgekocht.

Zóó geschiedt de delging steeds volkomen doelmatig, hoe ook de stand der geldmarkt moge wezen. Dat is een waarborg voor de bestendigheid en zekerheid van het openbaar krediet.

De wet van 26 December 1904, die het bedrag der delgingsdotatie bepaalt op fr. 0.50 %, verwekt de uitdelging der Schuld in een en tachtig jaar.

Op de Begrooting voor 1906 is eene som van 11,850,000 frank uitgetrokken als delgingsfonds.

Onderstaande tabel, overgenomen uit de Algemeene Toelichting die de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1903 voorafgaat, duidt den stand der delgingsfondsen aan van 1896 tot 1903.

DIENSTJAREN.	BEDRAG DER AMORTISATIE-FONDSEN		Aanmerkingen.
	toegekend aan de Buitengewone Begrooting.	gebruikt tot inkoop van titels.	
1896	3,611,994 60		Dotatie van 20 %.
1897	5,120,600 62		
1898	5,245,708 17		
1899	2,515,828 57	(1) 4,051,056 88	
1900		5,962,421 67	
1901		6,786,796 80	
1902		5,998,533 61	
1903		7,406,296 46	
1904	Beloop van het krediet (ronde som). 10,560,000 "		Dotatie van 50 %.
1905	Id.	id. 11,150,000 "	

(1) Sinds 1899, is de rentekoers tot beneden pari gedaald.

2^o en 3^o. Uitzonderlijke uitgaven en vernieuwing van de werktuigen voor de beheeren.

De begrootingshervorming bewijst, enerzijds, dat het noodig is, in 't algemeen, door middel van de gewone hulpmiddelen, met uitsluiting van de leening, zelfs uitzonderlijke uitgaven te bestrijden, die in geen verband staan

met 's lands toerusting op economisch gebied welke recht- of onrechtstreeks voortbrengt, en, anderzijds, dat het noodig is, met de gewone hulpmiddelen te voorzien in het onderhoud alsmede, in ruime mate, in de vernieuwing van het materieel voor exploitatiën in beheer.

Die twee regelen dienen niet te worden gerechtvaardigd. De Staat zou, evenals elke persoon die zou ontleenen, hetzij om in jaarlijksche zelfs onregelmatige of uitzonderlijke behoeften der openbare diensten te voorzien, hetzij om het nijverheidsmaterieel te herstellen of te vernieuwen, eenen gevaarlijken weg betreden. Zijn passief zou toenemen zonder tegenwaarde op het actief, en het gebrek aan evenwicht zou op ondergang uitloopen.

De algemeene toelichting bevat de opgaven van de uitzonderlijke uitgaven, van 1895 tot 1906 gedaan met de gewone middelen der Schatkist; op iedere begrooting worden zij in eene afzonderlijke afdeeling uitgetrokken; zij bereiken het algeheele cijfer van 168 miljoen frank.

Op de Begrooting van Spoorwegen wordt sedert 1895 eene som van 1,000,000 frank uitgetrokken voor uitgaven, in de Buitengewone Begrooting voorzien ten behoeve van hermaking van gebouwen, kunstwerken en andere vaste inrichtingen. Sedert 1899, wordt een deel van het algeheel krediet, op de Begrooting uitgetrokken voor onderhoud, herstelling en vernieuwing van het rollend materieel, bijzonder besteed tot vernieuwing van het trek- en vervoermaterieel (locomotieven, rijtuigen, pakgoederen- en goederenwagens); die som, eerst bepaald op 2,500,000 frank, wordt op de Begrooting voor 1906 verhoogd tot 5,000,000 frank.

4^e Inschrijving der annuïteiten op den gewonen dienst.

Annuïteiten kunnen verbonden zijn aan verplichtingen van onderscheiden aard.

Sluit de Staat eene leening, bij voorbeeld voor het aanleggen eener spoorlijn, dan komt het krediet voor op de Buitengewone Begrooting, en de jaarlijksche dienst van den interest en van de aflossing, aan de aangepane schuld verbonden, geschiedt door de Begrooting der Openbare Schuld, die de annuïteiten inschrijft.

Doch de Staat kan anders te werk gaan. Hij doet het namelijk voor de deelneming aan de verrichtingen der Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen. Hij ontleent niet rechtstreeks, doch verbindt zich, annuïteiten te betalen aan de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen. Dat is het stelsel van onrechtstreeksche leening, welke in Frankrijk ruim wordt toegepast.

De dienst dezer annuïteiten moet geschieden juist alsof het eene rechtstreeksche leening gold, en zij moeten rechtstreeks op de Openbare Schuld worden gebracht en betaald met de gewone middelen. Zij mogen niet meer voorkomen op de Buitengewone Begrooting. Daartoe strekt de thans verwezenlijkte hervorming.

Het antwoord op de 7^e vraag bewijst hoe gewichtig die annuïteiten zijn.

* * *

In haar geheel, doet de hervorming eenen meerderen last van 26,880,000 fr. dragen door de Gewone Begrooting voor 1906.

Zij kon gemakkelijk tot stand komen, dank zij den bloeienden toestand van Staats financiën.

De Middenafdeeling kan niet anders dan haar zegel hechten aan die pogingen, aangewend om de Begrooting op onberispelijke grondslagen te vestigen. Deze zullen haar een kenmerk van veiligheid geven, dat in geen ander land wordt overtroffen.

Zij zullen het denkbeeld verwezenlijken, dat in de Algemeene Toelichting der Begrooting voor 1895 werd uitgedrukt als volgt : « Naar de opvatting der » Regeering mag de Buitengewone Begrooting, die moet in stand gehouden » worden door leening, in beginsel enkel uitgaven bevatten, welke strekken » om 's lands economisch kapitaal te vermeerderen. 't Moet een regel worden, » al de uitgaven, welke niet van dien aard zijn, op de gewone begrootingen » te brengen. »

Aanvullende inlichtingen om den geldelijken toestand te beoordeelen.

Ondanks hare oprechtheid, veroorlooven de begrootingen niet, den geldelijken toestand in zijn geheel te beschouwen.

Zooals wij reeds deden opmerken, zijn zij — de titel vermeldt zulks — enkel fondsenopgaven in *jaarlijksche ontvangsten en uitgaven*.

Zij geven het gevestigd actief noch passief aan.

De Buitengewone Begrooting, ofschoon zij, naar de begrootingshervorming, is voorbehouden voor uitgaven van toerusting, verschaft slechts onvolledige aanwijzingen aan hem die zou willen opzoeken welke kapitalen de toerusting vertegenwoordigt. Zij vermeldt enkel de ontleende kapitalen, niet die welke zijn gevormd door de annuïteiten, als daar zijn diegene welke dienen voor de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

Om ingelicht te zijn over het passief en het actief, zou men moeten raadplegen den toestand der Openbare Schatkist, jaarlijks bekendgemaakt door het Ministerie van Financiën, alsmede de bestanddeelen van den inventaris, welke berusten in de rekeningen der openbare diensten. Doch dat gaat niet gemakkelijk.

't Schijnt ons toe, dat het redematiger ware aan al de begrootingen toe te voegen, eenerzijds, de voornaamste bijlagen die volgen op den algemeenen toestand der Schatkist en al de bijzonderheden, den aard en het gehalte der bestaande schuld, en, anderzijds, eenen inventaris van de tegenwaarde der Openbare Schuld. Dat zijn de onontbeerlijke bestanddeelen voor eene balans, en zij zouden veroorloven den toestand vast te stellen, niet meer bij wijze van afleiding, maar wel door het rechtstreeksch stelsel der balans van actief en passief.

In de Kamer werden die denkbeelden herhaaldelijk uitgedrukt.

Eenerzijds had de heer Graux, bij zijne poging tot begrootingshervorming, aan zijne eenige begrooting voor 1884 de bijlagen van den toestand der Schatkist toegevoegd; zij maakten een afzonderlijk hoofdstuk uit (IV).

Anderzijds drukt de heer Cooreman zich volgenderwijze uit in zijn verslag over het ontwerp van wet betreffende de aflossing der Openbare Schuld (*Oorkonden* der Kamer, 1900-1901, blz. 631) :

« 't Ware een werk van het hoogste belang, zoo de Regeering den inven-

» taris wilde opmaken van de onderscheidene bestanddeelen der evenwaarde
 » van de Openbare Schuld; de Middenafdeeling uit den wensch dat het zoo
 » spoedig mogelijk geschiede en dat die staat worde toegevoegd aan 't verslag
 » over den algemeenen toestand der Schatkist op 1 Januari 1902 Nadien zou
 » hij worden bijgehouden en in ieder jaarverslag over den toestand der
 » Schatkist opgenomen.

» Die inventaris kan in drie hoofdklassen worden ingedeeld :

» Nijverheidsbedrijf, aandeel en deelneming van den Staat (kapitaliseering
 » van de zuivere ontvangsten van spoorweg, posterij, telegraaf en telefoon;
 » van het inkomen der onderscheidene aandelen; van het jaarlijksch aan-
 » deel in de winst en van de vergoeding op den omloop van briefjes der
 » Nationale Bank);

» Onroerend domein, bevattende : het economisch domein (wegen, vaar-
 » ten, rivieren en havens); het boschdomein (bosschen en plantsoenen); het
 » bestuursdomein (paleizen, hotels, kantoren, hoogeschole, normaalschole,
 » museums, muziekconservatoriums, enz., enz.); het krijgisdomein (gronden
 » van vestingen en forten, inrichtingen, kazernen en krijgshospitalen);

» Roerend eigendom, bevattende, eenerzijds, het onstoffelijk mobilair,
 » vertegenwoordigd door Staats schuldvorderingen, ter eenere, door het
 » eigenlijk mobilair, — kunstvoorwerpen, schilderijen, beeldhouwwerken,
 » boekerijen, archieven — ter andere, wapens, ammunitie en krijgstuig,
 » kleeding, uitrusting- en slapingvoorwerpen des legers, paarden en harnas-
 » suren.

» Wij meenen te mogen herhalen dat het werkelijk bedrag van die even-
 » waarde merkelyk grooter is dan het ontleende kapitaal en dat hare op-
 » brengst ten voordeele van de Schatkist en van 's lands bedrijvigheid
 » merkelyk meer beloopt dan de lasten der Openbare Schuld. »

Het verslag, door den heer Léon d'Andrimont uitgebracht over de Begroo-
 ting van Financiën voor het dienstjaar 1883 (*Oork. der Kamer, 1882-1883*,
 blz. 134), stelt vast dat tot dan toe enkel werd afgekondigd de tabel der
 boscheigendommen van den Staat, den 1^{en} December 1873 overgelegd op het
 Bureel der Kamer (stuk n^o 29).

De Memorie van toelichting voor dat stuk, getiteld : « Statistiek van Staats
 eigendommen » en onderteekend door den heer Malou, Minister van Finan-
 ciën, vangt volgenderwijs aan :

« STATISTIEK VAN STAATS EIGENDOMMEN, 1^e stuk.

» *Domeinbosschen.*

» MIJNE HEEREN,

» Naar luid van artikel 48 der wet van 13 Mei 1846 op het rekenplichtig
 » beheer, moet eene tabel van Staats eigendommen worden opgemaakt.

» Die inventaris van 's lands onroerend vermogen werd evenwel tot
 » hiertoe nog niet opgemaakt.

» Die arbeid werd onlangs aangevangen. Hij is ingedeeld als volgt, enz. »

Met reden stelt de heer d'Andrimont vast dat het werk niet snel vorderde
 van 1875 tot 1883, vermits geene aanvullende oorkonden werden geleverd.

In 1903 kan men hetzelfde vaststellen, ondanks er in 1901 andermaal werd
 op aangedrongen.

Eenige Begrooting.

Er bestaat verschil van gevoelen over eene eenige begrooting.

Moet men in eene enkele wet voor de algemeene begrooting al de ontvangsten en uitgaven, zoo gewone als buitengewone, vereenigen? Dat stelsel wordt in 't meerendeel der Europeesche landen gevolgd, en werd in 1884 door den heer Graux beproefd.

Is het beter dan het Belgisch stelsel, volgens hetwelk aan de Kamers dertien afzonderlijke wetsontwerpen worden voorgesteld, die de Algemeene Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven uitmaken, een veertiende ontwerp houdende de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order, die enkel eene rekening is, door den Staat voor zichzelf geopend, en eindelijk een vijftiende, bevattende de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven?

De korte volzin van den heer Thiers schijnt alles af te doen: « Eene eenige begrooting, dat is helder ». (Redevoering op 3 Juli 1868.)

Doch men heeft daartoe veeleer theoretische redenen ingeroepen.

De eenheid, zegde men, moest veroorloven een algemeen overzicht te nemen, een gelijktijdig onderzoek der ontvangsten en uitgaven te doen, zich beter rekenschap te geven van haar evenwicht en van 's lands geldelijken toestand.

De eenheid, voegde men er bij, vergemakkelijkt het spoedig onderzoek en de aanneming der begrooting (1).

Uit de proef, daarmede in 1884 in België genomen, zijn die voordeelen niet gebleken. Zij werd sedert niet meer vernieuwd. De eenige begrooting van den heer Graux bleef veertien maanden op het gelouw.

In zijne redevoering, op 17 December 1884, zegde de heer Malou dien-aangaande heel geestig :

« 't Was eene wonderlijke nieuwigheid, eene enkele begrooting te maken » van die afgescheiden begrootingen; maar nog steeds zoek ik naar het » wezenlijk nut dat het opleveren kan; ik zegde het in den Senaat, toen ik » over dezelfde zaak sprak : het verschil bestaat in eenige afzonderlijke » stukken of verbonden stukken, met een draadje te meer.

» Men ziet niet het geheel, wordt er gezegd, doch zag men het geheel » met de algemeene begrooting? Men zag het bij den aanvang der beraad- » slaging, doch nadien verdween het; ik daag al wie het zij uit om de » gedaanteverwisselingen, de veranderingen dier begrooting te hebben » gezien. »

De achtbare heer Beernaert kenschetste den toestand nauwkeurig, toen hij den 5ⁿ Februari 1893 zegde :

« Ziehier onze afgescheiden begrootingen. Is het niet waar, dat, om den » toestand in zijn geheel te kennen, het volstaat ze een voor een te overzien, » de totalen samen te tellen en de som dezer optelling te vergelijken met » het bedrag der Begrooting van 's Lands Middelen? Welnu, deze zoo

(1) ERNEST DUBOIS, *Étude sur le système belge en matière de budget de l'État*, 1894. Brussel, Lamertin.

B. STOUAN, *Le budget*, 1900. Parijs, Guillaume et C^{ie}.

DALLOZ, *Supplément*, V^e Trésor public, n^o 1 en vlgg.

» geringe moeite wilde men besparen. De Algemeene Toelichting vat de
 » begrootingen samen en vereenigt ze. Men hoeft nog slechts de moeite te
 » nemen ze te lezen. Tusschen het stelsel van den heer Graux en dit van
 » vroeger, dat wij terug aannamen, bestaat, zooals de achtbare heer Malou
 » eens zegde, volstrekt geen andere afstand dan de dikte van een draadje.
 » Men had eenvoudig in een enkelen bundel stukken verzameld die thans
 » gescheiden zijn en aan 't slot van wat aldus nog enkel hoofdstukken
 » waren, eene optelling gemaakt, welke de Kamer thans in 't begin der
 » Algemeene Toelichting vindt, die wij doen voorafgaan aan het overleggen
 » van de verschillende begrootingen.

» 't Is in zooverre hetzelfde, dat toen wij in 1885 de eenige begrooting,
 » zooals zij door den heer Graux was bereid, vervangen door de afgescheiden
 » begrootingen, het volstond het draadje door te snijden en verschillende
 » optellingen te maken, in stede van eene enkele. Eigenlijk hebben wij,
 » *evenals gij, maar eene enkele begrooting, doch er wordt stuksgewijs over*
 » *gestemd.* »

Het onderzoek van een eenige, lijvige, overgroote begrooting schijnt niet met veel meer eenheid te kunnen geschieden dan dat van afzonderlijke begrootingen. De eenige afdeeling moet het werk verdeelen om eene verpletterende taak te kunnen volvoeren; en zoodoende geschiedt feitelijk opnieuw de scheiding, welke men in beginsel verwerpt.

Overigens is het stemmen over de begrootingen voorbehouden aan de Kamer, welke, niet langer in afdeelingen gesplitst, maar in korps beslist, zóó dat eenheid van opvatting, vergemakkelijkt door de Algemeene Toelichting, op 't oogenblik der beslissing verwezenlijkt is.

Met reden werd dikwijls tegen het stelsel der afzonderlijke begrootingen dit verwijt ingebracht, dat de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven laattijdig werd overgelegd.

Tegen die vertraging werd in België herhaaldelijk verzet aangeleekend. Zij wordt een regel en 't ware gemakkelijk het euvel te verhelpen.

In Frankrijk verviel de afzonderlijke begrooting voor buitengewone ontvangsten en uitgaven, omdat er misbruik werd van gemaakt. Vele gewone uitgaven werden op de buitengewone begrooting gebracht. Er was gehoopt dat dit verholpen zou worden door de eenige begrooting; doch met alle stelsels zijn misbruiken mogelijk. 't Schijnt niet dat het kwaad werd weggenomen door het hulpmiddel (1).

Wij herhalen, dat de waarde der begrootingen minder afhangt van haren algemeenen vorm dan van de oprechtheid en de redematige groepeerings der daarin opgenomen bestanddeelen.

't Is zelfs meer practisch afzonderlijke groepen te maken en de buitengewone ontvangsten en uitgaven afzonderlijk te doen onderzoeken.

Hare bestanddeelen zijn andere dan die van eene algemeene begrooting van gewone ontvangsten en uitgaven. Zij zijn meer veranderlijk.

't Is beter gelijkaardige bestanddeelen samen te tellen : eenerzijds, de gewone ontvangsten en uitgaven, en, anderzijds, de buitengewone. Men kan beter oordeelen over haren gewonen gang, wanneer men ze afzonderlijk onderzoekt.

(1) FÉLIX FAURE, *Les Budgets*.

In zijn merkwaardig verslag over de eindregeling der Begrootingen voor de dienstjaren 1878, 1879 en 1880 (*Oork. der Kamer*, 1883-1884, blz. 315), haalt de heer Demeur al het duistere aan dat het verwarren van ongelijke bestanddeelen in die eindregeling verwekt, omdat het gewone er naast het buitengewone staat.

Hervorming der belastingen.

De algemeene toelichting vergelijkt de uitslagen der wetten op alcohol met die der wetten op suiker.

Door verhooging van rechten, verminderde 't gebruik van alcohol; in 1894 bedroeg het 998 per inwoner en in 1904 daalt het tot 594; vroeger kwam België op den vierden rang, thans op den achtsten.

Ware deze uitslag duurzaam en kon hij nog verbeteren, 't zou onbetwistbaar eene zegepraal voor de volksgezondheid zijn.

't Ware moeilijk het middel dat daartoe aanleiding gaf, 't is te zeggen de verhooging van rechten, te hekelen. Alle strijd tegen alcoholisme moet uitgaan van eene prijsverhoging van den alcohol. Monopolie van fabricatie of van verkoop loopen insgelijks uit op vermindering van het voortgebrachte; en beperkt voortbrengsel stijgt in prijs. Door andere middelen verwekt men onrechtstreeks de prijsverhoging, welke de Regeering als rechtstreeksch middel aanwendde tegen de jeneverplaag.

De stokerij vindt voor de vermindering van het verbruik van drinkbaren alcohol vergoeding in meerderen uitvoer, in 't gebruiken van alcohol voor de nijverheid en in het voortbrengen van gist.

De verlaging van het recht op suiker, van fr. 51.45 tot 20 frank per honderd kilo, alsmede de afschaffing van tolrechten op cacao, thee en koffie, droegen insgelijks bij tot den strijd tegen het alcoholisme en bevorderden het verbruik eener voedende waar van allereerste waarde. De hoeveelheid suiker, aan 't verbruik overgeleverd, bedroeg 83,078,000 kilo in 1904, terwijl het 't vorige jaar slechts 60 millioen kilo bereikte.

De gezamenlijke wetten op alcohol, suiker, cacao, thee en koffie, steunen op sociale en volkslievende begrippen. 't Is een onbetwistbare vooruitgang.

* * *

De verbruiksbelastingen werden in hun geheel bestudeerd in het merkwaardig verslag van den heer Helleputte, namens de Middenafdeeling, over de Begrooting van 's Lands Middelen voor het diensjaar 1904.

Niet onbelangrijk zal het wezen, eens te meer vast te stellen dat in België het leven onbetwistbaar het goedkoopst is. Dat feit hoeft niet bewezen te worden door statistieken, want de gansche wereld kent het.

Nochtans kan het niet overbodig zijn te zeggen, dat de voornaamste verbruiksartikelen voor het volk vrij van rechten in ons land komen.

Nevensstaande tabel, door het Bestuur opgemaakt, bewijst dat in 1904 voor nagenoeg 600 millioen voedingsstoffen vrij van rechten werden ingevoerd. Voor 't meerendeel zijn het voortbrengselen van den bodem, die onzen landbouw mededinging aandoen.

Tabel der HOEVEELHEID en WAARDE van de voedingsstoffen, in 1904 in België
VOOR HET VERBRUIK INGEVOERD.

AANDUIDING DER VOEDINGSSTOFFEN.	INGEVOERDE HOEVEELHEIDEN (bijzondere handel).		Aanmerkingen.
	Gewicht.	Waarde.	
	(Kilogr.)	(Frank.)	

1^o Voedingsstoffen, vrij van inkomende rechten ingevoerd (*).

A. — Rechtstreeksche grondvoortbrengselen.

Groenten.	Suikerij (groene of gedroogde wortelen)	564,093	95,896
	Erwten, linzen, boonen, snijboonen, witte boonen en wikken.	48,756,909	9,751,382
	Aardappelen.	78,535,574	5,498,890
	Niet genoemde	25,395,961	4,063,334
Fruit . . .	Versche appelen.	4,097,356	614,633
Granen .	Tarwe	1,740,566,878	304,599,204
	Spelt en masteluin	665,151	86,470
	Rogge	70,026,533	9,453,582
	Gerst en Zomergerst	348,499,838	64,888,728
	Maïs	494,512,191	58,105,182
	Boekweit.	8,594,383	1,435,232
	Rijst in stroo en ongepelde.	50,986,709	6,732,541
	Gepelde rijst.	44,631,544	10,488,413
Planten .	Beetwortelen	125,572,487	2,762,594
	Aardnotenzaad	16,477,370	4,757,244
	Katoenzaad	6,729,898	1,110,433
	Sesamzaad	32,864,691	9,037,790
	Hop	2,189,174	9,851,283
	Palmnoten	2,296,735	725,472
TOTAAL.		5,081,983,695	493,030,353

B. — Vetstoffen, oliën en vleesch van geslachte dieren.

Ruwe dierlijke stoffen. Vetstoffen.	Oléo-margarine	3,600,282	4,032,316
	Natuurlijk reuzel	11,526,400	12,679,040
	Andere (bevattende andere vetstoffen en dierlijke oliën).	21,706,491	14,169,219
OVER TE DRAGEN.		36,833,173	30,820,575

(*) Om zich te onttrekken aan de formaliteiten, voorgeschreven bij doorvoerhandel, geven handelaars meermalen voor het verbruik goederen aan, die vrij zijn van invoerrechten, en geven ze later aan voor den uitvoer. Dat is het geval met het meerendeel der onbelaste voortbrengselen, in deze tabel vermeld.

AANDUIDING DER VOEDINGSSTOFFEN.	INGEVOERDE HOFVEELHEDEN (bijzondere handel).		Aanmerking.
	Gewicht. — (Kilogr.)	Waarde. — (Frank.)	

1^o Voedingsstoffen, vrij van inkomende rechten ingevoerd (vervolg).

B. — Vetstoffen, oliën en vleesch van geslachte dieren (vervolg).

	OVERGEBRACHT . . .	56,833,175	50,820,575
Levende dieren	Ingemaakt gekookt, gerookt of gezouten vleesch in bussen, enz.	726,891	1,165,026
	Andere dan in bussen, enz., ingevoerd en bereid met stoffen die tol- noch accijnsrecht betalen .	1,580,785	2,529,255
	Niet genoemde (ham en gerookte of gezouten ossetong, spek, enz.) .	11,028,460	11,028,460
	TOTAAL . . .	0,169,507	45,541,314

C. — Anders voortbrengselen.

Levende dieren.	Hennen, jonge kicken, hanen en jonge hanen	494,550	973,186
	Andere geschikt tot menschenvoeding (geitenras, wild)	297,593	518,780
Room		815,911	122,387
Gemeene, weke en witte kaas		2,337,083	631,255
Eieren van gevogelte		13,314,575	18,267,836
Niet genoemde voedingswaren (aardappelmeel, palmmeel, arrow-root, enz.)		12,195,227	3,048,807
Gebrende, bereide of gemalen suikerij		5,902,762	1,475,690
Brood en zeebeschuit		685,714	274,286
Planten-oliën	aardnotenolie	755,884	485,766
	katoenolie	5,558,894	2,668,269
	olijfolie	1,995,244	2,705,342
	palmolie	9,098,853	5,641,289
	sesamolie	685,793	499,169
Visch .	Oesters	1,824,717	1,033,594
	Mosselen en andere niet genoemde volle schelpdieren	23,326,074	1,166,303
	Haring	19,204,010	5,456,721
	Andere ingemaakte visch dan in bussen, enz., bereid met stoffen die tol- noch accijnsrecht betalen	12,048	7,220
	niet genoemde	16,482,501	17,965,026
	TOTAAL	114,986,333	60,797,855
ALGEMEEN TOTAAL A, B, C. . . .		3,247,130,335	599,375,502

Getal stuks : 220,892,817.

* * *

Eene hervorming, waarop de aandacht der wetgevers sedert lang is gevestigd, is diegene betreffende de grondbelasting.

In verscheidene afdeelingen, werd de kadastrale herziening als spoedeischend verklaard.

Doch zoo dit middel de ongelijke toepassing der belasting doet verdwijnen, toch moet de grondbelasting over 't algemeen worden verminderd, vooral daar waar zij verhindert dat kleine eigendom tot stand kome, worde vrijgemaakt en behouden.

In vele afdeelingen werd gewezen op het ontwerp van wet tot verlaging der registratie- en overschrijvingsrechten ten voordeele van kleine eigendommen, enz.

Slechts een gedeelte daarvan, ditgene betreffende de akten van deeling, werd aangenomen en werd de wet van 15 Mei 1905, en, zooals te verwachten was, bevredigt zij ten volle : dat doet de Regeering uitschijnen in een harer antwoorden.

Het ontwerp werd in zijn geheel aan de Kamer onderworpen, doch de beraadslaging daarover werd geschorst. Het is wenschelijk dat zij zonder uitstel voortgezet worde. In een harer antwoorden kondigt de Regeering amendementen aan, die de beraadslaging waarschijnlijk zullen vergemakkelijken.

Alle huishoudkundigen komen op tegen de overdreven grondbelasting.

Allen verlangen de vrijmaking van den onroerenden eigendom en het tot stand komen van kleinen eigendom.

Het wetsontwerp stelt nu verscheidene maatregelen in dien zin voor, namelijk het verminderen van het registratie- en overschrijvingsrecht tot op de helft, zoo de aankoop strekt om een eigendom van niet hoogere waarde dan 10,000 frank tot stand te brengen.

Deze oplossing, die het stelsel der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen, voorgesteld door den achtbaren heer Beernaert, uitbreiding zou geven, wordt vurig verbeid, niet enkel door de huishoudkundigen, maar ook door al wie prijs stelt op instellingen van dien aard. De Nationale Conferentie voor de werkmanswoningen, dit jaar te Luik gehouden, drukte eenparig den wensch uit dat die wet ten spoedigste zou aangenomen worden.

TWEEDE GEDEELTE.

TITEL I.**Fiskale bepalingen.**

EERSTE AFDEELING.**Rechtstreeksche belastingen. — Douanen. — Registratie. — Zegel.****ART. 1 en 2.**

De artikelen 1 en 2, die elkander aanvullen, voeren ons terug tot een tijdstip toen fiskale maatregelen van grooten invloed konden zijn op het kiesrecht der burgers.

De wetten van 23 Augustus 1883 en van 26 Augustus 1878 handelen, in haar artikel 3, over paarden voor gemengd gebruik. De eerste bepaalt op 20 frank het bedrag der personeele belasting voor dergelijke paarden ten behoeve van den landbouw, 't is te zeggen paarden dienende om te worden bereden of aangespannen in rijtuigen op veren, voornamelijk en gewoonlijk voor de uitoefening van hun beroep gebezigd door landbouwers, welke labeurpaarden voor hun akkerwerk noodig hebben. De tweede stelt van de personeele belasting (6^e grondslag) vrij, de paarden, gehouden door personen die, onverminderd de belasting, welke zij voor die paarden zouden moeten betalen, aan den Staat minder betalen dan fr. 42.32 rechtstreeksche belastingen (kiescijns); nochtans, voegt de wet er bij, is die vrijstelling niet van toepassing op paarden van weelde.

Uit de memorie van toelichting der wet van 26 Augustus 1878, onteekend door den heer Graux, Minister van Financiën, en door den heer Rolin-Jaequemyns, Minister van Binnenlandsche Zaken, blijkt dat die vrijstelling moest strekken om kiesbedrog te fnuiken ⁽¹⁾.

(1) *Oorkonden der Kamer.* Memorie van toelichting, zitting van 1 Augustus 1878. De tekst van de artikelen 42 en 46 der wet van 28 Juni 1822, zooals bij doorgaans wordt uitgelegd door onze gerechtshoven, heeft, door paarden voor gemengd gebruik te maken diegene welke worden bereden en aangespannen, aanleiding gegeven tot zooveel bedrog, en, anderzijds, is het zoo moeilijk juist te bepalen wat een paard voor gemengd gebruik is, om te beletten loutere landbouwpaarden te doen doorgaan als paarden voor gemengd gebruik, dat, om alle bedrog te weren, de belasting op paarden van twijfelachtigen aard volstrekt moet afgeschaft worden, in geval hun houder in de verzoeking zou komen om, met het oog op de kiesbevoegdheid, de benaming te veranderen, waarop die paarden werkelijk recht hebben.

Legt men enkel belasting op paarden van burgers, reeds kiezer zijnde zonder toedoen van hunne paarden, dan zal de lust tot paardrijden ten plattelande binuen de gewone palen terugtreden.

De zadel voor allemans gebruik, bij den kiesmakelaar berustend, zal, voortaan doelloos zijnde, worden verkocht. De labeurpaarden zullen des zondags, voor hunne magere krib, eene

Sommige landbouwers — zoo luidt die memorie —, die geen cijnskiezer waren, bedienden zich van zadels en rijtuigen en gaven daardoor aanleiding tot belasting van paarden voor gemengd gebruik, alleen om den kiescijns te bereiken.

Geene belasting wordt ten plattelande erger bestreden dan die op landbouwpaaarden voor gemengd gebruik. Eene wet, die belast of vrijstelt naar gelang van den toestand van den schatplichtige, met het oog op het kiesrecht, is voorwaar weinig rechtvaardig. De belasting bedoelt het landbouwpaaard voor gemengd gebruik en daarbij hoeft men niet na te gaan of de eigenaar van het paaard al of niet kiezer is.

Vrijstelling van belasting is te begrijpen, wanneer zij gerechtvaardigd is door het inzicht om geene klassen van personen te belasten, wier middelen te gering zijn om den last te dragen; dat is het geval met de vrijstelling van de personeele belasting op de huurwaarde, de deuren en vensters alsmede de meubelen, door de wet van 18 Juli 1893, die artikel 10 der wet van 9 Augustus 1898 wijziget, toegestaan aan « werklieden en gewezen werklieden die niet » meer kunnen werken en, geene andere onroerende goederen bezittende » dan het eigendom dat zij bewonen en dit wat zij bebouwen, hetzij in » eigendom, hetzij als huurder van een niet bewonenden verpachter, eene » woning betrekken van een kadastraal inkomen », trapsgewijs bepaald volgens de bevolking der gemeenten.

Doch dergelijke billijkheidsreden bleef volkomen vreemd aan de belastingwet op landbouwpaaarden voor gemengd gebruik.

Het kiesstelsel, op den cijns gegrond, is verdwenen, en met dat stelsel verdween ook de reden, ingeroepen tot staving der fiskale wet van 1878.

De maatregel, door de Regeering voorgesteld, is radicaal. Elke belasting voor labuurpaaarden, gehouden door den eigenlijken landbouwer, zelfs wanneer zij soms worden bereden of aangespannen in rijtuigen op veren, wordt afgeschaft.

Het spreekt vanzelf dat, zoo de landbouwer een paaard hield, voornamelijk voor zijn genoegen, de vrijstelling voor hem niet gelden zou.

Dat is mede het geval met personen die, als brouwer, stoker, geneesheer, enz., een eigen beroep uitoefenen en tevens landbouw zouden drijven.

Dat voorstel wordt gestaafd door vele redenen.

't Is gemakkelijk te begrijpen, dat het onderzoek naar de voorwaarden waarin de belasting van 20 frank op labuurpaaarden hefbaar is, lastig valt.

Gebruikte een landbouwer een rijtuig om naar eene familievergadering,

goed verdiende rust genieten. Men zal ze daarvan niet meer verwijderen opdat zij, onbedreven bereden, stilhouden voor al de dorpsherbergen, om het plaatselijke kiezersgetal te doen toenemen.

Men heeft getracht de pogingen te vergoelijken, die aldus werden aangewend om, het koste wat het wil, de hoeveelheid plattelandsche kiezers te vermeerderen, om deze reden, dat de landbouw, vrijgesteld van alle belasting op zijn bedrijfskapitaal, het kiezerskorps geen aandeel leverde in verhouding tot zijnen onloochenbaren rijkdom en zijne bedrijvigheid. Ware die opmerking gegrond, dan zou het middel tegen dien toestand berusten in de handen van hen die daarover klagen; zij hebben maar voor te stellen, dat er rechtstreekse belastingen worden geheven, in verhouding tot de waarde en tot hunne winsten, op den halm en het personeel van den landbouw, evenals het voor handel en nijverheid geschiedt; dadelijk zou dan alle gemis van verhouding tusschen het getal stedelijke en landelijke kiezers verdwijnen.

een wereldlijke of kerkelijke plechtigheid te voeren zijne vrouw, zijne kinderen, zijne bloedverwanten, die verhinderd waren den weg te voet af te leggen, uit hoofde van gebrekkelijkheid, slechten toestand der wegen, onguur weder, grooten afstand, dan stelde de fiskus onderzoek in en maakte aanspraak op de belasting.

Wie beseft niet, dat dit niet alleen eene bron van plagerijen was, maar ook het landbouwwerk hinderde?

De paardenkweek heeft zich aanzienlijk uitgebreid en is een der bloeiendste takken van den Belgischen landbouw geworden. Doch een paard fokken volstaat niet, het moet ook worden afgericht en tot elk gebruik in staat gesteld. Deze redematige waardeverwekking wordt door eene belasting op den zadel of op het rijtuig stellig belemmerd.

Bij deze huishoudkundige redenen komt nog eene reden van billijkheid en goede rechtsbedeeling.

De landbouw werd ten allen tijde het slechtst behandeld door de fiskale wetten ⁽¹⁾.

Zijne onroerende goederen zijn voor de belasting een gemakkelijk te vinden grondslag, en daarom doet men hem in de ruimste mate bijdragen om Staatskas in stand te houden.

Onroerende goederen kan men uit den weg ruimen, wanneer zij door belasting worden bedreigd, en daarom ook worden zij door den fiskus ontzien.

Het hiedendaagsch fiscaal stelsel ving aan met de grondbelasting, en omdat de landbouw reeds voldoende was belast, stelde men den landbouwer vrij van het patentrecht.

De wet van 21 Mei 1819 op het patentrecht doet dat feit uitschijnen in de uitleggende aanmerkingen der toelichting van het ontwerp.

« In eenen Staat, zegt de toelichting, waar de inkomsten van grondeigendommen Staats middelen gevoelig doen toenemen, mogen de winsten, » verschaft door op andere wijze aangelegde kapitalen, niet vrij blijven van » bijdrage in Staats behoeften. »

Zooals men ziet, wordt er aangevangen met de grondeigendommen, en, nadat deze belast zijn, denkt men aan de andere kapitalen.

De landbouw, zwaar overladen, niet alleen door grondbelasting, maar ook door registratierecht, werd niet zoo goed als andere nijverheidstakken behandeld door onze tolwetten. Hij wordt het minst van al beschermd door invoerrechten. Is bescherming een regel voor alle nijverheidsvoortbrengselen of bewerkte waren, voor landbouwvoortbrengselen is zij eene uitzondering. (Zie hooger de tabel van den invoer.)

Deze eenvoudige overweging is van aard om alle verlichting van de lasten, die op den landbouw drukken, te billijken.

In de Afdeelingen werd geen enkel bezwaar ingebracht tegen het beginsel van het wetsontwerp.

De Middenafdeeling keurde het eenparig goed, min ééne onthouding.

(1) Verslag der bijzondere commissie, belast met het onderzoek van het ontwerp van wet tot vermindering der rechten van registratie en van overschrijving ten bate van den geringen eigendom : hoofdstuk A, *Betere verdeling van de belasting, akten van vennootschap*. (Oork. der Kamer, 1905-1906, blz. 70.)

Zonder zich te verklaren tegen de intrekking van die bepaling, onthield een lid zich, om protest aan te teekenen, omdat de volkomen vervorming van de personeele belasting op de meubelen zoo traag vordert, en omdat deze belasting slechts broksgewijs wordt hervormd.

ART. 3.

Niets werd aangevoerd tegen de tolmaatregelen, voorgesteld voor bananen, porseleinen knoppen en caoutchouchoudende weefsels, al of niet met vilt gevoerd.

Bananen zijn een voedingsmiddel. Er bestaat geene bijzondere beschermingsreden om het bestaande invoerrecht van 10 of 12 frank per 100 kilo te billijken. Met reden stelt de Regeering voor, het recht te verlagen tot 5 frank per 100 kilo.

Porseleinen knoppen worden in België niet vervaardigd, doch dienen om *mechanieke stopsels* te maken. Door het recht aan 10 % *ad valorem* te verlagen tot 5 % (stelsel voor de verschillende voortbrengselen ten behoeve der nijverheid) verschaft de Regeering meer voordeel aan de Belgische nijverheid.

Caoutchouchoudende weefsels, al of niet met vilt gevoerd, zijn thans opgenomen onder de « machines, mechanieken en werktuigen in koper of alle andere stof », belastbaar met 12 frank per 100 kilo. In België worden er geene vervaardigd, zoodat het invoerrecht, verre van eene Belgische nijverheid te bevorderen, drukt op de nijveraars, die ze moeten invoeren. De Regeering stelt voor, alle invoerrecht af te schaffen voor weefsels, inzonderheid dienstig tot het vervaardigen van kaardbeslagen.

Zoo handelt zij op verzoek der handelaars, verlegenvoordigd door de Kamer van koophandel te Verviers.

ART. 4.

Bij veiling van nationale goederen, werden fiskale gunsten verleend door het artikel 6 der wet van 13 floreal jaar X en het artikel 5 van 't koninklijk besluit van 16 October 1824. Daarvoor werd slechts de helft van het registratierecht betaald.

Onnoodig te doen uitschijnen dat dit voorrecht niet langer reden van bestaan heeft. Het belemmert onze belastingswetten, die alles hebben te winnen bij besnoeiing van nuttelooze bepalingen.

Door het vereenvoudigen van het registratierecht bereidt men de door elkeen gewenschte codificeering.

ART. 5.

Deze bepaling is ontleend aan het ontwerp van wet tot vermindering der rechten van registratie en van overschrijving ten bate van den geringen eigendom, enz, waarvan het onderzoek door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd geschorst.

Zij was het voorwerp van artikel 20 van het door de Regeering gewijzigd ontwerp, toegevoegd aan het verslag der Middenafdeeling (Memorie van toe-

lichting. *Oorkonden der Kamer*. zittingsjaar 1902-1903, n^o 89. — Verslag met door de Regeering gewijzigden tekst, *Oorkonden der Kamer*, zittingsjaar 1903-1904, n^o 73.)

Ik herneem het verslag der Middenafdeeling, dat de bepaling rechtvaardigde in de volgende bewoordingen :

« Artikel 20 strekt om een onrechtvaardig voorrecht te doen verdwijnen dat de Staatsrenten genoten, en om dezer gerechtelijken omloop aan het gemeen recht te onderwerpen.

» Niets is redelijker dan den Staat, die ze heeft, vrij te stellen van de belasting, en in dien zin was het goed dat artikel 70, § 3, 3^e der wet van Primaire jaar VII, vrijstelde van registratie, « de inschrijvingen op het Grootboek van Staatsschuld », en de stoffelijke verrichtingen van « overdracht en van overgang » die er op moeten gedaan worden, wanneer de titularissen veranderen ten gevolge van overeenkomsten of nalatenschappen, alsook de « kwijtschrijvingen » ten der interesten die er op betaald worden, en al de bepaaldelijk ingeschreven of in te schrijven uitwerkselen der Openbare Schuld »,

» Dat alles betreft de betrekkingen van den Staat met de ontleeners.

» Doch wanneer een schuldeischer van den Staat over zijne schuldvordering beschikt, en ze in 't bezit doet overgaan van een ander, bij overeenkomst of bij testament, dan is die omloop van rijkdom eene gewone overmaking van schuldvordering, tot het gemeen recht behoorende, en kan er onmogelijk eene ernstige reden bestaan om er een voorrecht aan toe te kennen door de vrijstelling van de evenredige registratierechten.

» Dat is nochtans heden ten dage het geval. Rechtsleer en rechtspraak gaven eene heel breede uitlegging aan de bewoordingen « overdracht en overgang » van de inschrijvingen op het Grootboek der Openbare Schuld; zij beperkten ze niet tot de stoffelijke verrichting welke de Staat in zijne boeken verwezenlijkt, maar zij hebben ze toegepast op het juridisch feit, op de overeenkomst van partijen die ze uitlokt door de ingeschrevene rente in rechtsopzicht van het eene erfgoed naar het andere te doen overgaan.

» 't Is te begrijpen dat daardoor misbruken mogelijk zijn; zoo kan ik, om geld te leenen, rentetitels verkoopen met recht tot terugkoop, welke titels mij, bij voorbeeld, na tien jaren moeten teruggegeven worden, met eenen interest of coupons; dat werd reeds gedaan en men beweerde dat krachtens artikel 70 het evenredig recht niet verschuldigd was.

» Die aldus uitgebreide gunst heeft geene reden van bestaan.

» Staatskrediet kan het gedaan krijgen met het gemeene recht; dat voorrecht heeft het niet noodig, overigens bestaat het niet meer met het oog op de erfenisrechten (wet van 27 December 1817) en in Frankrijk werd het door eene wet van 1850 zonder bezwaar ingetrokken.

» Artikel 20 stelt, in zake van overdrachtsrechten, Staatsrenten op gelijken voet met andere roerende waarden; zij ondergaan het evenredig recht, wanneer de overdracht is vastgesteld in eene ter registratie overgelegde akte.

» De zoo volledige als duidelijke Toelichting maakt elke opheldering overbodig. »

Eenparig min ééne onthouding, keurde de Middenafdeeling de voorgestelde bepaling goed.

ART. 6.

Vele wetten bevatten gunstbepalingen voor de openbare veilingen *bij opbod*. Zoo is het gesteld met de wet van 31 Mei 1824, die bij haar artikel 13 verlaagt tot fr. 0.65 het registratierecht voor « openbare veilingen *bij opbod*, » van goederen aldus geheeten in den handel, van hout op stam, hangenden » oogst en nog niet ingezamelde vruchten ».

Dat is ook het geval met de wet van 3 Juli 1860, die, bij haar artikel 1, onder zekere voorwaarden veroorlooft de kosteloze registratie van « vrijwillige openbare veilingen *bij opbod*, van goederen voor zoodanig gehouden in den handel en niet voorzien in artikel 2 der wet van 20 Mei 1846 ».

Sommige openbare veilingen geschieden niet *bij opbod*, naar de strenge opvatting van 't woord. Zij geschieden bij *afbod*, of wel tegen bekend-gemaakten vasten prijs. Welnu, de fiscus heeft beweerd dat dergelijke verkooping niet mogen gelijkgesteld worden met veilingen bij *opbod*, door de wet bevoordeeld. Daarom ook trachtte hij de verkooping van hout op stam, bij openbare veiling, doch bij *afbod*, zwaarder te belasten. Daarop werd, den 9ⁿ December 1904, door den achtbaren heer Rosseeuw ter Kamer gewezen, en de Regeering beloofde de grief weg te nemen.

Bij artikel 6, worden gewijzigd de drie wetten betreffende openbare veiling, bij *opbod*, van roerende goederen; het artikel wordt van toepassing gemaakt op alle verkooping bij openbare oproeping, hetzij bij *opbod*, hetzij bij *afbod*, hetzij bij afgekondigden vasten prijs.

Het strekt zich dus uit, niet alleen tot de hooger aangehaalde wetten, die enkel het fiscaal recht raken, maar ook tot de wet van 22 Pluviôse jaar VII, waarvan artikel 1 aan sommige openbare ambtenaren een monopolie verschaft voor openbare veiling, bij *opbod*, van meubelen, voorwerpen, goederen, hout, vruchten, oogst en alle andere roerende goederen.

De Middenafdeeling stemt in met de aan de fiskale wetten voorgestelde wijziging, doch maakt voorbehoudingen ten opzichte van de wijziging der wet van 22 Pluviôse jaar VII.

Brengt zij eene uitbreiding van het monopolie der openbare ambtenaren mede? Dienaangaande werden aan de Regeering uitleggingen gevraagd, welke men verder bij de zesde vraag zal aantreffen.

ART. 7.

Artikel 7 stelt de intrekking voor van het besluit met wetskracht van 8 Juli 1814, betreffende den afstand van ten laste van Belgische steden bestaande renten en schuldvorderingen : dit besluit heeft geene reden van bestaan meer.

In zijn artikel 2 worden, met het oog op het registratierecht, « overdrachten van die renten, welke kosteloos of bij overlijden geschieden », gelijkgesteld met « veilingen en overdrachten ten bezwarenden titel ».

In artikel 3, ontslaat het van alle registratierecht « die overdrachten, zoo de » renten niet werden betaald voor de termijnen, in de drie laatste jaren » vervallen ».

't Is begrijpelijk dat deze toevallige wet niet langer reden van bestaan heeft.

Schuldeischers van steden hebben geene bijzondere bescherming meer noodig. Zij kunnen zich met het gemeene recht tevreden stellen.

Deze onregelmatigheden van het fiscaal stelsel kunnen verdwijnen met de redenen die ze verwekt hadden.

ART. 8.

De artikelen 55 en 56 van het Zegelwetboek (wet van 25 Maart 1891) passen, wat het zegelrecht betreft, een verschillend stelsel toe op aanplakbrieven, naardien zij al of niet in België worden gedrukt.

De belasting zou billijkheidshalve betaald moeten worden voor het aanplakken; daartoe besluit artikel 56 voor in den vreemde gedrukte plakbrieven. « Zij mogen in België niet worden *aangeplakt* voordat zij zijn » gezegeld of bekleed met een kleefzegel. »

Artikel 55 oordeelt er anders over voor de plakbrieven in België gedrukt. Het beoogt het aanplakken niet meer, maar wel het drukken. « De plakbrieven » mogen niet *gedrukt* worden vóór het zegelen van het papier of het gebruik » van het kleefzegel ». De drukker, die deze bepaling overtreedt, belooft eene boete van 100 frank. Al drukte hij ook op de plakbrieven dat zij niet zijn bestemd om aangeplakt te worden, dat het aanplakken is verboden, toch blijft hij in gebreke, omdat hij op ongezegeld papier drukte.

Die behandeling, strenger voor Belgen dan voor vreemdelingen, schaadt 's lands nijverheid en kan niet gebillijkt worden.

Artikel 8 neemt eene ernstige grief der drukkers weg, doordien het alle onderscheid wegneemt door de bepaling : « Geen aanplakbrief mag in een openbare plaats worden uitgehangen zonder voorzien te zijn van het voorgeschreven zegel. »

De aansprakelijkheid der drukkers maakt dus plaats voor die van den aanplakker.

Opmerking verdient dat de wijze van betaling niet wordt gewijzigd; zij wordt geregeld bij artikel 2, laatste lid, artikelen 5 en 6 der wet van 1891 en bij artikel 13 van het koninklijk besluit ter uitvoering.

Eenparig keurt de Middenafdeeling het voorstel goed.

Zij stelde evenwel aan de Regeering deze vraag :

« Wat zijn de inzichten der Regeering, in zake van muurschilderingen, die tot aankondiging dienen? Wordt dat bedoeld door artikel 8? » Het antwoord staat verder onder de 4^e vraag.

ART. 9.

Deze bepaling strekt om de verschillende wijze te doen ophouden, waarop, in een fiscaal opzicht, gepensioneerden worden behandeld, naardien de pensioenen al of niet van den Staat afhangen.

Het Zegelwetboek (wet van 25 Maart 1891) stelt, bij artikel 62, n^o 24, van zegelrecht vrij « de levensbewijzen en de akten van bekendheid en getuig- » schriften, afgeleverd voor pensioenen ten laste van den Staat of van » weduwen- en weezenfondsen, door den Staat betaald, zoo die pensioenen » niet meer bedragen dan 2,000 frank per jaar, en diegene voor alle andere » pensioenen van 600 frank en daar beneden ».

Eene fiskale gunst is maar te billijken door het gering bedrag der renten en den nederigen stand van hen die worden geacht ze te genieten.

Artikel 9 stelt een billijken maatregel voor, door de beperking tot 600 frank weg te nemen en vrijstelling van zegel te verleen voor alle pensioenen die niet meer dan 2,000 frank bedragen.

Eenparig werd dat goedgekeurd.

TWEEDE AFDEELING.

Gemeentefonds en bijzonder fonds.

ART. 10 en 11.

Het instellen van 't gemeentefonds, bij de wet van 18 Juli 1860, is een gewichtige stap in de economische geschiedenis des lands.

Zijne inrichting was redelijk en eenvoudig, zij steunde op ruime en edelaardige inzichten; doch zij was vatbaar voor verbetering; de omstandigheden hebben ze aangebracht.

Een vluchtige oogslag op zijne geschiedenis zal veroorloven ons daarvan rekenschap te geven.

Achtereenvolgens zullen wij twee zijner hoofdbestanddeelen onderzoeken : de geldmiddelen die het fonds in stand houden en de grondslag hunner verdeeling onder de gemeenten.

A. — *Geldmiddelen die het gemeentefonds in stand houden.*

Toen de wet van 1860 de onrechtstreeksche gemeentebelastingen, het octrooi, afschafte, waardoor als 't ware acht en zeventig binnenlandsche tolbarrelen werden opgericht, die handel en nijverheid belemmerden, ontnam zij terzelfder tijd de geldmiddelen aan de steden die ze hadden tot stand gebracht.

Om haar voortaan de verloren ontvangsten terug te verschaffen, moest er een fonds worden ingesteld, dat door de Schatkist werd in stand gehouden.

« Het eenige middel om die gelden te verkrijgen, zegt de Memorie van » toelichting, is ze te doen opleveren door eenen dienst, beheerd door den » Staat, en door algemeene belastingen, geïnd door de Regeering en in » zekere verhouding drukkend zelfs op de ingezetenen in gemeenten waar » geen octrooi bestaat...

» ... Anderzijds worden de octrooirechten geheven op verbruiksvoor- » werpen, en, om den samenhang van ons financiestelsel zoo weinig mogelijk » te verstoren, is het wenschelijk dat verbruiksvoorwerpen ook het grootste » deel verschaffen van de noodige som om de octrooien af te schaffen. .

» ... Nochtans is het noodig dat, zoo de octrooien worden afgeschaft, de » gemeentebelastingen, die thans drukken op voorwerpen van allereerste » behoefte, als daar zijn vleesch, brood, brandstof, worden overgebracht op » voorwerpen van weelde of van lust; dat eischt het belang der groote » menigte en zelfs dit van het land, op dringende wijze. »

't Is om die denkbeelden te verwezenlijken, dat bij artikel 2 der wet van 1860 « wordt toegekend aan de gemeenten een aandeel van 40 % der ruwe » opbrengst van allen aard, geleverd door den postdienst, van 75 % der » opbrengst van de rechten op koffie en 34 % der opbrengst van de bij

» hoofdstuk II bepaalde rechten op wijnen en brandewijn uit vreemde
» landen, op inlandschen brandewijn, op bier en azijn en op suiker ».

Bij artikel 2 der wet van 20 December 1862, worden die aandeelen onderling gebracht van 40 en 34 op 41 en 33, en wordt de vermeerderde ontvangst besteed aan het vormen van eene reserve, bestemd om den dienst van het gemeentefonds te regelen.

Beantwoorden die wetsbepalingen op passende wijze aan het inzicht haars opvatters, en moesten zij steeds ongewijzigd blijven?

Stellig neen. Ofschoon Frère-Orban bedoelde de voorwerpen van weelde te belasten, trof hij de suiker, die door huishoud- en gezondheidskundigen immermeer wordt beschouwd als eene voedingsstof van allereerste noodwendigheid. Suiker is zoo nuttig als alcohol schadelijk is; en de naastelkanderplaatsing van die twee voortbrengselen bewijst dat de bron der inkomsten van het gemeentefonds niet zoo redelijk was als de Memorie van toelichting scheen te verlangen.

De wet van 1860 beantwoordde aan de economische begrippen van dien tijd; zij ontsnapt niet aan de verandering, welke deze begrippen zelve ondergaan. Nooit kon hij, die ze opvatte, onderstellen dat de wetgever de grondslagen van 't gemeentefonds onveranderd zou moeten laten en de rechten op alcohol niet zou mogen verhoogen om dezes verbruik te bestrijden, noch de rechten op koffie en suiker afschaffen of verlagen ten einde haar verbruik te bevorderen.

Het gemeentefonds, dat de gezamenlijke gemeenten vertegenwoordigt, mocht met reden rekenen op het aandeel in de geregelde opbrengst der belastingen, welke daaraan werden toegekend. Doch werden die belastingen ingetrokken of gewijzigd om redenen van algemeen belang, dan veranderden noodwendig de voorwaarden zelve van 't bestaan van dit fonds.

Rechtshalve mocht het geene aanspraak maken op het inkomen van eene afgeschafte belasting, noch een aandeel eischen in de opbrengst, die moest voortkomen van de verhooging der daaraan besteede belasting.

Billijkheidshalve was de wetgever verplicht te zorgen dat het gemeentefonds zijne zending volkomen vervulde, welke zending wilde dat de gemeenten geldelijk werden ondersteund, ten welken einde de regelen zijner werking moesten gewijzigd worden.

Reeds in 1883, werd eene der belastingen, die het gemeentefonds in stand houden, gewijzigd, en daarin vond de wetgever aanleiding om insgelijks de verdeling der opbrengst te wijzigen.

De wet van 30 Juli 1883 verhoogde de rechten op alcohol en bepaalde bij artikel 7, dat « het jaarlijksch aandeel van den Staat in de opbrengst » van den accijns en van de invoerrechten op brandewijn is bepaald op » 24,000,000 frank ten minste, zonder dat voor de jaren 1883, 1884 en 1885 » de aan 't gemeentefonds toe te kennen som ten gevolge van die bepaling » lager mag dalen dan de gemiddelde sommen, daaraan toegekend voor de » jaren 1880, 1881 en 1882 ».

Zoo komt, naast een minimum van bijzondere ontvangsten, ten voordeele van den Staat bepaald, een minimum van algemeene ontvangsten, gewaarborgd aan de gemeenten.

Artikel 129 der wet van 18 Juli 1887 op de vervaardiging van brandewijn

verhoogt dat minimum tot 28,175,000 frank, « behoudens van die som af te trekken het aandeel van den Staat in de opbrengst van de invoerrechten op azijn en azijnzuur en van den accijns op bierazijn ».

De wet van 2 April 1889, op den aanslag bij vervaardiging van suiker, kende 't gemeentefonds toe het jaarlijksch overschot der ontvangsten op het wettelijk minimum (6,000,000).

't Is in 1889 dat eene nieuwe instelling werd toegevoegd aan het gemeentefonds. Door de wet van 19 Augustus 1889 werd ingesteld « het bijzonder » fonds, bestemd tot verhooging van de ontvangsten der gemeenten, en dat » zal worden verdeeld volgens het cijfer harer bevolking (art. 1), met andere » woorden, volgens artikel 15 der bevolking van rechtswege, zooals zij was » vastgesteld door de tienjarige volkstelling, vóór 1 Januari afgekondigd ».

Aan dat fonds kende zij toe:

1^o De opbrengst van het vergunningsrecht, door dezelfde wet ingesteld, en 2^o de opbrengst van het invoerrecht op vee en vleesch

In artikel 2 voegde zij daarbij :

« Zoolang de opbrengst van die belastingen geen voldoende cijfer bereikt » om aan de gemeenten een aandeel toe te kennen, dat is berekend op 1 frank » per ingezetene, wordt de noodige som om tot dat cijfer te geraken van de » opbrengst der invoerrechten afgenomen. »

Hier ziet men terzelfder tijd eene aangeduide doch onzekere inkomst gepaard met den waarborg van den Staat, die onbeperkt de opbrengst van zijne tolrechten verpandte. Dat beginsel werd later nog uitgebreid en tot grondslag voor 't gemeentefonds gemaakt.

De wet van 30 December 1896 ontleent opnieuw den grondslag van waarborg in de wet van 1883 opgenomen.

Bij artikel 16, « kent zij iedere gemeente, als minste aandeel in de jaarlijksche verdeling van 't gemeentefonds, het aandeel toe dat zij in 1895 » trok ». In 1895 had het gemeentefonds het hoogste cijfer bereikt, zijnde fr. 38,196,004 90.

Zooals verder zal blijken, werd door die wet de grondslag der verdeling ten volle gewijzigd, doordien het overschot van het gewaarborgd minimum werd verdeeld in verhouding tot de bevolking.

In 1896 werd de alcoholbelasting verhoogd tot 100 frank, en daardoor werd eene der belastingen, waarvan de opbrengst bijdroeg tot het gemeentefonds, andermaal gewijzigd.

Evenals in 1883, werd wijziging toegebracht aan de regelen van het gemeentefonds, opdat aan de Schatkist niet zouden worden ontnomen de meerdere ontvangsten, die de hoogere belasting moest verschaffen, 't is te zeggen de nieuwe grondslag voor de bestaande belasting.

Artikel 5 der wet van 17 Juni 1896 beperkte het aandeel van het gemeentefonds in de opbrengst van den alcohol tot 13,750,000 frank.

In 1903 werd de alcoholbelasting andermaal verhoogd en op 150 frank per hectoliter gebracht; doch tevens werd het tolrecht op ongebrande koffie afgeschaft.

De wet van 18 Februari 1903 trof dus tegelijkertijd twee bronnen van inkomsten voor het gemeentefonds. De eene werd gedempt, doch de andere versterkt.

Welk geldelijk gevolg zou dat hebben?

Men kon niets anders dan onderstellingen wagen en elkeen voorspelde eene aanzienlijk hoogere opbrengst voor den alcohol; tijdens de beraadslagingen in de Kamers, was er zelfs sprake van 30 miljoen frank.

De Regeering raamde de meerdere ontvangsten op 15 miljoen frank, waarvan zij 8 miljoen toekende aan het fonds tot delging der Staatsschuld, 3 miljoen aan het fonds voor ouderdomspensioenen en 3,250,000 frank voor het gemeentefonds.

Ten gevolge van die raming en tot vergoeding van het verlies, dat het gemeentefonds onderging door de afschaffing van de invoerrechten op koffie, verhoogde de wet van 1903, bij artikel 4, het maximum, aan het gemeentefonds toegekend op de alcoholbelasting, tot 17 miljoen frank (13,750,050 + 3,250,000).

Die verwachting werd teleurgesteld: de alcohol bracht minder op; en daarom moest de Regeering, hare verkeerde raming terechtwijzend, het maximum van het gemeentefonds in de jaarlijksche opbrengst der invoer- en accijnsrechten op brandewijn tot het vroeger cijfer van 13,750,000 frank herleiden. Daartoe strekte artikel 2 der wet van 26 December 1904.

Uit die omstandigheden was duidelijk gebleken welke schielijke veranderingen de bestanddeelen van 't gemeentefonds kunnen ondergaan, en welke onaangenaamheden dit kan ten gevolge hebben voor de gemeentebesturen.

Om die redenen verschaft de wet van 1904 een middel tot waarborg en bestendigheid, door in artikel 3, § 1 te bepalen: « Te rekenen van het » jaar 1904, mag het deel der inkomsten van het gemeentefonds, onder de » gemeenten uitgedeeld, niet min bedragen dan de som die in 1903 werd » verdeeld, en verhoogd met eene jaarlijksche toeneming van 700,000 frank ».

De daartoe benoodigde middelen moesten slechts gedeeltelijk voortkomen van het reservefonds, zoodat het een maximum van 10 miljoen frank overhield. In een gebeurlijk geval moesten zij worden genomen uit Staats Schatkist (§ 2 van artikel 3).

Nochtans bepaalde § 3 van artikel 3 dat die waarborg ophield « te beginnen » met het jaar, dat, voor de tweede maal, het deel van het geregeld inkomen » van het onder de gemeenten verdeeld gemeentefonds meer zou beloopt » dan het gewaarborgd bedrag ». En dat gebeurlijk geval scheen zich in 1906 te moeten voordoen.

Het door de Regeering voorgesteld artikel 11 strekt om dien waarborg der jaarlijksche minste toeneming met 700,000 frank te verlengen tot 1 Januari 1914.

Niemand zal betwisten dat de gemeentefinanciën een aanzienlijk voordeel vinden in de regelmatigheid en vastheid, welke aldus worden gegeven aan het verdeelen der geldmiddelen van het gemeentefonds.

Het gewaarborgd cijfer van 700,000 frank werd betwist en daartoe werden in uitzonderlijke dienstjaren of groepen van dienstjaren cijfers opgezocht. Daar kan men andere dienstjaren en groepen van dienstjaren tegenover stellen.

Het quantum is overigens maar een minimum, door den Staat gewaarborgd, dat door den geregelde gang van het gemeentefonds kan overtroffen worden.

De hierbijgevoegde tabel duidt den gang aan van het gemeentefonds, sedert zijnen oorsprong. Zij is ontleend aan de Begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor order, dienstjaar 1906 (blz. 37).

JAAR.	RUW INKOMEN.	VERGOEDINGEN voor wachtigelden.	RESERVEFONDS.			SOM te verdeelen onder de gemeenten. (TOTAAL van kol. 11, 12 en 13.)	BEDRAG DER BELAS (van het vorige tot grondslag dienende voor de verdeling)		
			Afhouding op het inkomen van het gemeente- fonds.	Heffing ten voordeele van het gemeente- fonds.	BEDRAG op 31 December.		Gemeenten met oetroot.	Gemeenten zonder oetroot.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	
1860 166 dagen.	6,721,511 48	220,470 06	"	"	"	6,491,840 82	9,572,595 51	7,606,887 02	
1861	15,253,570 37	580,637 55	"	"	"	14,872,952 82	9,475,462 69	7,694,848 32	
1862	15,795,568 82	550,940 44	"	"	"	15,444,428 58	9,548,093 23	7,778,757 95	
1863	16,357,282 51	176,727 04 (voor 201 dagen)	184,796 98	"	184,796 98	15,995,757 59	9,624,534 05	7,884,452 44	
1864	16,443,952 67	"	407,246 25	"	595,575 25	16,056,706 42	9,747,546 79	8,009,877 70	
1865	17,522,980 27	"	429,791 61	"	1,050,252 54	16,895,188 66	9,887,509 55	8,140,614 55	
1866	17,936,590 05	"	446,926 70	"	1,542,291 63	17,489,664 14	10,044,507 87	8,289,559 29	
1867	18,378,568 34	"	452,712 87	"	2,052,440 67	17,925,655 47	10,157,882 75	8,456,156 19	
1868	17,752,716 08	"	516,546 66	"	2,442,525 86	17,456,169 42	10,257,819 26	8,559,524 95	
1869	19,089,221 58	"	474,660 60	"	5,000,685 25	18,614,560 98	10,812,511 35	9,014,288 88	
1870	22,592,848 40	"	5,592,848 40	"	6,698,759 15	19,000,000 "	10,981,755 96	9,229,515 82	
1871	18,946,640 94	"	"	1,003,559 06	7,425,157 49	19,950,000 "	11,184,146 16	9,421,868 47	
1872	21,498,476 29	"	550,976 29	"	6,750,142 "	20,947,500 "	11,559,915 56	9,599,652 42	
1873	23,459,041 40	"	592,105 92	"	7,576,594 01	22,866,955 54	11,740,588 24	9,944,378 53	
1874	23,483,830 01	"	589,211 26	"	8,506,229 11	23,094,618 75	11,960,465 09	10,204,189 14	
1875	25,045,770 08	"	657,711 57	"	9,298,615 97	24,408,059 41	12,511,521 50	10,599,586 27	
1876	25,390,910 18	"	"	70,906 99	9,594,078 57	25,461,817 17	12,615,575 12	10,950,298 08	
1877	24,703,442 54	"	"	1,954,445 69	8,107,166 14	26,058,086 03	12,944,498 58	11,555,960 65	
1878	23,774,678 20	"	"	1,754,642 67	8,445,856 11	25,509,520 87	13,176,174 70	11,751,585 27	
1879	25,790,268 96	"	"	86,159 07	7,106,619 44	25,876,408 05	13,481,500 89	12,157,082 58	
1880	25,666,900 59	"	"	347,704 59	7,518,992 59	26,014,604 98	13,755,281 41	12,541,795 69	
1881	26,815,065 48	"	675,071 76	"	7,978,455 53	26,139,995 72	14,029,509 04	12,645,855 81	
1882	27,507,295 52	"	574,267 44	"	8,670,111 85	27,155,028 08	14,285,684 15	12,901,810 74	
1883	27,598,111 56	"	"	205,785 06	8,809,756 06	27,605,894 02	14,545,934 87	13,161,599 15	
1884	26,572,745 99	"	"	586,226 15	8,589,060 69	26,958,972 14	14,792,917 44	13,411,754 10	
1885	29,351,848 35	"	111,504 65	"	9,077,521 64	29,240,545 70	15,215,502 45	13,894,055 75	
1886	26,729,557 29	"	"	1,205,152 87	8,227,856 84	27,954,470 16	15,567,641 42	14,059,805 51	
1887	28,581,450 96	"	556,768 96	"	9,276,254 55	28,044,662 "	15,488,592 76	14,219,859 80	
1888	28,058,125 94	"	"	548,454 68	9,269,785 44	28,406,558 62	15,655,559 54	14,417,748 06	
1889	26,885,762 67	"	"	1,242,800 92	8,430,766 99	28,128,565	15,855,375 17	14,655,501 56	
1890	28,555,066 59	"	561,805 19	"	9,151,928 05	28,195,261 40	16,045,569 49	14,889,517 59	
1891	52,407,545 "	"	"	76,084 06	9,414,264 85	52,485,427 06	15,667,745 05	14,528,991 41	
1892	52,506,175 73	"	24,924 06	"	9,867,250 25	52,481,251 07	15,779,108 52	14,669,258 88	
1893	52,565,947 20	"	196,562 95	"	10,550,882 24	52,569,584 25	16,002,845 66	14,854,579 15	
1894	53,990,160 58	"	85,600 57	"	10,814,895 89	55,904,560 21	16,446,003 11	15,791,679 08	
1895	54,967,294 90	"	"	228,710	10,972,799 57	55,196,004 90	16,665,656 18	16,052,559 70	

TINGEN (jaar) van het gemeentefonds.		BEDRAG DER SOMMEN VERDEELD ONDER			Fondspend- gewijze jaarlijkse verdeeling.	GETAL gemeenten welker AANDEEL		Aanmerkingen.
TOTAAL.		de vroegere gemeenten met octrooi	de	andere		ge- lijktiaal met de opbrengst van het octrooi in 1899.	ver- richt met de opbrengst van het octrooi in 1899.	
10.		als minimum.	In verhouding tot het bedrag der belastingen.	15.	14.	15.	16.	17.
16,079,482 55		5,164,588 55	52,177 25	1,295,275 22	0.38000764	69	9	
17,170,511 01		11,510,410 65	97,057 14	5,205,485 05	0.424572289	67	11	
17,526,851 16		11,485,775 51	158,586 56	5,820,068 51	0.49109101	65	13	
17,508,786 47		11,425,002 15	220,595 54	4,550,159 90	0.55173900	59	19	
17,757,424 49		11,409,511 95	256,296 81	4,501,057 66	0.54821052	58	20	
18,027,925 86		11,351,821 06	542,884 74	5,198,482 86	0.63858608	55	25	
18,553,847 16		11,275,048 95	459,917 80	5,754,891 50	0.69425536	49	29	
18,594,018 92		11,250,210 90	554,501 79	6,100,748 78	0.73028088	46	32	
18,797,344 21		11,202,715 50	454,088 54	5,709,567 58	0.66701991	50	28	
19,826,600 71		11,161,698 28	658,805 47	6,794,057 25	0.75569861	44	34	
20,211,067 78		9,765,906 89	2,086,462 55	7,147,650 58	0.77488762	41	37	
20,606,014 63		9,619,965 94	2,498,101 58	7,851,952 48	0.83149623	37	42	
20,959,565 98		9,480,458 24	2,892,205 80	8,568,855 96	0.89269565	35	46	
21,684,966 77		5,786,889 82	7,155,597 75	9,944,647 09	1.000098691	20	59	
22,164,652 25		8,664,256 54	4,529,604 17	10,100,778 04	0.98986592	22	57	
22,910,707 57		5,565,550 56	8,121,467 72	10,921,261 55	1.05056755	18	62	
25,565,872 10		5,565,550 56	8,545,598 97	11,550,887 84	1.05484680	18	62	
24,300,459 21		5,660,452 19	10,721,147 08	12,276,486 76	1.08106106	15	65	
24,927,759 97		5,551,158 01	8,451,894 51	11,706,288 55	0.99614548	17	65	
25,658,585 27		5,551,158 01	8,557,559 85	11,967,710 17	0.98442289	17	65	
26,077,075 10		5,551,158 01	8,649,418 58	12,014,048 59	0.97544429	17	65	
26,675,564 85		5,565,518 66	8,677,060 76	12,097,614 50	0.98679787	18	62	
27,187,494 89		5,595,552 10	10,872,001 94	12,665,475 95	0.98168189	15	68	
27,705,554 02		5,415,244 98	11,272,064 52	12,016,585 52	0.98188419	12	69	
28,204,671 54		5,770,166 15	10,617,246 26	12,571,559 75	0.95785588	14	67	
29,109,558 16		2,679,087 52	12,722,005 94	13,859,450 44	0.99606988	9	72	
29,427,446 95		5,429,425 65	11,554,472 95	15,150,571 58	0.95554757	13	68	
29,708,542 56		5,429,425 65	11,585,004 14	15,252,252 23	0.95054721	15	68	
30,055,507 60		5,415,244 98	11,555,299 99	15,458,015 65	0.95348581	12	69	
30,468,674 75		5,415,244 98	11,595,658 08	15,517,680 55	0.91009404	12	69	
30,932,887 08		5,869,906 71	10,948,406 81	15,574,857 88	0.89827542	14	67	
30,196,734 44		551,377 90	16,518,111 15	15,615,958 05	1.00746746	3	78	
30,448,567 20		551,377 90	16,297,568 05	15,652,505 72	1.065650681	3	78	
30,857,224 79		551,377 90	16,254,974 52	15,565,032 05	1.047706666	3	78	
32,257,682 19		551,377 90	16,755,165 90	16,598,016 41	1.0510609	3	78	
32,718,015 88		105,695 29	17,829,872 19	17,260,459 42	1.0782681	2	79	

JAAR.	GEMEENTEFONDS.							
	ZUIVER INKOMEN.	RESERVEFONDS.			SOM verdeeld onder de gemeenten.	MINIMUM aandeel. — AANDEEL in 1895.	BEVOLKING tot grondslag dienende ter verdeling van het overschot der ontvangsten van het gemeentefonds.	OVERSCHOT der ontvangsten op het minimum. — VERSCHIL tusschen kol. 6 en 7.
		AFHOUDING op het inkomen van het gemeente- fonds.	HEFFING ten voordeele van 't gemeente- fonds.	BEDRAG op 31 December.				
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
1896	55,407,555 71	"	475,559 34	11,568,100 35	55,881,115 05	55,196,004 90	6,241,829	685,110 15
1897	56,008,941 87	210,844 56	"	11,664,651 15	55,708,097 31	55,196,004 90	6,345,454	602,092 41
1898	56,574,598 88	"	179,203 45	11,875,024 14	56,753,802 33	55,196,004 90	6,429,716	1,557,797 43
1899	58,110,578 15	"	227,501 56	12,048,112 74	58,558,079 71	55,196,004 90	6,524,334	3,142,074 81
1900	58,311,460 25	"	149,798 15	12,521,108 81	58,461,267 40	55,196,004 90	6,617,244	3,265,262 50
1901	59,825,385 52	"	129,090 17	12,617,016 60	59,955,375 09	55,196,004 90	6,701,696	4,759,570 79
1902	40,566,479 85	"	66,017 04	12,972,746 98	40,632,496 87	55,196,004 90	6,696,259	5,436,491 97
1903	40,786,102 46	"	177,992 45	13,227,682 22	40,964,094 91	55,196,004 90	6,710,993	5,768,090 01
1904	41,600,568 59	"	163,923 74	13,505,774 16	41,764,492 33	55,196,004 90	6,7 0,105	6,568,487 43

BEDRAG der sommen verdeeld onder de		BIJZONDER FONDS.				Aanmerkingen.
		SOM verdeeld naar de bevolking van rechtswege, tegen een frank per ingezetene.	OVERSCHOT VAN de wezenlijke bevolking op die van rechtswege.	BIJ BETALING wegens overschot van bevolking, vermeld in de vorige kolom.	TOTAAL der sommen verdeeld uit hoofde van het bijzonder fonds. (kol. 12 en 14).	
vroegere gemeenten met octrooi.	andere gemeenten.	12.	13.	14.	15.	16.
18,125,616 75	17,755,498 30	6,069,321 "	172,508	172,508	6,241,829 "	
18,103,553 04	17,694,764 27	6,069,321 "	274,113	274,113	6,343,454 "	
18,583,837 28	18,569,965 05	6,069,321 "	360,395	360,395	6,429,716 "	
18,835,566 64	19,502,513 07	6,069,321 "	455,013	455,013	6,524,334 "	
18,884,881 68	19,576,385 72	6,069,321 "	547,923	547,923	6,617,244 "	
19,302,689 53	20,652,686 16	6,069,321 "	632,375	632,375	6,701,696 "	
19,471,518 04	21,160,078 83	6,693,810 "	2,449	2,449	6,696,259 "	
19,559,125 55	21,404,969 38	6,693,810 "	17,183	17,183	6,710,993 "	
19,762,513 11	22,001,979 22	6,693,810 "	76,555	76,555	6,770,565 "	

De toestand van de reserve, welker minimum niet lager mag dalen dan 10,000,000 frank, is ook van belang voor het bestudeeren van het vraagstuk van het gemeentefonds.

Hij is insgelijks ontleend aan de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor orde, dienstjaar 1906 (blz. 27) :

Toestand der reserve op 31 December 1904.

Afhoudingen op het inkomen van het gemeentefonds .	{ 1864 tot 1903. 8,690,480 43	{ 8,690,480 43	} 21,218,907 68
	{ 1904. „	{	
Winst op den verkoop van titels	{ 1864 tot 1903. 656,471 13	{ 656,471 13	
	{ 1904. „	{	
Interesten ontvangen op de aangelegde kapitalen, na aftrek der interesten op den aankoop van titels voorgeschoten	{ 1864 tot 1903. 11,429,940 41	{ 11,871,956 09	}
	{ 1904. 442,015 68	{	

Af te trekken :

Heffingen op de reserve ten bate der gemeenten . .	{ 1864 tot 1903. 7,562,905 85	{ 7,540,898 30	} 7,549,209 75
	{ 1904. 177,992 45	{	
Verlies op den verkoop van titels	{ 1864 tot 1903. 8,511 45	{ 8,511 45	}
	{ 1904. „	{	

Blijft fr. 13,669,697 90 ⁽¹⁾

Daar die som meer bedraagt dan het maximum der reserve (art. 2, § 3, der wet van 20 December 1862), hetwelk beloopt ⁽²⁾. 13,505,774 16

dient het verschil te worden toegekend aan het gemeentefonds, zijnde . . fr. 163,925 74

B. — Verdeeling onder de gemeenten.

De *verdeeling* der geldmiddelen is een ander voornaam bestanddeel van het gemeentefonds, dat door den wetgever grondig was bestudeerd.

Zij werd als volgt geregeld bij artikel 3 :

« Het inkomen, aan de gemeenten toegekend bij artikel 2, wordt ieder » jaar onder deze verdeeld volgens de rol van het vorige jaar, in verhou- » ding tot de hoofdsom der grondbelasting op bebouwde eigendommen, tot

⁽¹⁾ Niet inbegrepen de meerdere waarde der titels in portefeuille.

⁽²⁾ Sommen verdeeld in de laatste drie jaren :

1901.	fr. 59,955,375 69
1902.	40,652,496 87
1903.	40,964,094 91
TE ZAMEN.	fr. 121,551,967 47
GEMIDDELD	40,517,522 49
1/3 OF MAXIMUM	13,505,774 16

De reserve mag niet meer bedragen dan het derde der gemiddelde sommen, in de laatste drie jaren verdeeld (art. 2, § 3, der wet van 20 December 1862).

- » de hoofdsom van den hoofdelijken aanslag en de hoofdsom der aanslagen
- » in het patent, vastgesteld krachtens de wet van 21 Mei 1849, de wet van
- » 6 April 1823, en de artikelen 1 en 2 der wet van 22 Januari 1849. »

De verslaggever der Middenafdeeling, de heer Van den Peereboom, rechtvaardigde dien regel aldus (*Pasimomie*, 1860, blz. 264) :

- « Hoe het ook zij, het schijnt redematig, dat, daar het inkomen voor-
- » namelijk wordt geheven op verbruiksvoorwerpen, het ook moet verdeeld
- » worden naar gelang van het verbruik der voorwerpen; anders gezegd, het
- » *quantum* der verdeling moet evenredig zijn aan het *quantum* der deel-
- » neming. Welnu, de Regeering meent, en wij met haar, dat het verbruik
- » der voorwerpen, waarop de belastingen berusten, die een inkomen aan de
- » gemeenten zullen opleveren, geschiedt in verhouding tot den graad van
- » dezer welstand, en dat over 't algemeen het meest blijkbare, meest vaste
- » en minst bedrieglijke teeken van welstand eener gemeente is, het bedrag
- » van de hoofdsom der drie belastingen, opgegeven in artikel 3. »

Doch tijdens de beraadslagingen in de Kamers werden deze grondslagen van verdeling krachtig gehekel'd door den heer Pirmez. En reeds zag men in 't verschie't het juist'er begrip van het bestanddeel bevolking, dat later het gebrek der andere bestanddeelen verbeterde.

Ziehier dat uittreksel uit de redevoering, door den heer Pirmez gehouden ter vergadering van 2 Juni 1860 :

- « De heer Minister van Financiën steunt de keus der grondslagen op eene
- » bedenking die uit zich zelve zeer waar is; het verbruik, zegt de heer
- » Minister, staat in verhouding tot den welstand; de welstand is evenredig
- » aan de drie opgegeven grondslagen van belasting, of liever, de drie opge-
- » geven grondslagen werden berekend naar den welstand; dus komen zij
- » overeen met het verbruik, en bijgevolg moeten zij dienen voor de ver-
- » deeling.

- » Over deze gansche redeneering ben ik het volkomen eens met den heer
- » Minister van Financiën; doch ik denk, dat, is zij juist, zij verkeerd wordt
- » toegepast

- » Wordt er rekening gehouden met alle verbruik, van welken aard ook,
- » zonder eene enkele uitzondering, zoowel verbruik uit weelde als nuttig
- » verbruik, nuttig verbruik als noodzakelijk verbruik, dan heeft de heer
- » Minister van Financiën volkomen gelijk. Doch men gelieve op te merken
- » dat de belastingen die het gemeentefonds stijven, niet allerhande verbruik
- » treffen; zij treffen slechts zeer weinig voorwerpen van weelde en vele
- » voorwerpen, die veeleer noodzakelijk dan overvloedig zijn.

- » Welnu, zoo het stelsel van den heer Minister van Financiën als volkomen
- » juist is aan te nemen, het is volstrekt onjuist, wanneer het wordt toegepast
- » op belastingen, die voorwerpen treffen, welke door al de standen der
- » samenleving worden verbruikt, als daar zijn bier, koffie, jenever.

- » Veroorlooft mij, Mijne Heeren, u nog nader te doen bevatten wat ik
- » bewijzen wil. Onderstelt eene belasting op aardappelen en op brood, 't is
- » te zeggen alles wat onontbeerlijk is voor het bestaan. Zou men kunnen

» beweren dat het verbruik van aardappelen en brood overeenkomt met de
» drie opgegeven grondslagen? Voorzeker neen Een man met 100 frank
» inkomen per jaar verbruikt zooveel aardappelen en brood als een man met
» 500 of 600 frank inkomen, want welstand vermeedert niet het verbruik
» van die eetwaren.

» Rijkdom kan zelfs een vlak tegenovergestelden uitslag opleveren, door-
» dien hij veroorlooft die allergemeenste voedingsstoffen, ten minste grooten-
» deels, te vervangen door betere voorwerpen, welke gemakkelijker in zijn
» bereik vallen.

» Onderstelt nu iemand met 5,000 frank inkomen; met die som, kan hij
» zich alles aanschaffen wat van gewoon gebruik is; verdubbelt zijn inko-
» men, dan zal het verbruik van de door het ontwerp belaste voorwerpen
» voor hem niet merkelyk vermeederen; die meerdere rente zal in eene
» veel sterkere verhouding dan vroeger worden besteed voor den aankoop
» van weeldevoorwerpen, meubelen, behangsels, vazen, schilderijen en wat
» weet ik nog andere dingen die niet door de verbruiksbelasting worden
» getroffen.

» Ik meen te hebben bewezen, dat de door den heer Minister van Finan-
» ciën genomen grondslagen niet het beoogde doel bereiken Zij zouden
» onjuist zijn, moesten zij worden toegepast op alle verbruik; zij zijn het
» niet, wanneer zij slechts worden toegepast op 't verbruik dat het voor-
» naamste inkomen van het gemeentefonds uitmaakt.

» Mij dunkt dat er een middel is om dit gebrek te verhelpen, namelijk de
» bevolking te beschouwen als een bestanddeel voor de grondslagen der
» verdeeling. De door mij in 't midden gebrachte opmerkingen bewijzen
» ten overvloede dat de bevolking zoozeer als de welstand invloed uitoefent
» op het verbruiken van voor het bestaan nuttige of noodzakelijke voor-
» werpen, of ten minste dezulke welke van gewoon en algemeen nut zijn. »

't Zijn deze denkbeelden, die den achtbaren graaf de Smet de Naeyer tot richtsnoer dienden bij het opmaken der wet van 30 December 1896.

Hij bedoelde niet af te zien van de verdeeling, zooals zij door de wet van 1860 was ingevoerd; doch daaraan voegde hij het bestanddeel bevolking toe, om te verbeteren wat daarin gebrekkig was.

In de Memorie van toelichting, zegde hij :

« 't Is bekend dat de Regeering de hervorming van de grondbelasting en
» van den hoofdelijken aanslag beoogt, en er bijgevolg eerlang aanzienlijke
» wijzigingen zullen toegebracht worden aan de hieronder opgesomde
» grondslagen tot verdeeling. Welnu, meer dan zeven negenden van de
» voortbrengselen, die het gemeentefonds stijven, zijn verdeeld volgens die
» grondslagen.

» Werd de wet van 1860 in haar geheel behouden, dan kunnen de wijzi-
» gingen, waarop daareven is gezinspeeld, niet tot stand komen zonder de
» begrooting van 't meerendeel der gemeenten te verstoren. Trouwens,
» iedere ontslaging van 1 frank, eenen schatplichtige toegestaan, zou gelijk-
» staan met een vermindering van fr. 1.07 op het aandeel dat aan de
» gemeente toekomt.

» Reeds tijdens de tamelyk ondergeschikte hervorming, aan onze wetge-

» ving op den hoofdelijken aanslag toegebracht door de wet van 11 April 1895,
 » ontstonden er klachten over de uitwerkselen, welke deze wet had voor
 » de financiën van sommige nijverheidsbedrijvende gemeenten. »

Artikel 16 der wet van 30 December 1896 verzekert « aan elke gemeente,
 » als minimum-aandeel bij de jaarlijksche verdeeling van het gemeentefonds,
 » eene som die gelijkstaat met het door haar in 1893 getrokken deel. »

Deze bepaling eerbiedigt alle verworven rechten. Zij handhaaft den vroegeren grondslag der verdeeling van wat het gemeentefonds in 1893 uitdeelde. Doch artikel 18 verdeelt het overschot naar den grondslag der bevolking, ontleend aan de wet van 19 Augustus 1889, die het bijzonder fonds van 1 frank per ingezetene tot stand bracht. Het luidde aldus : « Wat van de
 » ontvangsten van het gemeentefonds overschiet op het totaal der sommen,
 » aan de gemeenten toegekend als minste aandeel, bij voorkomend geval de
 » afhouding ten bate van het reservefonds gedaan zijnde, wordt verdeeld
 » terzelfder tijd als de opbrengst van 't bijzonder gemeentefonds in het
 » tweede halfjaar, volgens de grondslagen van verdeeling, voor laatstgemeld
 » fonds ingesteld. »

't Was te voorzien, dat die wijziging door de Kamer en het land met oprechte voldoening bejegend zou worden. Zij kwam vooral ten bate aan die nijverheidscentrums, waar de massa der arbeidende bevolking uiterst zwaar drukt op de gemeentefinanciën.

Door artikel 15 der wet van 30 December 1896 werd ook artikel 15 der wet van 19 Augustus 1889, dat, bij de verdeeling van het gemeentefonds, enkel in aanmerking nam « de bevolking van rechtswege, zooals zij is vastgesteld door de tienjarige volkstelling, bekend gemaakt vóór den 1^{en} Januari », in voor de gemeenten gunstigen zin gewijzigd. Aldus kunnen, voor de verdeeling, de gemeenten de feitelijke bevolking inroepen, telkenmale deze merkelyk toeneemt en 10 % talrijker is dan de bevolking van rechtswege.

Door onderstaanden tekst vervangt artikel 15 der wet van 30 December 1896 artikel 15 der wet van 19 Augustus 1889 :

« 't Is insgelijks aldus gesteld met de bevolking, in artikel 1 vermeld;
 » nochtans wordt, te rekenen van 1896, de bevolking van rechtswege vervangen door de feitelijke bevolking op 31 December van het jaar vóór de
 » verdeling, telkenmale in den loop van een tienjarig tijdvak de feitelijke bevolking meer dan 10 t. h. hooger staat dan de bevolking van rechtswege. »

Niemand kan betwisten dat de nieuwere maatregel rechtvaardig is; doch niemand dacht ook aan het misbruik, waartoe hij leiden kon.

De feitelijke bevolking is een heel onzeker bestanddeel, nagenoeg zonder toezicht door de gemeentebesturen geleverd. Zij geeft niet denzelfden waarborg als de tienjarige volkstelling.

De mindere of meerdere bezorgdheid der besturen, om de bevolking na te gaan, hare veranderlijkheid waar te nemen, van de bevolkingsregisters die personen te schrappen, welke van woonplaats veranderen, kan aanzienlijken invloed uitoefenen op de jaarlijksche opnemingen. Nauwkeurigheid is schier onmogelijk, zelfs daar waar de meeste aandacht wordt te koste gelegd; vaak paalt het aaneengebouwd deel van de eene gemeente aan dit eener andere,

werklieden, meiden en knechten gaan van de eene gemeente naar de andere over, meesttijds zonder zich te bekreunen om de veranderingen die aan hunne inschrijving zijn toe te brengen, en wel met eene onbezorgdheid die hare uitlegging vindt in het onvaste van hunnen beroepsstand.

Stellig kunnen zelfs naastige besturen de feitelijke bevolking niet met voldoende waarborg van juistheid bepalen: 't is licht te voorzien wat daarmee 't geval is bij nalatige.

Welnu, 't is gevaarlijk, voor de verdeeling van het gemeentefonds een onzekeren grondslag te behouden. Dat is eene verzoeking tot bedrog.

Men hoeft niet noodzakelijk te onderstellen dat de gemeenten met opzet onnauwkeurige opnemingen zouden doen en stelselmatig weigeren te schrappen.

Doch het volstaat, dat nalatigheid een geldelijk voordeel kan verschaffen, om eene bron van voordeelen te doen dempen, welke de gemeentebesturen tusschen hun geweten en hun belang plaatst.

Deze bedenkingen worden door de feiten volkomen gestaafd. In de Toelichting der begrooting van 's Lands Middelen wordt vastgesteld dat 163 gemeenten voordeel trokken uit de verdeeling naar de feitelijke bevolking, terwijl de bevolking, den 31^{en} December 1900 opgenomen, kleiner was dan de op 31^{en} December 1890 vastgestelde en vermeerderd met 10 %. Zij trokken, voor vele jaren of voor elk jaar van 1870 tot en met 1901, eene hoogere som dan de haar wettig verschuldigde, dit ten nadeele van 't meerendeel der gemeenten van het land.

Dit feit volstaat om het stelsel te doen verwerpen. Het doet een kwaad ontwaren, dat alleen door toepassing van de wet in 't licht kon worden gesteld. Nalatigheid, die zich geldelijke voordeelen aanschafft, kan leiden tot een stelsel van bedrog; en in elk geval is het een verderfelijk voorbeeld, dat onverwijld dient te verdwijnen.

Daartoe strekt artikel 10.

De Middenafdeeling keurde het goed met vijf stemmen tegen ééne en ééne onthouding; doch eenpang erkende zij niet alleen de gebreken der huidige statistiek van de bevolking, maar ook de groote moeilijkheid om die gebreken te verhelpen.

De statistiek der bevolking dient te worden heringericht; zij zou meer waarborgen van nauwkeurigheid moeten opleveren. Zij is niet alleen van belang voor de verdeeling van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds. Zij dient tot grondslag aan de wetenschap der volksbeschrijving.

Daarom ook vroeg de Middenafdeeling aan de Regeering of zij hare aandacht niet kon vestigen op dat punt.

Bestuit.

Het gemeentefonds, aangevuld door het bijzonder fonds, miste zijn doel niet.

Zijne inrichting, hoe betrekkelijk volmaakt ook, moest veranderen met de fiscale en de huiskundige wetgeving; en 't mag worden gezegd dat zij thans beter is dan toen dit fonds tot stand kwam.

Zijne geldmiddelen, eerst onregelmatig en onvast, zijn tot 1914 gewaar-

borgd door eene jaarlijksche toeneming met 700,000 frank, en aldus verwerven de gemeentefinanciën eene zekerheid, die haar veroorlooft gezamenlijke werken te ontwerpen en uit de besluiteloosheid te geraken, die werd verwekt door eene onzekere toekomst.

De verdeeling, gegrond en op de opbrengst van sommige belastingen en op de bevolking, volgt een des te juisteren regel, door zij inzonderheid de zwaarst belaste gemeenten verlicht, namelijk die welke de talrijkste arbeidersbevolking tellen.

TITELS II EN III.

's Lands Middelen.

ARTIKELN 12 EN 14 (lees 13).

Dezer bepalingen keurde de Middenafdeeling goed, met zes stemmen tegen ééne.

Werkzaamheden der Afdeelingen.

In de Afdeelingen vestigden de leden hunne aandacht op verscheidene punten.

Een lid vroeg, dat het ontwerp van wet op het patent voor vreemde vennootschappen zou worden behandeld terzelfder tijd als de Begrooting van 's Lands Middelen.

Een lid sprak over den prijs van het abonnement op de telefoon.

Vele leden klaagden over het vergunningsrecht. Op de verleden jaar dien- aangaande gestelde vragen, antwoordde de Regeering, dat de zaak wordt onderzocht door eene Middenafdeeling, welke nog geen verslag overlegde.

Het ontwerp van wet werd in zijn geheel goedgekeurd :

In de 1^e Afdeeling, met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

— 2 ^e	—	11 stemmen en 1 onthouding.
— 3 ^e	—	11 stemmen.
— 4 ^e	—	8 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.
— 5 ^e	—	8 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.
— 6 ^e	—	9 stemmen.

Vragen.

Verscheidene vragen werden door de Afdeelingen opgegeven en door de Middenafdeeling gesteld. Zij volgen naar de orde waarin de Regeering hare antwoorden zond.

1^{ste} Vraag.

Kan de Regeering reeds inlichtingen geven over de toepassing der jongste wet op de akten van deeling?

Antwoord.

De toepassing der wet van 15 Mei 1903 schijnt geene ernstige moeilijkheid te verwekken en ter algemeene bevrediging te worden voortgezet.

2^e Vraag.

Wat zijn de inzichten der Regeering ten opzichte van het ontwerp van wet tot vermindering der rechten van registratie en van overschrijving ten bate van den geringen eigendom?

Waarom scheidde de Regeering gedeelten van dat ontwerp af, om ze op te nemen in het ontwerp van wet voor de Begrooting van 's Lands Middelen?

Antwoord.

Door van het wetsontwerp van 1903 op de vermindering der rechten van registratie en van overschrijving ten bate van den geringen eigendom de bepalingen af te zonderen die het voorwerp van de artikelen 4, 5 en 7 van het aanhangig ontwerp uitmaken, had de Regeering geene andere bedoeling dan de verwezenlijking van enkele mindere hervormingen te bespoedigen, die geene tegenwerping schijnen te kunnen verwekken en, alles verevend zijnde, geenen invloed moeten uitoefenen op de ontvangsten der Schatkist.

Voor het overblijvend gedeelte des ontwerps van 1903, zal de Regeering het gepaste oogenblik waarnemen om aan de Kamers de wijzigingen voor te stellen, die haar door een nieuw onderzoek werden ingegeven.

3^e Vraag.

Hoeveel schat men dat de artikelen 4, 5 en 7 zullen opbrengen?

Antwoord.

ART. 4. — Door veiling van domeingoederen werd opgeleverd :

Aan registratierecht tegen 2.70 % :

In 1902 fr.	15,367 32	
In 1903	18,332 46	
In 1904	14,816 28	
		48,216 06

Aan recht van *overschrijving* tegen 0.65 % :

In 1902 fr.	2,538 51	
In 1903	4,277 23	
In 1904	3,752 45	
		10,568 19
		58,784 25

OVERGEBRACHT . . . fr. 58,784 25

Naar het gewoon bedrag, ware de opbrengst voor dezelfde jaren geweest :

Registratierecht tegen fr. 5.50 %.	 fr.	98,217 90
Recht van overschrijving tegen fr. 1.25 %.	fr.	20,523 44
		118,541 34

of eene vermeerdering van	fr.	59,757 09
voor drie jaar, dus jaarlijks gemiddeld		19,919 03

Dus kan de jaarlijksche verhooging worden geschat op een twintigtal duizend frank; doch zij is meer schijnbaar dan wezenlijk, want uitgezonderd de doorgaans onaanzienlijke verkooping van de hand, toegelaten bij de wet van 16 Maart 1886 (art. 1, letter A), geschieden de veilingen van domeingoederen met voorafbepaalde 10 % voor alle kosten.

Eenerzijds zal de opbrengst der rechten van registratie en van overschrijving jaarlijks met nagenoeg 20,000 frank vermeerderen, doch anderzijds zal de zuivere opbrengst der veilingsrechten, welke voorkomt onder de domeinontvangsten, met eene nagenoeg overeenkomende som verminderen.

ART. 5. — Met de officieele statistieken kan niet worden vastgesteld welk bedrag van rechten in de laatste jaren geheven zou zijn op de akten van overschrijving van Staatsrenten, hadden die akten de gewone rechten betaald.

Doch na opneming in al de kantoren des lands, is het gebleken dat het bedrag ware geweest :

Voor 't jaar 1903	fr.	8,653 53
En voor 't jaar 1904	fr.	28,873 63
		TOTAAL. . fr. 37,527 16
		GEMIDDELD. . fr. 18,763 58

Zoo dit de uitslag is voor de akten die zijn geregistreerd onder het kosteloze stelsel, dan ware 't gewaagd de jaarlijksche opbrengst der akten, welke ter inschrijving zullen aangeboden worden, wanneer daarop het gewoon recht wordt toegepast, te ramen op meer dan 10,000 frank.

ART. 7. — Feitelijk worden de bepalingen van het besluit met wetskracht, van 8 Juli 1814, sedert lang hoegenaamd niet meer toegepast.

4^e Vraag.

Wat zijn de inzichten der Regeering in zake van schildering op muren, als aanbeveling?

Wordt dat punt bedoeld door artikel 8?

Antwoord.

Door de wet van 25 Maart 1891, zijn slechts aan zegelbelasting onderworpen, papier, parkement, linnen en andere weefsels waarop het zegel kan worden gedrukt. Dus wordt schildering op muren niet bedoeld door artikel 8. De studie over het geheel, waarvan spraak is in de inleidingsnota, strekt om te onderzoeken hoe er met dergelijk soort van aanbeveling dient te worden gehandeld.

5^e Vraag.

Bestaat er geen middel ter afschaffing van het kwijtingsrecht, zooals werd voorgesteld door het ontwerp van wet op den geringen eigendom, in 1903 door de Regeering overgelegd?

Antwoord.

De Regeering is van oordeel dat de afschaffing van het kwijtingsrecht, waardoor jaarlijks afstand zou worden gedaan van meer dan 400,000 frank ontvangsten, niet kan worden voorgesteld bij een min of meer algemeene herziening der desbetreffende wetten, zooals werd ondernomen in bedoeld wetsontwerp.

6^e Vraag.

Strekt, naar de bedoeling van den heer Minister van Financiën, artikel 6 om het monopolie van sommige openbare ambtenaren uit te breiden?

Antwoord.

In antwoord op den brief, mij door u toegestuurd naar aanleiding van artikel 6 van het wetsontwerp bevattende de Begrooting van 's Lands Middelen, heb ik de eer u te berichten, dat ten gevolge van die bepaling, de openbare veilingen bij afbod of tegen openlijk bekend gemaakten vasten prijs, van voorwerpen vermeld onder artikel 1 der wet van 22 pluviôse jaar VII, evenals veilingen bij opbod, enkel mogen geschieden ten overstaan van een openbaren ambtenaar. Er ware theoretisch geene reden hoegenaamd aan te voeren om openbare veilingen van gelijke voorwerpen verschillend te regelen naarmate daartoe op de eene of de andere wijze wordt overgegaan; de voorgestelde bepaling brengt, in dat opzicht, artikel 1 der wet van pluviôse, artikel 13 der wet van 31 Mei 1824 en artikel 1 der wet van 5 Juli 1860 overeen met artikel 1 der wet van 20 Mei 1846; in geen van die gevallen, bestaat er reden om den vorm de grondzaak te laten overvleugelen.

Feitelijk moet artikel 6, hoe uitgestrekt zijne bewoordingen ook mogen wezen, en voor zooveel daardoor de wet van pluviôse in de practijk wordt gewijzigd, geen ander gevolg hebben dan verplichtend te onderwerpen aan de bepalingen van die wet *de zeldzame veilingen bij afbod, welke reeds nu worden gehouden door openbare ambtenaren en registratierecht betalen.*

Er mag, trouwens, niet uit het oog worden verloren : 1^o dat de veilingen, bedoeld door de wet van pluviôse, vergen : de voorafgaande aankondiging

dat er op een bepaalden dag eene verkooping plaats heeft; dat verscheidene personen er, niet toevallig, maar opzettelijk, toe bijdragen, en eindelijk, het stoffelijk feit van eene veiling (art. 5), wat verkooping door gevestigde kooplieden, marktkramers, rondleurers uitsluit; 2^o dat, naar een bestendig rechtsbegrip, hetwelk ten allen tijde bestond en waarop niet is terug te komen, verkooping van eetwaren, visch, enz., in hallen of op markten, hoe zij ook mogen geschieden, niet onder de toepassing der wet van pluviöse vallen.

7^o Vraag.

Is het mogelijk het totaal op te geven :

1^o Van de annuïteiten, reeds door den Staat betaald voor den dienst der obligatiën van de spoorwegmaatschappijen, wier concessiën hij heeft genaast?

2^o Zijn er, behalve de annuïteiten, onderschreven voor het vormen van het kapitaal tot aanlegging van buurtspoorwegen, annuïteiten van denzelfden aard onderschreven voor andere verrichtingen?

Wat is het totaal van de reeds betaalde annuïteiten?

Antwoord.

De verschillende annuïteiten, vóór 1906 door den Staat betaald, 't is te zeggen van 1857 tot einde 1905, kunnen worden gesplitst in vijf verschillende groepen, te weten :

A. Naasting van spoorwegvergunningen;

B. Door den Staat overgenomen dienst der bevoordeelde aandelen en der obligatiën, uitgegeven door spoorwegmaatschappijen, wier concessiën werden genaast;

C. Naasting van telefoonconcessiën;

D. Tegemoetkoming door den Staat, tot het vormen van het kapitaal voor het aanleggen van buurtspoorwegen;

E. Bijdrage van den Staat in de Maatschappij voor de Brusselsche vaart en de haveninrichting.

De volgende tabel duidt de betalingen aan, die jaarlijks werden gedaan voor iedere van de vijf bovenvermelde groepen; zij bewijst insgelijks, dat de gansche uitgaven, van 1857 tot 1905, beliepen :

<i>A.</i> Voor de eerste groep	fr. 339,388,700.88
<i>B.</i> Voor de tweede groep	79,702,327.44
<i>C.</i> Voor de derde groep	4,188,582.56
<i>D.</i> Voor de vierde groep	15,143,400.50
<i>E.</i> Voor de vijfde groep	3,150,000.00

TOTAAL : fr. 441,570,011.18

De annuïteiten, op de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1906 gebracht, beloopten voor die groepen fr. 16,843,869.29.

Alleen de annuïteiten betreffende Staats tegemoetkoming tot het vormen van het kapitaal voor het aanleggen van buurtspoorwegen, alsmede zijne

bijdrage in de Maatschappij voor de Brusselsche vaart en de haveninrichting, werden vroeger op de Buitengewone Begrooting uitgetrokken. Zij beloopten, voor 1906, wederzijds 2,370,000 frank en 380,000 frank, dus te zamen 2,720,000 frank.

Zooals wordt gezegd in de tweede alinea van het 4^o op blz. xix van de Algemeene Toelichting, worden zij grootendeels vergoed door de op de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1906 overgebrachte ontvangsten, en wel tot een bedrag van 2,300,000 frank.

Annuiteiten, van 1857 tot 1905 door den Staat betaald.

JAAR	A. — Voor de naasting van vergunde spoorwegen	B. — Voor den door den Staat overgenomen dienst van de titels der maatschappijen.	C. — Voor de naasting van telefoonvergunningen.	D. — Voor 't vormen van het kapitaal tot inrichting der buurtspoorwegen.	E. — Voor aandeel in de Maatschappij voor de Brusselsche vaart en de haveninrichting.	TOTAAL.
1857	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1858	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1859	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1860	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1861	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1862	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1863	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1864	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1865	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1866	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1867	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1868	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1869	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1870	672,330 "	"	"	"	"	672,330 "
1871	6,212,460 95	"	"	"	"	6,212,460 95
1872	7,127,976 42	"	"	"	"	7,127,976 42
1873	7,829,118 28	"	"	"	"	7,829,118 28
1874	7,694,281 44	4,077,505 "	"	"	"	11,771,786 44
1875	7,781,564 07	4,077,710 "	"	"	"	11,859,274 07
1876	9,520,366 55	4,077,560 "	"	"	"	13,597,926 55
1877	9,413,133 13	4,077,295 "	"	"	"	13,490,428 13
1878	8,647,126 52	4,076,770 "	"	"	"	12,723,896 52
1879	8,770,353 24	4,087,845 "	"	"	"	12,858,198 24
1880	8,893,579 96	4,076,845 "	"	"	"	12,970,424 96
1881	9,016,800 68	4,077,745 "	"	"	"	13,094,545 68
1882	9,140,033 40	4,077,230 "	"	"	"	13,217,263 40

JAAR.	A. — Voor de naasting van vergunde spoorwegen.	B. — Voor den door den Staat overgenomen dienst van de titels der maatschappijen.	C. — Voor de naasting van telefoonvergunningen.	D. — Voor 't vormen van het kapitaal tot inrichting der buurtspoorwegen.	E. — Voor aandeel in de Maatschappij voor de Brusselsche vaart en de haveninrichting.	TOTAAL.
1883	9,263,260 12	4,077,925 "	"	"	"	13,341,185 12
1884	9,386,486 84	4,077,300 "	"	"	"	13,463,786 84
1885	9,509,713 56	3,508,400 "	"	"	"	13,018,113 56
1886	9,632,940 28	23,375 "	"	"	"	9,656,315 28
1887	9,756,167 "	15,300 "	"	"	"	9,771,467 "
1888	9,756,167 "	15,250 "	"	391,860 "	"	10,163,277 "
1889	9,756,167 "	15,200 "	"	298,655 "	"	10,070,022 "
1890	9,756,167 "	15,150 "	"	334,775 "	"	10,106,092 "
1891	9,756,167 "	11,450 "	"	351,176 "	"	10,118,793 "
1892	9,756,167 "	8,375 "	"	404,985 "	"	10,169,527 "
1893	9,756,167 "	8,350 "	854,500 "	459,529 "	"	11,078,546 "
1894	9,756,167 "	8,925 "	884,500 "	506,380 "	"	11,155,972 "
1895	9,756,167 "	8,275 "	892,000 "	551,333 "	"	11,207,775 "
1896	9,756,167 "	1,283,243 "	982,195 20	576,277 "	"	12,577,884 20
1897	9,756,167 "	3,562,383 96	63,908 24	679,759 50	350,000 "	14,412,218 70
1898	10,526,167 "	3,994,040 98	81,038 03	785,809 "	350,000 "	15,737,965 01
1899	9,756,167 "	3,117,010 "	72,352 35	907,722 "	350,000 "	14,203,251 35
1900	10,708,454 60	3,118,130 "	62,514 79	1,081,531 "	350,000 "	15,320,630 48
1901	10,802,454 69	3,118,600 "	62,514 79	1,277,535 "	350,000 "	15,611,104 48
1902	10,802,454 69	3,253,675 "	62,514 79	1,388,696 "	350,000 "	15,857,340 48
1903	10,802,454 69	3,249,687 50	62,514 79	1,507,814 "	350,000 "	15,972,470 98
1904	10,815,504 69	3,250,955 "	62,514 79	1,632,016 "	350,000 "	16,110,990 48
905	10,805,354 69	3,253,920 "	62,514 79	2,007,548 "	350,000 "	16,479,337 48
TOTAAL	339,388,700 58	79,702,327 44	4,185,582 56	15,143,400 50	3,150,000 "	441,570,011 08

8^e Vraag.

De Middenafdeeling verlangt eene vergelijkende tabel van al de verbruiksbelastingen, sedert 1884 geïnd.

Antwoord.

Bijgaande tabel geeft het bedrag op van de accijsrechten, van 1884 tot 1904 jaarlijks geheven op de verschillende aan die belasting onderworpen voortbrengselen, alsmede 't bedrag der tolrechten, op dezelfde voortbrengselen geheven.

van 1884 tot 1904 geheven op de aan accijns onderworpen voortbrengselen.

1895	1894	1893	1892	1891	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884
15,590,945	15,824,486	16,515,085	17,508,492	17,890,053	18,514,510	19,410,584	19,548,452	20,605,258	18,925,714	19,555,054	20,098,181
346,145	418,635	434,463	490,744	625,825	670,194	705,420	748,153	762,460	754,158	809,414	859,775
37,348,497	37,408,268	38,972,435	42,145,090	61,022,468	40,458,596	52,662,922	55,801,756	60,881,844	57,672,708	47,528,015	50,834,438
1,706,715	1,918,743	1,936,457	2,352,000	1,968,805	2,009,673	1,973,472	2,240,008	2,885,445	1,935,980	1,857,772	2,068,018
535,919	579,647	616,149	773,445	791,565	956,457	1,122,670	1,200,774	974,349	952,868	867,840	858,735
.....											
"	"	29,087	328,265	407,855	451,656	511,413	531,376	541,530	520,834	488,268	451,297
.....	.....	207,965	66,680	10,350	5,415	5,018	849	1,180	1,049	310	544
5,536,295	6,182,002	6,202,112	6,242,084	5,594,779	4,500,087	5,470,378	5,617,581	10,740,489	11,617,585	8,490,882	16,538,042
483,267	345,283	297,888	262,226	210,762	263,553	269,248	377,550	503,456	517,850	577,491	268,467
"	"	"	"	649,478	1,298,045	1,370,247	1,417,244	1,371,564	1,315,551	1,409,568	1,651,861
6,282,723	6,096,010	5,861,549	6,808,895	5,756,076	5,252,746	5,534,357	5,727,120	5,518,600	5,325,970	5,693,523	6,481,618
885,546	1,023,364	"	"	47,759	485,021	482,261	517,157	654,116	661,620	671,167	627,826
.....											
115,215	74,318	80,193	120,603	152,452	121,653	109,144	93,607	135,074	174,575	225,419	208,113
360,473	303,190	290,353	270,066	289,669	267,133	275,996	257,007	237,536	185,053	150,186	132,448
5,000,985	5,665,909	6,119,864	7,089,319	6,069,533	6,557,605	6,869,635	7,751,629	7,849,987	7,835,267	8,421,532	7,753,858
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1,448	3,298	10,646	19,354	12,377	917	5,250	1,470	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	24,950	24,188	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
04,990,850	66,761,290	68,545,569	74,115,752	92,438,119	82,329,457	88,053,698	92,501,026	103,752,000	99,676,720	87,657,525	98,062,351
9,179,323	9,081,861	9,028,055	10,260,511	8,841,474	8,457,514	8,759,500	9,551,576	9,906,657	8,520,040	9,088,696	9,810,665
74,170,173	75,843,151	77,574,224	84,376,263	101,279,593	90,766,971	96,813,198	101,852,602	113,658,657	108,196,760	96,740,221	108,773,016

9^e Vraag.

Wat is, sedert 1890, de jaarlijksche toeneming van 't bierverbruik per inwoner en welke verhouding aan alcohol van 50° bevat gemiddeld het bier?

Antwoord.

Onderstaande tabel geeft de hoeveelheid bier op, die in België per inwoner werd verbruikt in de jaren 1890 tot 1904.

Het bier, dat doorgaans wordt gedronken, bevat van 3 tot 3½ t. h. watervrijen spiritus, dus van 6 tot 7 % alcohol van 50°.

*Tabel der hoeveelheid bier, in België per inwoner verbruikt
van 1890 tot 1904.*

JAREN.	VERBRUIK PER INWONER.
	Hectoliter.
1890.	1.78
1891.	1.76
1892.	1.77
1893.	1.83
1894.	1.84
1895.	1.93
1896.	2.00
1897.	2.03
1898.	2.11
1899.	2.18
1900.	2.21
1901.	2.19
1902.	2.14
1903.	2.17
1904.	2.22

10^e Vraag.

Een lid vraagt om kennis te mogen nemen van de briefwisseling, gevoerd tusschen het Departement van Financiën en de Rekenkamer, over het beschikbaar overschot der ontvangsten, in voorraad gehouden op de opbrengst der invoer- en accijnsrechten op suiker.

Antwoord.

Deze vraag raakt geenszins de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1906:

deze voorziet geene ontvangsten uit de overschotten, in comptabiliteit overgedragen, krachtens de wet van 11 September 1895. In de lijst van opmerkingen, welke haar eerlang door de Rekenkamer wordt overgelegd, zal de Kamer uitleggingen aantreffen over het gebruik van het door de vraag bedoeld overschot.

De Middenafdeeling keurde het wetsontwerp in zijn geheel goed, met zes stemmen tegen ééne.

De Verslaggever,
E. TIBBAUT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

59)

INHOUDSTAFEL.

ALGEMEEN GEDEELTE.

	Blz.
Leeningen	2
Boekhouding voor de begrootingen	10
Aanvullende inlichtingen om den geldelijken toestand te beoordeelen	15
Eenige begrooting	15
Hervorming der belastingen	17

TWEDE GEDEELTE.

Titel I. — Fiskale bepalingen.

EERSTE AFDEELING. — Rechtstreeksche belastingen. — Tolwezen. — Registratie. —	
Zegel (art. 1 tot 9)	21
TWEDE AFDEELING. — Gemeentefonds. — Bijzonder fonds (art. 10 en 11).	
28	
Titels II en III. — 's Lands Middelen (art. 12 tot 14)	41
Werkzaamheden der Afdeelingen	41
Vragen	41
